

Rapport annuel 2010

Banque interaméricaine de développement



Bilan de l'année



RÉSUMÉ FINANCIER 2006–2010

CAPITAL ORDINAIRE

(Montants exprimés en millions de dollars des États-Unis)

	2010	2009	2008	2007	2006
Éléments clés opérationnels					
Prêts et garanties approuvés ^{1,2}	\$12 136	\$15 278	\$11 085	\$ 8 577	\$ 5 632
Décaissements de prêts	10 341	11 424	7 149	6 725	6 088
Remboursements de prêts	5 598	4 542	4 740	5 265	8 615
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement nets, après swaps	\$16 585	\$20 204	\$16 371	\$16 301	\$16 051
Encours des prêts	63 007	58 049	51 173	47 954	45 932
Portion non décaissée des prêts approuvés	22 357	21 555	19 820	16 428	16 080
Total des actifs	87 217	84 006	72 510	69 907	66 475
Encours des emprunts, après swaps	57 874	57 697	47 779	45 036	43 550
Fonds propres	20 960	20 674	19 444	20 353	19 808
Données du Compte de résultat					
Revenus des prêts, après swaps	\$ 1 830	\$ 2 002	\$ 2 355	\$ 2 436	\$ 2 466
Revenus des placements (perte)	624	831	(973)	487	619
Frais liés aux emprunts, après swaps	550	951	1 764	2 135	2 070
Revenus opérationnels (perte)	1,252	1 294	(972)	283	627
Ratio					
Ratio du total des fonds propres ³ aux prêts	33,4%	34,2%	35,3%	40,2%	40,8%

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES

(Montants exprimés en millions de dollars des États-Unis)

	2010	2009	2008	2007	2006
Éléments clés opérationnels					
Prêts et garanties approuvés	\$ 297	\$ 228	\$ 138	\$ 152	\$ 605
Décaissements de prêts	398	414	415	393	398
Remboursements de prêts	214	220	229	275	290
Données du Bilan					
Espèces et titre de placement	\$ 1 413	\$ 1 410	\$ 1 355	\$ 1 565	\$ 1 592
Encours des prêts nets ⁴	4 004	4 317	4 101	3 966	3 733
Portion non décaissée des prêts approuvés	1 038	1 290	1 502	1 783	2 229
Total des actifs	6 112	6 449	6 289	6 305	6 148
Solde du Fonds	5 346	5 907	5 786	5 878	5 758
Données du Compte de résultat					
Revenus des prêts	\$ 74	\$ 83	\$ 91	\$ 90	\$ 152
Dépenses de coopération technique	24	23	33	23	19
Dépenses liées à l'allègement de la dette	484	(3)	—	—	3 306
Transferts de la réserve générale	364	122	50	50	61
Revenus nets (perte)	(792)	(14)	(72)	9	(3 267)

¹ Non compris les garanties émises au titre du Programme de facilitation du financement du commerce (TFFP).

² En 2009, comprend \$800 millions d'approbation de prêts annulés.

³ L'expression « total des fonds propres » est définie comme désignant l'ensemble des actions libérées du capital, des bénéfices non distribués et des provisions pour pertes sur prêts et garanties, moins les soldes liquides en monnaie nationale des pays emprunteurs, les montants nets à recevoir des membres (mais pas les montants nets à payer aux membres) et l'effet cumulé des ajustements nets apportés à la valeur vénale des portefeuilles non échangeables.

⁴ De 2006 à 2008, provision nette pour allègement de la dette.

Lettre d'envoi

Conformément au Règlement de la Banque interaméricaine de développement, le Conseil d'administration a l'honneur de soumettre à l'Assemblée des gouverneurs le Rapport annuel de la Banque pour 2010. Ce rapport comporte un examen des activi-

tés de la Banque en 2010 (prêts, garanties et dons), les états financiers de base de la Banque et les annexes générales.

25 février 2011



Un partenaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Rapport annuel **2010**

Bilan de l'année

À propos du Groupe de la BID

Le Groupe de la BID est composé de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Société interaméricaine d'investissement (SII) et du Fonds multilatéral d'investissement (MIF).

La BID, la plus ancienne et la plus grande banque régionale de développement, est la principale source de financement multilatéral pour le développement économique, social et institutionnel en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La SII concentre son aide sur les petites et moyennes entreprises, tandis que le MIF s'efforce de promouvoir la croissance du secteur privé au moyen de dons et d'investissements.

Les prêts et les dons du Groupe de la BID aident à financer des projets de développement et à appuyer des stratégies dans des domaines clés visant à réduire la pauvreté, à accélérer la croissance, à promouvoir l'énergie soutenable et à amoindrir l'impact du changement

climatique, à accroître l'investissement dans l'eau et l'assainissement, dans l'infrastructure et l'enseignement et à favoriser le développement du secteur privé.

À la fin de 2010, la BID avait approuvé \$197 milliards de prêts et de garanties pour le financement de projets représentant un volume total d'investissements de plus de \$420 milliards, ainsi que \$4,1 milliards de dons et de financements d'activités de coopération technique à remboursement conditionnel.

Les ressources financières de la BID proviennent de ses 48 pays membres, des emprunts qu'elle lance sur les marchés de capitaux, des fonds fiduciaires qu'elle administre, et de sa participation à des opérations de cofinancement. La dette de la BID est cotée AAA, la cote la plus élevée.

La BID a son siège à Washington, D.C., et des bureaux extérieurs dans chacun de ses 26 pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'à Paris et à Tokyo.

Pays membres

Allemagne	Brésil	El Salvador	Haïti	Norvège	Royaume-Uni
Argentine	Canada	Équateur	Honduras	Panama	Slovénie
Autriche	Chili	Espagne	Israël	Paraguay	Suède
Bahamas	Chine	États-Unis	Italie	Pays-Bas	Suisse
Barbade	Colombie	Finlande	Jamaïque	Pérou	Surinam
Belgique	Costa Rica	France	Japon	Portugal	Trinité-et-Tobago
Belize	Croatie	Guatemala	Mexique	République de Corée	Uruguay
Bolivie	Danemark	Guyana	Nicaragua	République dominicaine	Venezuela

Note : Le Rapport annuel, la Discussion et Analyse de la Direction et les états financiers vérifiés sont également disponibles sur le site Web de la Banque à www.iadb.org.

COUVERTURE :

Un prêt de la BID finance des améliorations à apporter au réseau de transport public de Lima pour le rendre plus accessible, efficace, abordable, sûr et écologiquement durable. Ce réseau (le Metropolitano) fonctionne en partenariat public-privé entre la Ville de Lima, des exploitants privés d'autobus et d'autres entreprises.

Photo : Santiago Galdós Gago, PROTRANSPORTE



TABLE DES MATIÈRES

Message du Président	1
Le Conseil d'administration	3
La BID en 2010	5
Augmentation générale du Capital	7

Domaines prioritaires

Environnement, énergie durable et changement climatique	9
Capacité institutionnelle	10
Politique sociale	11
Infrastructure	13
Intégration	14
Développement du secteur privé	15

Autres domaines essentiels

Efficacité de l'effort de développement	18
Gestion des risques	18
Audit, supervision et évaluation	19
Intégrité	20
Consultation du public et société civile	21
Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête	21
Ressources humaines	22
Savoir et apprentissage	22

Les prêts en 2010

Prêts et garanties	25
Coût total des projets	25
Décaissements	25
Remboursements	25
Financement sous forme de dons	32
Fonds fiduciaires	32
Cofinancement	33

Aperçu financier

Capital ordinaire	37
Fonds des opérations spéciales	38
Le Mécanisme de dons de la BID	38
Événements importants survenus en 2010	38
Autres faits marquants	41

États financiers de base

Capital ordinaire	44
Fonds des opérations spéciales	47
Compte du Mécanisme de financement intermédiaire	50
Mécanisme de dons de la BID	51

Annexes générales

Gouverneurs et suppléants	52
Administrateurs et suppléants	53
Intermédiaires et dépositaires	54
Direction de la Banque	55
Bureaux extérieurs et représentants	56

Graphiques

1 • Opérations par secteur, 2010	5
2 • Prêts, 2001-2010	25
3 • Décaissements, 2001-2010	25
4 • Financement sous forme de dons par secteur, 2010	32
5 • Emprunts émis en 2010, avant swaps	38

Tableaux

I • Dépenses administratives consolidées	23
II • Grille des salaires du personnel de la BID (Washington, D.C.)	23
III • Répartition des opérations par secteur	26
IV • Financement annuel (2010) et cumulé (1961-2010) et décaissements	27
V • Liste des opérations approuvées (de \$5 millions ou plus), 2010	28
VI • Financement sous forme de dons par pays	33
VII • Concours financiers en 2010	34
VIII • Fonds administrés actifs en 2010	35
IX • Emprunts, exercice 2010	39
X • Encours des emprunts par monnaies au 31 décembre 2010	41
XI • État de l'encours des prêts au 31 décembre 2010	42
XII • Souscriptions au capital social, quotes-parts des contributions et nombre de voix au 31 décembre 2010	43
XIII • Dix années d'activité de la BID, 2001-2010	57



Après le tremblement de terre en Haïti, la BID a agi rapidement pour offrir des structures temporaires et des équipements scolaires afin de réinstaller maîtres et élèves dans leurs classes.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'année 2010 a été marquée par des événements importants en Amérique latine et aux Caraïbes et de profonds changements à la Banque. Le Produit intérieur brut de la Région a augmenté de près de 6 %, recouvrant le terrain perdu en 2009 et consolidant les gains des années précédentes.

La Région s'est remarquablement remise de la crise. Nos pays ont réussi à adopter des programmes anticycliques qui ont limité l'impact social de la récession. Contrairement à ce qui s'est produit ailleurs dans le monde, l'impact sur le secteur financier a été marginal, et les situations d'urgence, si typiques par le passé, ont brillé par leur absence. De ce fait, il n'est pas surprenant que les engagements publics aient pu être honorés, et les circuits de financement ont été rapidement rétablis.

L'année écoulée nous a rappelé également la vulnérabilité de notre Région aux forces de la nature. La tragédie qui s'est abattue sur Haïti et l'ampleur des catastrophes naturelles subies par plusieurs autres pays – le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Guatemala et le Venezuela, entre autres – ont prouvé qu'il était urgent que la Région soit mieux préparée à faire face aux catastrophes et à s'adapter au changement climatique.

Aux plans économique et social, les perspectives d'avenir s'annoncent très prometteuses. Les prévisions de croissance à court terme de l'Amérique latine et des Caraïbes laissent entrevoir un taux plus élevé pour les économies en développement, et certaines conditions internes et externes nous donnent des raisons d'être optimistes pour le moyen terme.

Cependant, il reste des défis à relever. Pour ce faire et pour continuer de répondre aux besoins de la Région, la Banque a poursuivi le renforcement de ses capacités techniques et financières. En juillet dernier, les Gouverneurs de la Banque ont approuvé les conditions et modalités de la Neuvième augmentation générale du capital (BID-9), qui permettra de renforcer la capacité financière de la Banque, de réitérer sa vision stratégique et de définir un programme complet de réformes qui, avec les réformes déjà effectuées, consolidera notre position en faisant de la Banque une institution plus forte, plus efficace et plus efficiente.

Avec la vision des Gouverneurs, le dévouement du Conseil, l'engagement de la Direction et les talents de notre équipe de techniciens, nous avons fait des progrès sensibles en 2010 dans



Le Président Luis Alberto Moreno avec des femmes Maya de la région du lac Atitlan, au Guatemala

la direction fixée par BID-9. Ce progrès et cet engagement de l'institution se reflètent, notamment, dans l'approbation de la politique d'adéquation du capital et dans l'application d'un nouveau modèle complet de gestion des revenus, le démarrage des travaux sur l'établissement d'un budget axé sur les résultats pour 2011, l'approbation d'un nouveau cadre pour la gestion des risques à la Banque, l'allocation des ressources du Fonds des opérations spéciales pour les deux prochaines années, l'adoption d'un mécanisme de financement concessionnel pour les pays jugés admissibles des Caraïbes orientales par le biais de la Banque de développement des Caraïbes, l'extension du mécanisme de gestion des liquidités à la Société interaméricaine d'investissement afin de renforcer sa capacité de prêt aux petites et moyennes entreprises, la conception du Cadre d'évaluation de l'efficacité de l'effort de développement, les méthodologies d'évaluation des opérations souveraines et non-souveraines, le renforcement du Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête, la nouvelle politique d'accès à l'information, le démarrage du programme d'appui financier et technique à Haïti et la mise en œuvre du Plan d'action du Cadre de lutte contre la corruption.

Nous avons également progressé dans nos travaux préparatoires en vue de la réalisation de nos objectifs financiers, de la

définition des stratégies sectorielles prioritaires et de la définition de la stratégie de développement pour le secteur privé et pour les opérations sans garantie souveraine. Nous avons préparé et approuvé la politique opérationnelle sur l'égalité entre les sexes et fait des progrès dans la définition d'une méthodologie pour l'analyse de la viabilité macroéconomique dans le cadre de nos exercices annuels de programmation. Nous sommes en train de jeter les bases pour la mise en œuvre de la politique d'accès à l'information, et nous continuons de renforcer les mécanismes de protection de l'éthique et de l'intégrité de notre institution.

Par ailleurs, la Banque a continué de progresser rapidement à la réalisation d'un solide programme d'aide aux pays de la Région. En 2010, nous avons approuvé un nombre record de 170 nouveaux projets, représentant un volume de \$12,7 milliards. Pour les 19 économies plus petites, nous avons approuvé un total de \$4,2 milliards, soit environ 33 % du total des approbations. Le volume total des décaissements, de \$10,9 milliards à la fin de l'année, a également été satisfaisant. Les flux nets de prêts à la Région ont atteint le chiffre net de \$5,1 milliards.

Haïti mérite une mention spéciale pour l'ampleur de ses besoins et de l'engagement de la Banque envers le pays. Grâce aux efforts de plusieurs de nos donateurs, nous avons obtenu très rapidement des avances de contributions de \$236 millions au FOS, ce qui a permis à la Banque de convertir en dons le solde des prêts à décaisser à Haïti et de faciliter le remboursement de l'intégralité des \$484 millions de la dette du pays. Cette aide financière s'est accompagnée d'un solide travail technique et d'un appui à l'effort de reconstruction lancé par le Gouvernement haïtien. En 2010, nous avons approuvé \$251 millions de financement du mécanisme

de dons de la BID, plus de trois fois la moyenne des trois années précédentes. Si l'on inclut les dons de tous les services, le total c'est élevé à \$352 millions. Les décaissements se sont élevés à \$177 millions, chiffre sensiblement supérieur au niveau moyen des cinq dernières années. Le portefeuille de coopération technique a augmenté de plus de 50 %. Par delà ces chiffres, les actions de nos équipes techniques ont joué un rôle crucial dans certains secteurs tels que l'éducation, les transports, l'énergie, l'eau et l'assainissement et les finances, témoignant de la force de notre engagement envers Haïti.

Nous considérons avec satisfaction les résultats obtenus. Pour l'avenir, nous avons un vaste et difficile programme devant nous et une grande responsabilité envers la Région. Nous sommes résolus à renforcer notre appui aux pays plus petits et moins développés et à dispenser un soutien exceptionnel à Haïti. Nous avons également d'ambitieux objectifs de financement pour aider à réduire la pauvreté et les inégalités, à améliorer la gestion du changement climatique, à promouvoir la viabilité à long terme de l'environnement et à adopter des sources d'énergie durables, à favoriser l'intégration régionale et à stimuler la contribution du secteur privé au développement de la région, ainsi qu'un important programme de renforcement institutionnel.

La concrétisation de la Neuvième augmentation générale du capital nous permettra, conformément aux objectifs que nous nous sommes fixés, de faire en sorte que la Banque soit mieux préparée à soutenir la Région à une époque où les défis demeurent, mais où la vaste expansion économique et le dynamisme social sont déjà évidents. Nos actions en 2011 et dans les années à venir seront cruciales à cet égard.



Luis Alberto Moreno

Président

Banque interaméricaine de développement

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Les membres du Conseil [de gauche à droite, premier rang] Manuel Coronel Novoa, Eugenio Díaz-Bonilla, Vinita Watson, Mattia Adani, Alex Foxley, Yasusuke Tsukagoshi, Muriel Alfonseca, Hugo Cáceres, Marc-Olivier Strauss-Kahn, Gustavo Arnavat

[de gauche à droite, deuxième rang], Adina Bastidas, Roberto Prieto Uribe, Sérgio Portugal, Martín Bès, José Carlos Miranda, Xavier Santillán, Marcelo Bisogno, Carmen María Madriz, Ulrike Metzger, Gerry Duffy, Richard Bernal, Juan Valdivia, Antonio De Roux, Cecilia Ramos, Kurt Mukesh Anthony Kisto, Peter Cameron, Orla Bakdal

Les actionnaires de la BID – ses 48 pays membres – sont représentés par l'Assemblée des gouverneurs, l'autorité investie du plus haut pouvoir de décision de la Banque. Les Gouverneurs délèguent un grand nombre de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, dont ils élisent ou nomment les 14 membres pour des mandats de trois ans. Les Administrateurs pour les États-Unis et le Canada représentent leur propre pays ; tous les autres représentent des groupes de pays. Le Conseil d'administration compte également 14 Suppléants, qui sont pleinement habilités à agir lorsque le titulaire qu'ils remplacent est absent.

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision au jour le jour des opérations de la Banque. Il définit les politiques de l'institution, approuve les projets, fixe les taux d'intérêt applicables aux prêts de la Banque, autorise les emprunts sur le marché des capitaux et approuve le budget administratif de l'institution. Les travaux du Conseil d'administration obéissent au Règlement du Conseil d'administration et au Code de déontologie applicable aux Administrateurs. Les ordres du jour et comptes rendus des réunions du Conseil d'administration et de ses comités permanents sont des documents publics.



Le Programme de Services agricoles ruraux (PROSAP) en Argentine permettra d'apporter des améliorations durables à l'infrastructure économique rurale et à la capacité institutionnelle du pays, et favorisera l'investissement privé.

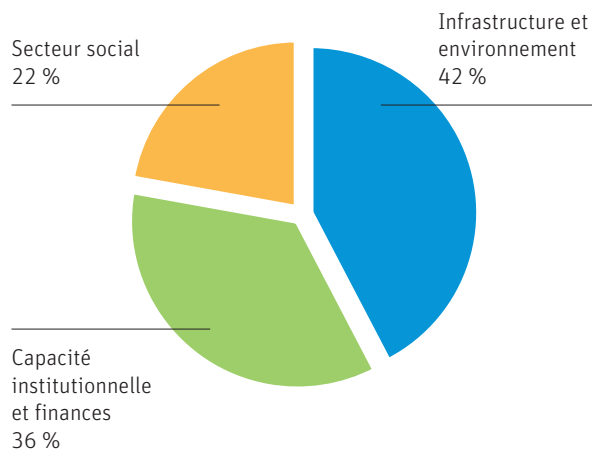
LA BID EN 2010

Une année qui s'est ouverte avec des ravages d'une ampleur sans précédent en Haïti s'est terminée sur des signes d'espoir, dans ce même pays et ailleurs de la Région. La croissance économique de la Région a été estimée à 5,7 %, soit un puissant revirement par rapport au déclin général de 1,7 % en 2009. L'année a également marqué un tournant pour la Banque. L'Assemblée des gouverneurs, lors de sa session annuelle de mars, a approuvé la Déclaration de Cancun, qui a ouvert la voie à un accord sur la Neuvième augmentation générale du Capital de la Banque (BID-9). Cet accord historique comprend trois grandes composantes décrites dans le *Rapport sur la Neuvième augmentation générale des ressources (AGC-9) de la Banque interaméricaine de développement*, approuvé par les Gouverneurs en juillet : une augmentation du Capital ordinaire (CO) de la Banque ; une augmentation de \$479 millions des ressources du Fonds des opérations spéciales (FOS), qui a permis d'annuler la dette d'Haïti envers la Banque et d'allouer des fonds à Haïti pour les 10 prochaines années ; et enfin, l'établissement d'un programme de réforme qui, combiné à celles déjà en cours, permettra d'améliorer l'efficacité institutionnelle et la position de la Banque parmi les chefs de file des organisations multilatérales dans des domaines tels que la gouvernance, la gestion financière, la durabilité et l'efficacité de l'effort de développement.

L'augmentation du capital, décrite de façon détaillée dans ce rapport, est la première de la Banque depuis 16 ans et, à 70 milliards de dollars, sa plus forte à ce jour.

La Banque a approuvé un nombre sans précédent de 170 projets en 2010. Le volume des prêts, des garanties et des opérations financées par le Mécanisme de dons de la BID, qui a été de \$12,7 milliards, est le deuxième par son ampleur en 50 ans d'opérations, dépassé uniquement par le total de l'année précédente où la Banque avait appuyé la stratégie anticyclique des pays de la Région pour surmonter la crise. Sur le total des prêts de 2010, 33 % sont allés aux pays plus petits et relativement plus pauvres des Groupes C et D, contre 24 % en 2009. Poursuivant la tendance récente, le programme de prêts de 2010 est resté considérablement au-dessus des niveaux d'avant la crise. Alors que le volume des approbations de prêts de la période 2001-2005 avait été en moyenne de \$6,4 milliards, il a été en moyenne de \$11 milliards au cours des années 2006-2010. Les décaissements de prêts effectués au cours de l'année se sont élevés à \$10,8 milliards, chiffre, une fois encore, dépassé seulement par celui de 2009. Les projets approuvés au cours de l'année se sont également caractérisés par leur diversité en termes de secteurs économiques, d'instruments financiers utilisés et de partenariats avec d'autres organisations.

Graphique 1. Opérations par secteur, 2010



Les approbations de financement sous forme de dons, y compris les dons pour investissement, ont totalisé \$570,8 millions. Si l'on ajoute le financement du Programme d'entrepreneuriat social et le Mécanisme de dons de la BID, le total atteint le chiffre record de \$830,1 millions. À la fin de l'année, le nombre de sources de financement sous forme de dons était plus élevé qu'il ne l'avait jamais été depuis la création de la Banque.

Sur la voie qu'elle a suivie en 2010, la Banque a accompli d'importants progrès vers une efficacité et une efficience accrues. Les réformes institutionnelles profondes déjà engagées ont sensiblement progressé, et de nouvelles réformes ont été lancées. Dans ce domaine, la diligence du personnel de la Banque a joué un rôle critique, tant au siège que dans les bureaux extérieurs, de même que l'activité sans précédent des comités permanents et spéciaux du Conseil d'administration. Entre autres tâches, au début de 2010 a commencé la mise en œuvre du nouveau système intégré d'adéquation du capital et d'analyse du portefeuille, qui comprend des éléments liés aux projections financières et à la gestion de l'actif et du passif. La nouvelle politique de gestion de l'actif et du passif permettra d'améliorer la stabilité et d'accroître les revenus du portefeuille de titres. La Banque a également adopté un Modèle de gestion des revenus, un plan financier à long terme et un cadre pour l'établissement d'un budget fondé sur les résultats. À la fin de l'année, le Conseil a conclu un accord sur une nouvelle allocation des fonds pour 2011-2012 pour les pays admis à bénéficier de l'aide du FOS.



Julie T. Katzman, Vice-présidente exécutive, au Foromic

En ce qui concerne la gestion et l'intégrité, l'année a été marquée par un ensemble de réformes et par le renforcement des mesures de sauvegarde. Le nouveau Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête [Independent Consultation and Investigation Mechanism (ICIM)] a été déclaré en vigueur par le Conseil d'administration en septembre, et les tâches nécessaires ont été exécutées pour le mettre en œuvre et garantir son fonctionnement institutionnel efficace. En mai, la nouvelle politique d'accès à l'information a été approuvée ; elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2011. Cette politique accroît le volume d'informations accessibles au public concernant les activités du Conseil d'administration et les projets de la Banque. Avec le Plan d'action contre la corruption, mis en œuvre par la Direction, le Comité des sanctions a été restructuré. Cet organe agira en cas d'allégations de fraude et de corruption dans les projets financés par la Banque. Quatre des sept membres du Comité viennent de l'extérieur. En juillet, la Banque a signé un accord de coopération avec la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le Groupe de la Banque mondiale sur la disqualification mutuelle des entreprises et des particuliers qui commettent des infractions envers l'une quelconque de ces institutions.

La Banque a continué d'offrir son leadership intellectuel aux responsables de la politique de développement, des hauts fonctionnaires et universitaires aux organisations de la société civile. Le Foromic, la première conférence annuelle de la Région sur les prêts au développement de la microentreprise, s'est tenu à Monte-

video. Ce forum, organisé par le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) de la Banque, a reconnu la vitalité du secteur du microcrédit, même pendant la période de crise économique de la Région. Durant le seul mois de novembre, la Banque a accueilli ou aidé à parrainer 33 grandes manifestations allant de conférences sur le financement de la lutte contre le changement climatique, l'éducation et le commerce à la concertation régionale sur la participation communautaire à la prestation des services sociaux et à la dixième Réunion annuelle entre la BID et la société civile à Quito.

Tout au long de l'année, la Banque a travaillé diligemment à sa mission essentielle, collaborant avec ses pays membres emprunteurs à l'œuvre de développement de la Région – en concentrant ses ressources et ses compétences techniques sur l'aide aux plus nécessiteux et aux plus vulnérables. À la suite des tremblements de terre en Haïti et au Chili et d'autres catastrophes naturelles, la Banque a approuvé des opérations de secours et de re-

construction dans certains pays. Pour le long terme, le Conseil a approuvé la reconstitution des ressources du Fonds pour la prévention des catastrophes à partir du Capital ordinaire de la Banque, qui sera complétée par des contributions additionnelles au Fonds fiduciaire multidonateurs pour la prévention des catastrophes. De façon plus générale, l'année a été également marquée par l'approbation d'importants projets dans certains secteurs tels que les soins prénatals et l'éducation à la petite enfance, et la poursuite de l'aide à certaines initiatives visant à réduire l'inégalité, qui vont de projets de transfert conditionnel d'espèces [conditional cash transfer (CCT)] à la participation au nouveau Programme mondial d'agriculture et de sécurité alimentaire [Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP)], fonds multilatéral qui, en décembre, avait attiré des annonces de contribution de près de \$900 millions. Les prêts à l'investissement social se sont élevés à \$1,4 milliard et ont représenté 11 % du volume de prêts de l'année.

La haute direction de la Banque a connu à la fois la continuité et le changement en 2010. En octobre, après sa réélection en juin, Luis Alberto Moreno a entamé son second mandat de cinq ans en tant que président de la Banque. En décembre, le Conseil d'administration a approuvé la nomination de Julie T. Katzman en tant que Vice-présidente exécutive.

AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL

Le 21 juillet 2010, l'Assemblée des gouverneurs de la Banque a approuvé le *Rapport sur la Neuvième augmentation générale des ressources de la BID*. Le rapport BID-9 fixe l'orientation stratégique de la Banque pour les années à venir et définit le cadre de résultats par rapport auquel sera mesurée la performance de la Banque. Avec BID-9, les Gouverneurs sont également convenus de se prononcer sur un projet de résolution qui offrirait une augmentation générale du Capital ordinaire de la Banque d'un montant de \$70 milliards à souscrire par les membres de la Banque sur une période de cinq ans, à compter de 2011. Sur ce montant, un montant de \$1,7 milliard serait sous la forme d'actions libérées du capital ordinaire et le solde, sous la forme de capital ordinaire exigible. Les Gouverneurs sont également convenus de se prononcer sur un projet de résolution qui permettra d'augmenter les ressources du FOS à l'aide d'un montant additionnel de \$479 millions de nouvelles quotes-parts à payer par les membres de la Banque en une fois ou en cinq tranches annuelles égales à compter de 2011, avec possibilité de contributions anticipées. Au 31 décembre 2010, des avances de contribution d'un montant de \$236 millions avaient été reçues. Les votes sur les projets de résolution doivent être reçus le 31 octobre 2011 au plus tard ou à toute date ultérieure que fixera le Conseil d'administration. Si les projets de résolution sont approuvés, la Banque recevra la plus forte augmentation de son histoire, ce qui assurera la durabilité de son guichet concessionnel jusqu'en 2020, tout en permettant à la Banque d'apporter un appui sans précédent à Haïti au cours des 10 prochaines années.

L'approbation des conditions et modalités de BID-9 a été précédée d'un débat approfondi par les Gouverneurs de la Banque sur les défis qui s'annoncent pour la Région et sur la façon dont ils dessineront le paysage du développement dans les années à venir. La stratégie institutionnelle de la Banque, dont témoigne BID-9, tient compte des défis qui seront la pierre angulaire du développement de la Région : réduction de la pauvreté et des inégalités, et croissance durable. Pour réduire la pauvreté et les inégalités, la Banque devra s'étendre de ses programmes sociaux traditionnels qui visent à redistribuer les revenus à des programmes qui tiennent compte des inégalités d'accès aux services et à des emplois productifs dans la Région ; cette expansion sera essentielle pour faire face aux causes structurelles de la pauvreté. La croissance durable doit concilier l'élargissement de la base économique de la Région avec les problèmes que posent le changement climatique et la demande de sources d'énergie durables. La nécessité de relever ce double défi est au centre des priorités sectorielles de la Banque pour les années à venir.

BID-9 se concentre aussi sur deux objectifs stratégiques fondés sur les avantages comparatifs et la mission de la Banque : répondre aux besoins particuliers des petits pays et des pays vulnérables, et promouvoir le développement à travers le secteur privé. Pour répondre aux besoins des petits pays et des pays vulnérables, la Banque doit être en mesure d'offrir des solutions efficaces aux problèmes de développement les plus pressants qui se posent à la Région. Ces pays ont besoin que la Banque leur offre un appui – à des conditions de prix et de remboursement conformes à leurs cadres de viabilité de la dette, en tenant compte de leur capacité d'absorption et de la sensibilité de leurs économies à la stagnation et à la volatilité – qui soit à la mesure du pays et efficace. Pour promouvoir le développement par le biais du secteur privé, il faut intégrer pleinement les prêts non souverains au cadre stratégique de la Banque, en tenant compte de la contribution du secteur privé à une croissance robuste et à la création d'emplois, deux éléments nécessaires pour combattre efficacement la pauvreté et l'inégalité.

Depuis l'approbation des conditions et modalités de BID-9, la Banque s'est employée activement à honorer les engagements énoncés par les Gouverneurs dans le Meilleur programme pour la Banque figurant dans le Rapport sur BID-9 et à mettre en œuvre certains éléments de la nouvelle Stratégie institutionnelle de la Banque. Sur le premier point, en 2010, la Banque a approuvé une nouvelle Politique d'accès à l'information, entrepris la mise en œuvre d'une méthodologie budgétaire axée sur les résultats pour le budget 2011 et publié son premier Plan financier à long terme. Parmi d'autres initiatives, le rapport prévoyait également un relèvement des plafonds pour les prêts sans garantie souveraine (NSG), l'élaboration d'une méthodologie pour l'analyse de la durabilité macroéconomique, l'examen des recommandations du Groupe consultatif indépendant sur la durabilité et un appui à la Banque de développement des Caraïbes. La Direction a également entrepris la préparation d'un certain nombre de documents de stratégie correspondant aux priorités sectorielles de la Stratégie institutionnelle définie dans le rapport sur BID-9 : *Politique sociale axée sur l'équité et la productivité ; Institutions visant la croissance et le bien-être social ; Intégration à la concurrence régionale et mondiale ; Protection de l'environnement et lutte contre le changement climatique, promotion des énergies renouvelables et promotion de la sécurité alimentaire*. Au cours du premier trimestre de 2011, les stratégies sectorielles sur l'environnement et le changement climatique, la politique sociale, les institutions et l'intégration seront soumises à l'approbation du Conseil d'administration. En outre, les travaux ont commencé en 2010 sur une stratégie intégrée pour le développement du secteur privé. À la fin de l'année, l'examen de la Matrice d'évaluation de l'efficacité de l'effort de développement était en voie d'achèvement, et au 1^{er} janvier 2011, un seuil pour l'évaluation de toutes les opérations de la Banque avait été mis en place.



La centrale hydroélectrique Porce III, financée par la BID, a été inaugurée en 2010. Elle ajoutera durablement 650 mégawatts à la matrice énergétique de la Colombie.

DOMAINES PRIORITAIRES

Environnement, énergie durable et changement climatique

La Neuvième augmentation du capital de la BID renforce l'engagement de la Banque vis-à-vis d'un environnement durable et de progrès sur la lutte contre le changement climatique et de la promotion d'une énergie durable. Cette augmentation du capital fait suite à une période sans précédent de réforme et de rénovation, et se fonde sur certaines initiatives importantes dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, du changement climatique et d'une énergie durable, et sur des partenariats essentiels pour la durabilité, en particulier avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La Banque a pu ainsi accroître sensiblement ses investissements dans des projets qui visent l'amélioration de l'environnement (assainissement, gestion des déchets solides, réduction de la pollution), l'appui à l'atténuation du changement climatique et aux mesures d'adaptation, et promouvoir la conservation de la biodiversité et une utilisation durable des ressources naturelles.

Par ailleurs, un Groupe consultatif indépendant sur la durabilité a été réuni pour dispenser conseils et recommandations à la BID sur la base de son expérience en vue de la mise en œuvre de la Politique en matière d'environnement et de respect des mesures de sauvegarde et de la réalisation de ses objectifs.

La Banque a continué de jouer un rôle actif dans les efforts de la communauté mondiale en vue de définir une politique et de mobiliser de nouvelles sources de financement en faveur de mesures tendant à limiter le changement climatique et de promouvoir la durabilité de l'environnement. Pour renforcer ce rôle, en 2010, la BID a soumis sa stratégie à l'égard du changement climatique (CCS), la Stratégie intégrée pour l'adaptation au changement climatique et son atténuation et pour une énergie durable et renouvelable, à une consultation publique de 90 jours avec la société civile et le secteur privé, et organisé plusieurs sessions de consultation avec les principales parties prenantes de la région. La CCS est essentielle à la réalisation de l'objectif de la BID d'allouer 25 % de son volume de prêts au changement climatique, à la durabilité de l'environnement et à une énergie durable (y compris aux énergies renouvelables).

La Banque s'est également dotée de nouveaux outils pour aider à sauvegarder les projets qu'elle finance : deux nouvelles directives sur le changement climatique pour les investissements dans la production de ciment et une autre pour des projets de décharges, qui s'ajoutent aux directives rédigées en 2009 pour les centrales thermiques alimentées au charbon.

Le volume des prêts d'investissement de la BID dans des projets visant la durabilité environnementale, le changement climatique et une énergie durable est passé de 6,2 % du total en 2006 à 27,6 % en 2010 (\$3,6 milliards investis dans 42 opérations). En



Le programme de la BID pour un développement durable dans la région semi-urbaine du Mata au Brésil porte sur la protection et le redressement de la zone forestière atlantique.

outre, la Banque a continué d'offrir un financement sous forme de dons de coopération technique (CT), de fonds et de partenariats à l'appui de cet important secteur.

En particulier, en 2010, en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Banque a financé huit études de pays et une étude régionale sur l'Amérique centrale sur l'impact économique du changement climatique. Ces études s'accompagnaient de prêts à l'ajustement structurel (PAS) pour le renforcement des capacités institutionnelles afin de promouvoir une approche intégrée du changement climatique par le biais de processus nationaux de planification. En 2010, la BID a approuvé des PAS axés sur le changement climatique pour le Guatemala, le Mexique et le Pérou (pour un total de \$675 millions). Le programme du Guatemala est le premier pour la région mésoaméricaine particulièrement vulnérable ; il permet un financement parallèle avec les institutions internationales de coopération à travers un fonds d'adaptation de €10 millions financé par des swaps de dette.

En 2010, la BID a sensiblement accentué son financement d'une coopération technique axée sur l'adaptation et concentré son aide sur l'atténuation des effets du changement climatique par le biais d'activités consacrées à améliorer l'efficacité énergétique et le financement carbone, ce dernier en facilitant l'accès d'institutions publiques et privées aux marchés du carbone. De même, une version actualisée en 2010 de la Fiche de performance de la BID sur la durabilité de biocombustibles est aujourd'hui un instrument

reconnu à l'échelle internationale grâce au partenariat de la BID avec la Table ronde sur les biocombustibles durables et le Partenariat mondial sur les bioénergies. En 2010, la BID a également commencé à jeter les bases de son programme Villes émergentes durables, qui a pour but de promouvoir un développement urbain durable et intégré dans les villes de taille moyenne de la Région. En outre, la Banque a progressé dans l'élaboration d'une initiative axée sur des transports écologiquement durables.

L'année a également été importante pour le partenariat de la Banque avec le FEM. En 2010, la BID a augmenté le volume de son portefeuille d'opérations financées avec le FEM de 70 % par rapport à 2009, notamment avec six projets approuvés par le Conseil dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, de la biodiversité marine et côtière, de la gestion des bassins hydrographiques et de la lutte contre la dégradation des sols. Ces approbations représentent un investissement total de \$17,1 millions pour le FEM, avec \$87,7 millions de financement de contrepartie.

Capacité institutionnelle

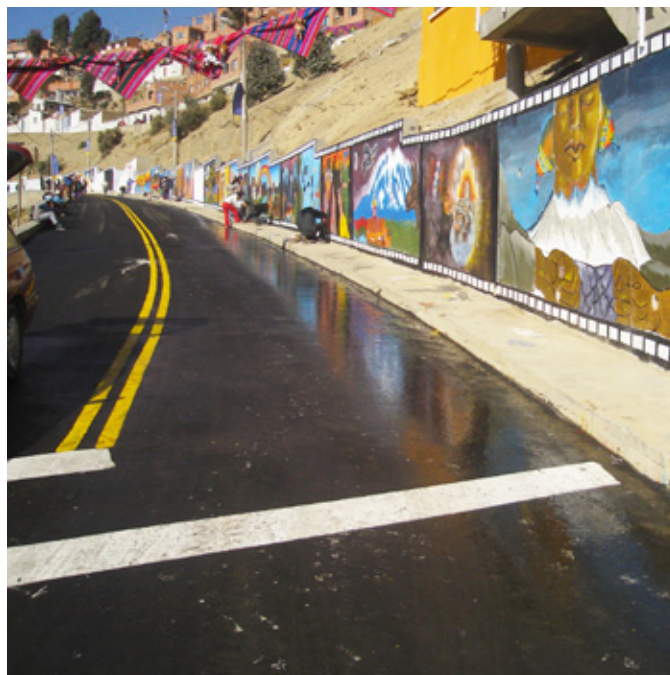
Le mandat de l'Assemblée des gouverneurs concernant les *Institutions pour la croissance et le bien-être social* était de poursuivre et d'approfondir le programme d'opérations de la Banque dans des domaines allant des services financiers (prêts aux petites entreprises par le biais de mécanismes de second rang) à l'efficacité financière (y compris des efforts en vue de renforcer la décentrali-

sation au sein des pays) et à la sécurité des citoyens (modernisation de la justice). En se préparant à diversifier encore davantage son programme en l'étendant encore à des domaines tels que la réforme des marchés du crédit, la politique fiscale et l'aide aux pays dans leur lutte contre la corruption, la BID a mis l'accent en 2010 sur un certain nombre d'initiatives importantes avec de nouveaux partenaires, notamment sur une collaboration avec le Mécanisme d'investissement en Amérique latine de la Commission européenne et sur une coopération avec la FIA Foundation en matière de sécurité routière.

En approuvant un don de \$3,7 millions, la Banque a cherché à aider le Gouvernement haïtien à lancer un programme technologique destiné à doter le pays de la capacité de gérer les informations et les ressources dans son effort de reconstruction. Ce programme, cofinancé par Microsoft Corporation et Infusion Development, permettra d'améliorer la sécurité des communications, en regroupant certains systèmes d'information critiques et en recouvrant les bases de données essentielles perdues dans le tremblement de terre.

Le Fonds thématique de renforcement des capacités institutionnelles (ICSF), qui a démarré en 2010 et qui est financé par une allocation de \$75 millions de la Chine a permis d'améliorer l'aptitude de la BID à appuyer des initiatives dans le secteur public ; en 2010, la Banque a approuvé 36 opérations émanant de neuf différents départements de la Banque, financées à l'aide d'un montant de \$16,8 millions de l'ICSF.

En 2010, la Banque s'est employée à promouvoir la gestion



Le programme d'appui à la politique du logement de la BID a fait œuvre de pionnier en favorisant l'amélioration de certains quartiers dont ont bénéficié quelque 25 000 familles de plus de 100 des quartiers urbains les plus pauvres de Bolivie.

publique à travers des alliances stratégiques avec d'autres institutions multilatérales, y compris (i) le Latin-American Public Treasury Network (RETEPAL), initiative conjointe avec le FMI et la Banque mondiale, et (ii) l'e-GP Community of Practice, initiative conjointe du Groupe de travail des banques multilatérales de développement (la BID, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international [UNCITRAL]) sur les achats publics électroniques.

La BID a approuvé un prêt à l'appui de réformes de \$100 millions pour appuyer les efforts de Trinité-et-Tobago dans ce domaine. Il s'agissait de la première opération de ce type axée spécifiquement sur l'amélioration de la gestion des dépenses publiques d'équipement. La BID a également approuvé un prêt d'investissement de \$20 millions qui aidera le Pérou à améliorer l'efficacité de gestion de ses affaires publiques. Dans le domaine de la sécurité des citoyens, la BID a approuvé un prêt de \$5 millions pour combattre la criminalité juvénile au Belize en renforçant l'aptitude des pouvoirs publics à concevoir et mettre en œuvre des mesures de sécurité publique. Dans le domaine de l'état civil, un prêt de \$78 millions a été approuvé pour améliorer l'enregistrement des naissances et l'identification des citoyens par la création de nouveaux centres de documentation qui aideront pratiquement tous les Équatoriens à se doter d'une carte d'identité au cours des quatre prochaines années.

Tout au long de l'année, la Banque a maintenu son appui à DataGov, portail novateur qui permet l'accès à la plupart des indicateurs de gouvernance publiquement disponibles afin de suivre les progrès de la Région dans ce domaine.

Le Plan d'action pour combattre la corruption et accroître la transparence renforce la lutte de la Banque contre la corruption aux niveaux des pays, des secteurs et des institutions. Les principaux résultats de l'année à cet égard comprennent : (i) l'offre de conseils techniques à plus de 15 opérations financées par des dons de coopération technique et à deux opérations de prêt ; (ii) l'établissement d'un Indice d'évaluation de l'efficacité d'un cadre institutionnel de lutte contre la corruption ; et (iii) l'adoption de méthodologies sectorielles de prévention de la corruption dans les secteurs de l'énergie et de la sécurité des citoyens et le secteur financier. En décembre, le Fonds fiduciaire d'activités anticorruption (AAF) avait financé huit projets de CT pour un total de \$2,5 millions.

Un profil de la nouvelle stratégie sectorielle demandé dans le rapport sur BID-9, intitulé *Institutions for growth and social welfare*, a été examiné avec des organisations de la société civile à Quito et il était prévu qu'il serait examiné par le Conseil durant le premier trimestre de 2011.



Haïti a mené une vaste campagne de vaccination en novembre avec l'appui d'un don de \$5,5 millions de la BID.

Politique sociale

Comme il est indiqué dans le Rapport sur BID-9, vu le rang prioritaire que la Banque accordera à une *Politique sociale d'équité et de productivité*, il lui faudra montrer plus de détermination dans un grand nombre de domaines opérationnels, y compris les protocoles de médecine préventive, les lacunes dans les indicateurs d'éducation et de santé pour les femmes autochtones, le passage de l'école au lieu de travail et l'expansion de la sécurité sociale pour les travailleurs de l'économie non structurée. Les programmes dans ces domaines compléteront l'action que mène déjà la Banque dans certains sous-secteurs tels que l'éducation préscolaire, la nutrition, la création de filets de protection sociale pour les communautés d'ascendance africaine et les communautés autochtones, et les programmes d'emploi temporaire.

En 2010, dans le secteur social, la Banque a été active sur presque tous ces fronts, avec l'approbation de 27 prêts et de 77 CT pour des totaux respectifs de \$2,8 milliards et \$37,7 millions, et l'exécution de plus de 130 programmes de renforcement des connaissances et des capacités [Knowledge and Capacity Products (KPC)] d'un montant de \$2,3 millions. Les KCP, sous la forme d'études et de conférences, traitaient de questions telles que le développement de la petite enfance, le passage de l'école au lieu de travail, les régimes de pensions, l'innovation régionale et les maladies chroniques.

Dans le domaine de la **santé**, la Banque a approuvé cinq opérations pour un total de \$238 millions, parmi lesquelles des prêts



Un prêt de la BID a permis de fournir un ordinateur portable à chaque élève et enseignant des lycées en Uruguay. Au cours de la prochaine phase, ce programme mettra en œuvre une formation, des systèmes et des programmes d'appui aux enseignants et aux écoles.

à l'Équateur et à trois pays d'Amérique centrale – El Salvador, le Guatemala et le Honduras. En juin, la Banque a annoncé l'établissement du Fonds *Salud Mesoamérica 2015*, partenariat public-privé de \$150 millions pour améliorer la santé de la femme et de l'enfant parmi les populations les plus pauvres d'Amérique centrale. Cette initiative comprend une « tranche performance » subordonnée à la réalisation d'objectifs de développement.

La Banque a également approuvé un prêt de \$35 millions à l'appui de Communautés de solidarité urbaine, action intégrée de réduction de la pauvreté visant les communautés urbaines les plus pauvres d'El Salvador. Ce programme vise à exploiter les synergies entre les investissements dans la santé, la nutrition, le développement de la petite enfance et les jeunes en situation de risque. Dans le secteur du marché du travail, la Banque a approuvé un Programme de \$20 millions pour l'appui à l'emploi en Bolivie, visant la mise en œuvre de d'instruments et de systèmes complets pour la formation de travailleurs, l'intermédiation et l'évaluation à travers des services personnels, l'Internet et le téléphone. Ce programme prévoit une évaluation d'impact fondée sur un échantillon aléatoire de bénéficiaires.

En Haïti, la Banque a également approuvé un don de \$15 millions, complété par un apport supplémentaire de \$5 millions du Gouvernement espagnol, pour maîtriser l'épidémie de choléra par des activités de prévention, de traitement et d'assainissement dans les communautés.

En novembre, la BID a approuvé la Politique opérationnelle

sur l'égalité entre hommes et femmes dans le développement, qui réitère l'engagement de la Banque de promouvoir l'égalité entre les sexes dans ses pays membres. Lorsque cette politique entrera en vigueur en 2011, elle s'ajoutera à la Politique de la Banque à l'égard des peuples autochtones comme pièce maîtresse du cadre de politique d'égalité entre les sexes et de diversité de la BID. Ces deux politiques signifient que la Banque s'engage à promouvoir l'intégration opérationnelle et les investissements directs dans ces domaines thématiques. L'essentiel est d'établir des protections afin de réduire le risque d'exclusion et d'autres impacts sociaux négatifs dans les opérations de la Banque.

Certains exemples marquants d'intégration de la problématique hommes-femmes en 2010 figuraient dans les domaines de la protection sociale et de la santé (tel est le cas du Programme d'amélioration de l'accès et de la qualité des services de santé et de nutrition). La BID a également approuvé un prêt de \$10 millions à *MiBanco* au Pérou, qui profitera directement aux femmes chefs d'entreprise, et a amorcé la conception du nou-

veau prêt, *Ciudad Mujer*, pour El Salvador. Pour stimuler son travail opérationnel sur l'égalité entre les sexes, la BID a préparé un Plan d'action sur l'égalité entre les sexes qui sera approuvé au début de 2011.

La Banque a également approuvé plusieurs prêts à l'intérieur et à l'extérieur du secteur social, qui tendent à intégrer les questions de **diversité**, y compris notamment le Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les communautés rurales et autochtones, et le Programme CCT II « Familles en action », à l'intention des familles autochtones et afro-colombiennes de Colombie. Elle a également poursuivi ses prêts d'investissement direct pour le développement intégré des peuples autochtones du Chili et du Honduras.

Dans le domaine de l'**éducation**, la Banque a connu une année d'opérations record, avec l'approbation de 10 prêts, 12 dons à des pays, et trois dons pour des projets régionaux, pour un total de \$920 millions. Deux initiatives se détachent comme projets de l'année. Premièrement, la Banque a répondu immédiatement au tremblement de terre en Haïti, reformulant une opération pour offrir des structures provisoires et des nécessaires scolaires afin de permettre le retour en classe des enfants et des maîtres. La Banque a également fait équipe avec le ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle d'Haïti et la Commission présidentielle sur l'éducation afin d'élaborer un plan d'ensemble pour réorganiser le secteur de l'éducation. Elle a été l'un des principaux partenaires à l'appui de ce plan, ayant engagé \$250 millions de

donc, sur lesquels \$50 millions ont été approuvés en 2010. Deuxièmement, dans le cadre de son appui à l'équité dans l'éducation en Argentine, une opération pilote axée sur les mathématiques et les sciences naturelles financée préalablement par la Banque est à présent étendue à l'échelle nationale. Ce programme représente l'étalon or de la façon dont les opérations de la Banque devraient évoluer : dans un premier temps, conception, exécution et évaluation d'interventions pilotes, puis expansion des modèles qui se révèlent d'un bon rapport coût-efficacité.

Par ailleurs, la Banque a poursuivi ses travaux de recherche de solutions novatrices aux problèmes persistants dans le secteur de l'éducation. Son Initiative de développement des notions élémentaires de calcul portait sur la mise en œuvre de politiques visant à aider les enfants à développer leur plein potentiel en mathématiques et sciences naturelles. Un séminaire sur le thème « Un démarrage juste : initiation aux notions de calcul dans la région LAC » organisé au siège de la Banque à Washington, D.C., a réuni 60 spécialistes de l'éducation et de l'évaluation des secteurs public et privé de 11 pays.

Dans les domaines de la **science**, de la **technologie** et de l'**innovation** (STI), les niveaux de prêt ont continué de monter, avec de nouveaux prêts approuvés à l'appui de l'innovation et du développement technologique en Argentine (\$250 millions) et en Colombie (\$25 millions), deux prêts qui s'inscrivent dans le cadre plus large de programmes d'assistance financière et technique à long terme qui pourraient déboucher sur des volumes de prêts de \$700 millions et de \$250 millions respectivement au cours des cinq à dix prochaines années. En même temps, la Banque continue de développer ses programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités, conformément à ses trois pôles stratégiques : innovation ; renforcement institutionnel et valorisation du capital humain ; et technologies inclusives, avec une attention particulière sur la connectivité ultra-rapide.

La Banque a également continué de développer ses connaissances en STI par de nouveaux travaux de recherche et la concertation en matière de politique d'innovation et de technologie dans la Région et la publication de nouveaux écrits : un nouveau Recueil des Indicateurs STI dans la Région LAC ; des études sur l'innovation et la productivité ; et un document de politique générale intitulé « The Imperative of Innovation », préparé spécialement pour le Sommet UE-LAC des Chefs d'État et de Gouvernement à Madrid.

Infrastructure

La BID a 50 ans d'expérience de l'offre de financements à garantie souveraine (SG) et (NSG) pour des projets favorisant l'accès à une infrastructure de qualité pour améliorer la compétitivité des pays et de la Région dans son ensemble. Elle apporte son appui sous la forme de prêts à des entités publiques ou privées, avec ou sans garanties souveraines. Elle apporte également un appui analytique

et un leadership intellectuel afin d'aider les pays à trouver des solutions novatrices à leurs besoins d'infrastructure. Dans l'ensemble, en 2010, la BID a approuvé un volume de prêts de \$5,4 milliards pour l'infrastructure, y compris pour des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement et pour l'Initiative sur l'énergie durable et le changement climatique (SECCI).

En 2010, la BID a élaboré un programme diversifié pour aider les pays clients à pourvoir à leurs besoins en matière de **transports**. Seize opérations ont été approuvées pour un total de plus de \$1,3 milliard de prêts axés sur des projets d'amélioration des réseaux routiers, d'expansion d'installations portuaires et de transports urbains afin de favoriser la croissance économique et le développement social. En outre, la Banque a renforcé son influence en matière de sécurité routière, de logistique et de transports durables. Les connaissances acquises grâce à l'étude de la sécurité routière se sont traduites par des mesures concrètes et des investissements et par le développement du portefeuille de projets de logistique et de transport durable.

Dans le secteur de l'**énergie**, la BID conserve son rôle prééminent de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en finançant des matrices énergétiques plus propres et plus durables dans les pays de la Région LAC. BID-9 permettra à la Banque de doubler le volume de ses prêts à des projets d'énergie propre et durable. L'engagement de la BID de promouvoir une



Le don de coopération technique de la BID permet de financer les études de pré-investissement nécessaires afin d'améliorer certains tronçons du Couloir du Pacifique, voie routière qui traverse sept pays pour relier le Mexique au Panama.

« énergie durable pour tous » s'étend également à de nouvelles initiatives telles que la création en 2010 d'un Centre d'innovation en matière d'énergie qui servira de pôle de connaissances pour divers centres de promotion des énergies renouvelables de la Région.

Dans le secteur de l'**agriculture**, la BID a continué d'œuvrer pour la fourniture de services et de biens publics agricoles afin de jeter les bases d'un développement durable et plus inclusif des régions rurales, action qu'elle a complétée par un appui à certains investissements, notamment dans des programmes d'irrigation et d'incitations destinés à accélérer le rythme de croissance de la productivité. La BID a également renforcé son rôle prépondérant dans les domaines du tourisme, de l'environnement et de la conservation, ainsi que dans celui de la gestion des risques de catastrophes. En 2010, la BID a amorcé des dialogues sectoriels dans plusieurs pays sur la base de la dernière application des indicateurs de gestion des risques de catastrophes et des profils de risques pays établis en 2009. Dans plusieurs pays, ces dialogues sectoriels ont débouché sur des programmes de prêts destinés à réduire la vulnérabilité aux catastrophes futures. La BID a également dispensé une assistance technique pour l'évaluation des besoins au lendemain de catastrophes après le tremblement de terre qui a frappé Haïti en janvier, et a également aidé le Gouvernement chilien dans son effort de renforcement institutionnel après le tremblement de terre qu'a connu ce pays en février.



Nombre de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la BID en Équateur visent de petites communautés, comme cette station à Tixán, Chimborazo. En 2010, le Fonds de coopération espagnole pour l'eau et la BID ont approuvé conjointement un programme au profit des zones rurales.

Pour améliorer l'accès aux services d'**approvisionnement en eau et d'assainissement** dans la Région, en 2007, la BID a lancé son Initiative Eau et Assainissement à l'aide d'instruments financiers spéciaux à l'appui de solutions conçues spécifiquement pour répondre aux besoins de chaque pays. À la fin de l'année 2010, la Banque a fourni près de \$4,9 milliards de prêts et plus de \$39 millions d'assistance technique. Elle a approuvé des projets dont ont bénéficié 146 villes dans le cadre du programme 100 Villes et 2 600 communautés rurales dans le cadre du programme 3 000 communautés rurales. Elle a également aidé à la sauvegarde de 31 bassins hydrographiques prioritaires dans le cadre du programme « Water Defenders » et soutenu 92 exploitants de réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le cadre de son programme Entreprises d'utilité publique efficaces et transparentes.

En 2010, la BID a approuvé \$1,1 milliard de prêts et de dons d'investissement et plus de \$15,9 millions de financement de CT pour des projets d'eau et d'assainissement. Elle a également favorisé une variété de partenariats avec des donateurs et des organisations, tels que le Gouvernement espagnol, à travers son Fonds de coopération pour l'eau et l'assainissement en Amérique latine et aux Caraïbes, et le Gouvernement autrichien. Grâce à son partenariat stratégique avec le Gouvernement espagnol, la BID a reçu plus de \$500 millions à investir dans des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement visant particulièrement les zones rurales et péri-urbaines. En 2010, la Banque a approuvé 10 projets à l'aide d'un financement espagnol de \$232,1 millions. En outre, elle a continué de financer l'assistance technique et la préparation de projets à travers l'AquaFund (24 opérations de CT, pour un total de près de \$11 millions), et poursuivi l'élaboration du programme de Partenariat avec les compagnies des eaux avec les Nations Unies.

Intégration

L'intégration à la compétitivité régionale et mondiale est l'une des priorités sectorielles identifiées par BID-9, qui fixe également un objectif de 15 % de prêts annuels à la coopération et l'intégration régionales. Cet objectif devrait être atteint d'ici à la fin de 2015. En 2010, la BID a continué d'appuyer l'intégration au sein de la Région en offrant des prêts, une assistance technique et des activités de renforcement des capacités. La Banque apporte un vaste appui technique à certaines initiatives régionales clés (qui portent à la fois sur l'intégration des logiciels et des matériels), telles que l'Initiative pour l'intégration régionale de l'Amérique du Sud (IIR-SA), le Plan Mésoaméricain (PM), *Arco del Pacífico*

latinoamericano (ARCO) et Pathways to Prosperity in the Americas, entre autres. Le travail effectué par la BID dans le cadre des initiatives d'intégration régionale est venu s'ajouter à son appui à des initiatives mondiales visant à renforcer la participation de la Région à l'économie mondiale, telles que l'Initiative Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le Fonds thématique stratégique d'aide pour le commerce, qui est devenu pleinement opérationnel en 2010, devrait contribuer à répondre à l'insuffisance d'aide publique au développement dont bénéficient l'Amérique latine et les Caraïbes par comparaison à d'autres régions telles que l'Asie et l'Afrique.

La Banque a maintenu son appui aux concertations sur l'intégration et la coopération régionales, faisant fonction pour la troisième année consécutive de Secrétariat technique de la Réunion annuelle des Ministres des finances des Amériques et des Caraïbes (RFM). Cet appui comprenait également la préparation de la Note de discussion conjointe BID/Banque mondiale/CEPALC intitulée *Bridging Integration Gaps* présentée à la RFM tenue en juin à Lima. En outre, il y a eu cette année deux concertations régionales du Réseau de commerce et d'intégration, auxquelles ont participé l'Amérique centrale, le Panama et la République dominicaine, dont l'une a porté sur les éventuels accords de libre échange pour les exportations de haute technologie et l'autre sur la facilitation du commerce.

La Banque a approuvé 12 projets additionnels à travers son programme novateur de Biens publics régionaux. Ce programme, conçu pour promouvoir une action collective entre trois pays ou plus afin de relever les défis ou de répondre à des possibilités à l'échelon transnational, dispose actuellement d'un portefeuille de 74 projets, dont certains sont déjà en voie d'être intégrés aux politiques nationales des pays emprunteurs.

La Banque a approuvé plusieurs prêts et projets de CT à l'appui du programme d'intégration régionale de LAC, notamment un prêt novateur pour l'expansion des installations portuaires et la modernisation des douanes de Puerto Cortés, au Honduras, qui sert de point de transit pour les marchandises à l'intérieur du Honduras et à destination du Nicaragua et du Costa Rica. Ce projet doit servir de modèle pour de futurs projets de facilitation du commerce et d'intégration dans d'autres ports de la région. En outre, un prêt de pré-investissement de \$15,6 millions a été approuvé pour la Bolivie, pour une étude de l'intégration des infrastructures routière et ferroviaire. Enfin, un prêt pour le Système centraméricain intégré de connexion électrique est complété par un financement additionnel de \$4,5 millions.



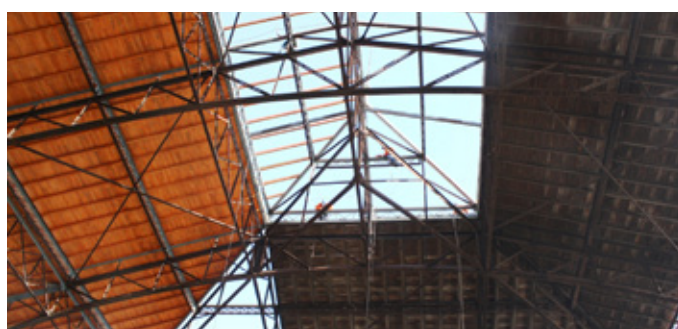
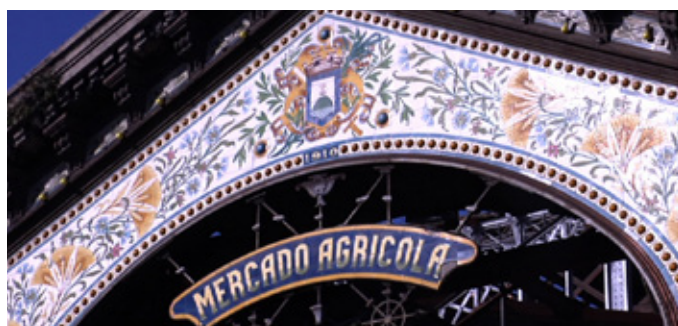
Un don de CT du MIF appuie la promotion de chaînes de valeur productives pour petites entreprises, notamment pur la récolte de noix du Brésil, dans les zones naturelles protégées du Pérou.

La Banque a continué de produire des savoirs de qualité à l'appui du programme d'intégration régionale. En 2010, elle a lancé le nouveau portail d'information commerciale et d'intégration INTradeBID (www.iadb.org/int/INTradeBID). D'autres services de conseil technique ont été dispensés à l'aide des bases de données et des modèles d'équilibre général (CGE) de la Banque, qui ont à présent la capacité de modéliser des domaines plus complexes du programme d'intégration, tels que les coûts des transports intra-régionaux, les migrations et les questions de distribution régionale. Ce type d'appui s'est accompagné de vastes programmes de renforcement des capacités sur un large éventail de questions : règles d'origine, normes techniques, Alliance pour un commerce équitable [Fair Trade Alliance (FTA)] et disciplines de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et couloirs d'infrastructures durables. Enfin, la Banque a publié deux grands rapports sur les questions de commerce international et d'intégration : *India : Latin America's Next Big Thing ?* et *Odyssey of International Markets : An Assessment of the Effectiveness of Export Promotion in Latin America and the Caribbean*.

Développement du secteur privé

Financement structuré et corporatif

En 2010, le Département du financement structuré et corporatif (SCF) a concentré son action sur les opérations susceptibles



Un don de coopération technique du MIF contribue à la modernisation du Marché agricole de Montevideo et au renouveau des quartiers avoisinants.

d'avoir le maximum d'impact sur le développement, accordant une attention particulière aux projets axés sur le changement climatique, la promotion de l'efficacité énergétique, l'expansion des services financiers et l'amélioration des services d'utilité publique. En 2010, le Département SCF a totalisé pour \$823 millions de financements affectés à 21 projets, dont 50 % sont allés aux pays emprunteurs de la Banque les plus petits et les plus vulnérables. À la fin de l'année 2010, les décaissements se chiffraient à un total de \$444 millions.

La division des marchés financiers s'est concentrée sur l'amélioration de l'accès à un financement socialement inclusif, développant la propriété immobilière par le financement immobilier et aidant les entreprises qui contribuent à la création d'emplois. Cette division a favorisé l'utilisation des lignes existantes et des prêts directs pour le financement du commerce. En 2010, l'Export-Import Bank de Chine (China EXIM), la Banque agricole de Chine et la China Minsheng Banking Corporation Ltd. se sont associées au Programme de facilitation du financement du commerce (TFFP) de la Banque.

La division de l'infrastructure a poursuivi le lancement de projets entièrement nouveaux dans le domaine des énergies renouvelables à travers la Région, ainsi que l'expansion de l'accès aux services d'infrastructure modernes.

Les projets classés sous la rubrique Industries et Services s'efforcent de répondre aux nouvelles possibilités dans les domaines des agro-industries et des biocombustibles dans plusieurs pays, et aux possibilités d'investissement dans des sources d'énergie alternatives. D'autres initiatives portent sur d'éventuels

projets « éthanol », sur les possibilités de renforcement des capacités liées au biodiesel et sur le tourisme.

Dans le cadre de son mandat de mobilisation de capitaux privés dans des projets privés, en 2010, le Département SCF a réussi à attirer des investisseurs à fort impact social qui cherchaient à pénétrer le marché de l'Amérique latine et des Caraïbes ; il a donc joué un rôle de premier plan parmi les banques multilatérales de développement sur ce marché financier en croissance et socialement responsable.

À l'avenir, le Département SCF concentrera son action stratégique sur : (i) l'amélioration des conditions de vie des populations par l'accès à un financement socialement inclusif ; (ii) la réponse au changement climatique ; et (iii) la satisfaction des besoins financiers des petites et moyennes entreprises (PME). De même, il s'efforcera d'améliorer la gestion des connaissances afin de s'assurer que l'efficacité de l'effort de développement débouche sur de nouvelles opérations.

Fonds multilatéral d'investissement

En 2010, le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) a approuvé un volume total de \$116 millions pour le financement de 102 projets, dont 89 opérations de CT non remboursable et une combinaison d'investissements et de ressources non remboursables dans 13 autres projets. Le volume en dollars a été de \$82 millions de ressources non remboursables et de \$34 millions d'investissements. Le montant total mobilisé pour ces projets, y compris les contributions de contrepartie pour appuyer ces initiatives,

était de plus de \$360 millions. Près de la moitié des projets et des montants approuvés en 2010 pour des programmes nationaux est allée à des pays des Groupes C et D, soit aux économies plus petites et plus vulnérables. Cela représente un accroissement sensible du financement du MIF pour ces pays. Les pays des Groupes C et D ont également bénéficié de la plupart des projets régionaux approuvés en 2010. À la fin de 2010, 676 projets (746 opérations) relevaient de la gestion du MIF, pour un montant de \$753 millions financé par l'institution.

Le Programme d'entrepreneuriat social (SEP) a approuvé 15 projets pour un total de \$11 millions, dont \$2,5 millions étaient administrés par le Fonds général de coopération de l'Espagne. Ces prêts et projets de CT non remboursable améliorent l'accès aux services et aux marchés financiers pour les petits producteurs et les populations rurales à faible revenu par le biais de chaînes de valeur et des énergies alternatives. Les trois-quarts des projets approuvés en 2010 au titre de ce programme ont bénéficié aux pays plus petits et aux économies plus vulnérables.

Opportunités pour la majorité

L'Initiative « Opportunités pour la majorité (OMJ) » favorise et finance des solutions commerciales novatrices pour les personnes et les communautés à faible revenu à travers des projets conçus pour améliorer leur qualité de vie et leur accès aux biens et services. En 2010, neuf projets OMJ (\$45,4 millions) ont été approuvés, qui comprenaient des prêts NSG et des garanties partielles de crédit, témoignant d'une croissance continue de ces opérations depuis le lancement en 2007 de l'Initiative OMJ, qui compte à présent un portefeuille de 21 projets (\$142 millions) répartis dans 11 pays.

Pour accentuer l'impact de ses opérations, en 2010, OMJ, en coordination avec l'unité des syndicats du Département du financement structuré et corporatif (SCF), a mobilisé \$58,7 millions de prêts B consortiaux et de cofinancements pour ses projets, principalement en attirant des investisseurs à impact sur le secteur privé tels que la Calvert Foundation, Blue Orchard S.A. et Oikocredit.

En plus des opérations qu'elle finance, l'Initiative OMJ continue de montrer l'exemple dans son nouvel espace d'investissement à travers ses actions de diffusion et de partage de connaissances, parmi lesquelles figure son invitation annuelle au Dialogue entre partenaires stratégiques, qui a pour but de promouvoir des solutions fondées sur le marché pour les communautés à faible revenu et de présenter de fréquents exposés à des séminaires internationaux sur l'activité économique. OMJ a également un site Web dédié : www.majoritymarkets.org.

Société interaméricaine d'investissement

La Société interaméricaine d'investissement (SII) a pour mission de promouvoir le développement économique de ses pays membres d'Amérique latine et des Caraïbes en finançant des entreprises privées. La SII a commencé ses opérations en 1989 et se concentre sur l'aide aux petites et moyennes entreprises qui ont du mal à obtenir accès à un financement à moyen ou long terme.

En 2010, la SII a approuvé 49 projets, à travers lesquels elle a canalisé un total de \$1,8 milliard vers des PME de la Région (\$374,7 millions de la SII plus \$1,4 milliard mobilisés par la SII auprès d'autres sources). En 2010, le revenu de la SII s'est élevé à \$60,3 millions. Les plus-values, les dividendes et autres revenus de son portefeuille de placements ont représenté un total de \$1,9 million pour l'année. Ses frais administratifs ont totalisé \$28,7 millions, et son bénéfice net a été de \$12,5 millions, contre \$5,2 millions en 2009. Elle a effectué 78 décaissements au cours de l'année, pour un total de \$350 millions.

En 2010, la SII a décidé de grouper toutes ses offres d'assistance technique sous le titre FINPYME, désignant un programme d'aide aux PME (le sigle espagnol est PyME) qui a permis d'aider plus de 500 entreprises depuis son lancement, en 2006. Les études diagnostiques, l'aide directe, les ateliers d'éthique, la gestion des entreprises familiales et les programmes d'aide à l'exportation, ainsi que GREENPYME, l'instrument utilisé par la SII pour améliorer l'efficacité énergétique, prennent tous une importance croissante.



La ligne de crédit renouvelable de la SII aux petites entreprises a permis d'aider l'entreprise costaricienne Productos Ujarras avec un prêt destiné à accroître l'aptitude de l'entreprise à répondre à la demande locale et internationale croissante de ses produits à base de fruits tropicaux.



Le Programme de services d'appui de la BID aux marchés ruraux au Pérou offre des informations et une formation en matière d'activité économique aux producteurs ruraux afin d'améliorer leurs possibilités d'accès aux marchés locaux et internationaux.

Pour plus de renseignements sur les opérations de la SII, voir son Rapport annuel 2010. Pour toute information d'ordre général sur la SII et ses opérations, visiter son site web : <http://www.iic.int/>.

AUTRES DOMAINES ESSENTIELS

Efficacité de l'effort de développement

En 2010, la Banque a mis en œuvre la Matrice d'évaluation de l'efficacité de l'effort de développement (DEM) pour ses Stratégies pays, élément de son Cadre d'évaluation de cette efficacité. Cette matrice permettra à la Banque de s'assurer qu'elle mesure et qu'elle suit les résultats au niveau des pays. En outre, un examen de la DEM pour les opérations SG et NSG a été lancé et doit s'achever en février 2011. Cet examen témoigne de l'engagement pris dans le cadre de BID-9 d'établir un seuil pour l'évaluation de toutes les opérations de la BID.

Pour accroître l'aptitude de la Banque à afficher les résultats de ses interventions, le service d'évaluation interne de la Banque a apporté un appui à la conception des plans d'évaluation de quelque 80 projets. En outre, la Banque a organisé plusieurs cours afin de renforcer les capacités d'évaluation d'impact, tant de façon interne, avec contenu sectoriel, qu'externe pour ses

contreparties en Argentine, au Brésil, au Costa Rica, en El Salvador, au Guyana, au Honduras et en République dominicaine.

En mars 2010, l'Aperçu de l'efficacité de l'effort de développement [Development Effectiveness Overview (DEO)] 2008-2009 a été présenté comme rapport de la Banque sur l'efficacité de son action. Le DEO indiquait un progrès dans l'application du Cadre d'évaluation de l'efficacité de l'effort de développement. Le DEO rendait compte également de l'efficacité des interventions financées par la Banque par ordre de priorité institutionnelle, conformément aux normes de BID-9. Le DEO pour 2010 sera publié pour la Session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque à Calgary (Canada) en mars 2011.

Pour améliorer les résultats de l'action de suivi de la Banque, en 2010, un échantillon de 187 projets SG a été choisi pour une analyse de l'exhaustivité et de la qualité des informations consignées dans leurs Rapports intérimaires [Progress Monitoring Reports (PMR)] pour cinq des sept catégories de ces instruments. Cette analyse a montré que l'exhaustivité des informations contenues dans les PMR s'était améliorée entre mars et sep-

tembre 2010, le résultat médian à cet égard étant passé de 53 % en mars à 87 % en septembre. En 2011, l'action cherchera à assurer que cette amélioration est plus générale, de manière que le progrès d'ensemble des projets puisse être indiqué, en particulier pour les données spécifiées dans le Cadre de résultats.

Gestion des risques

En 2010, la Banque a concentré son attention sur l'exécution de plusieurs éléments de sa stratégie visant à renforcer ses capacités de gestion des risques.

Dans le domaine du *risque de crédit*, le Système de classification du risque de crédit a été examiné par une agence de notation externe afin d'identifier les possibilités d'amélioration et de valider sa méthodologie. En outre, de nouvelles limites prudentielles de concentration des opérations NSG ont été établies pour servir de complément au plafond révisé applicable à ces opérations, conformément aux dispositions de BID-9, afin d'éviter toute concentration excessive des risques.

Dans le domaine du *risque stratégique*, le Conseil d'administration a approuvé en 2010 une Politique d'adéquation du capital, qui fixe le montant de capital nécessaire à la fois pour maintenir la notation AAA de la Banque et pour maintenir le niveau des prêts en période de crise. Cette politique prévoit des évaluations du risque du marché et du risque de crédit dans les opérations de

prêt et de trésorerie de la Banque, ainsi que du risque opérationnel. Le Conseil d'administration a approuvé en 2010 une nouvelle Politique de gestion de l'actif et du passif [Asset-Liability Management (ALM)], qui permet un examen complet des aspects de cette gestion.

En ce qui concerne le *risque de trésorerie*, la mise en œuvre des Directives d'investissement de la Banque a été menée à son terme. Ces directives prévoient des contraintes plus strictes sur la concentration du portefeuille, la notation, les échéances et la durée des investissements. En outre, un examen approfondi de la méthodologie d'établissement des limites concernant l'émetteur et les contreparties, qui répond au besoin de limites bancaires prudentes, a été approuvée.

La mise en œuvre du système intégré de politique d'adéquation du capital et d'analyse de portefeuille s'est poursuivie. Ce système comprend le modèle d'adéquation du capital, un élément d'analyse de portefeuille, des prévisions financières et une composante de gestion de l'actif et du passif.

Dans le domaine du *risque opérationnel*, la Banque a établi un cadre pour faciliter une évaluation et une gestion homogènes et coordonnées des risques opérationnels, favorisant l'adoption d'une définition commune et l'introduction d'éléments de prévention. Toujours en 2010, la Banque a élaboré une classification de la gestion des risques qui permet d'analyser les principaux risques auxquels s'expose l'institution et de dresser un inventaire des activités et des outils nécessaires à leur suivi et à leur supervision.

Audit, supervision et évaluation

En 2010, le **Bureau de l'Auditeur principal** (AUG) a continué d'offrir des services d'audit interne à valeur ajoutée au Groupe de la BID au moyen d'une approche systématique et disciplinée qui consiste à évaluer et à améliorer les processus de gestion et de contrôle des risques et de gouvernance.

Au niveau opérationnel, l'Auditeur principal a procédé à trois audits fonctionnels : un examen des processus de supervision des projets dans deux divisions sectorielles ; une analyse du processus de recrutement de consultants dans les bureaux extérieurs et, pour la première fois, un audit de procédés de protection environnementale et sociale. L'Auditeur principal a également étudié les conditions de contrôle et de supervision des projets dans six bureaux extérieurs et le système d'évaluation du risque de crédit des opérations NSG.

Dans les domaines stratégiques et non-opérationnels de base, l'Auditeur principal a effectué des audits des contrôles généraux de la technologie de l'information, de la passation des marchés et des

recrutements, des marchés des capitaux, de la gouvernance institutionnelle, des ressources humaines et des frais de déplacement. Dans le cadre du processus annuel d'établissement de rapports par la Banque sur l'efficacité des contrôles internes des rapports financiers, l'Auditeur principal a continué d'effectuer des tests sur les contrôles généraux de la Banque, sur certains contrôles essentiels des procédés liés aux activités de l'institution et sur les contrôles liés à la technologie de l'information.

Les recommandations de l'Auditeur principal se sont traduites par le renforcement des politiques, procédures et contrôles concernant les applications et par l'affectation de fonds dans certains domaines critiques.

AUG applique les Normes internationales applicables aux pratiques professionnelles d'audit interne et a élaboré un Programme interne d'assurance et d'amélioration de la qualité afin d'assurer l'amélioration constante de ses procédés, procédures et outils. Pour se conformer à ces normes, à la fin de 2010, AUG s'est soumis à une évaluation externe de sa qualité. AUG a reçu la note la plus élevée de l'Institut d'auditeurs internes, avec la mention suivante : « AUG se conforme généralement aux Normes et définitions de l'Audit interne et au Code d'éthique ». AUG continuera d'offrir des services d'audit de la plus haute qualité au Groupe de la BID.

Cette année a marqué le dixième anniversaire de la création du **Bureau d'évaluation et de supervision [Office of Evaluation and Oversight (OVE)]**, qui relève en droite ligne du Conseil d'administration de la Banque. Depuis sa création, OVE a exécuté un programme de travail complet articulé autour de cinq domaines



Une ligne de crédit et un prêt de la BID servent à améliorer l'infrastructure physique, permettant aux habitants de quartiers pauvres en Argentine d'acquérir des titres de propriété sur leurs logements.

thématiques : (i) Supervision ; (ii) Évaluation des programmes de pays ; (iii) Évaluation sectorielle, thématique et rétrospective ; (iv) Évaluation des politiques et des instruments ; et (v) Développement des capacités d'évaluation.

Les *Études de supervision* consistent en un examen systématique des systèmes et procédés de la Banque qui ont été conçus pour fournir des données sur les résultats des opérations de la Banque. En 2010, OVE a procédé à son troisième examen des possibilités d'évaluation de l'ensemble des projets approuvés au cours de l'année. Ce travail a porté sur la question de savoir si les projets sont conçus au départ de manière à recueillir des informations de nature à permettre d'établir clairement si le projet a produit les résultats attendus.

OVE est tenu de procéder à des *Évaluations des programmes de pays* en prévision de la préparation par la Direction de chaque nouveau document de stratégie de pays, processus qui coïncide généralement avec les cycles politiques des pays (10). En 2010, en raison de la multiplicité des élections dans la région, OVE a effectué un grand nombre d'Évaluations des programmes de pays qui ont contribué à l'élaboration de nouvelles stratégies de la Banque pour les pays en question.

Les *Évaluations sectorielles, thématiques et rétrospectives* se fondent sur l'un des principaux avantages comparatifs de la Banque : le fait qu'elle travaille sur des questions similaires dans de nombreux pays. En 2010, OVE a effectué des études sur les routes principales, le logement, le rôle de la technologie de l'information dans l'éducation, les mesures de sauvegarde dans les projets d'énergie, la compétitivité, les fonds d'investissement social, la sécurité des citoyens, la justice, le développement de la petite enfance, l'éducation multiculturelle, l'eau et la santé et les transferts conditionnels d'espèces.

Les *Évaluations des politiques et des instruments* mesurent l'efficacité des conseils, des approches et des priorités de la Banque. Le sous-ensemble de politiques définissant des instruments particuliers à l'appui du développement de la région est particulièrement important. En 2004, le Comité du budget du Conseil a demandé qu'OVE procède à des évaluations « d'initiatives » budgétaires comme sous-ensemble de ses travaux sur les politiques et les instruments. En 2010, OVE a évalué l'initiative études de pays et les instruments de gestion de la CT.

Le *Développement des capacités d'évaluation* a été créé à titre prioritaire par les Gouverneurs, qui ont exhorté la Banque non seulement à renforcer sa propre capacité d'évaluation, mais aussi à « promouvoir et appuyer le renforcement des capacités au sein des pays et à faciliter la coopération dans les activités d'évaluation avec d'autres institutions de développement ». Par suite des décisions prises par le Conseil d'administration, la responsabilité de l'appui aux pays pour le développement de leurs capacités d'évaluation a incombé au premier chef à la Direction plutôt qu'à

OVE. PRODEV, initiative de la Direction visant à apporter un appui sous forme de CT, a été le principal mécanisme par lequel les capacités d'évaluation des pays ont été renforcées par la Banque.

Comme on le verra de façon plus détaillée ci-dessous, le Conseil a approuvé un nouveau Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête qui est entré en fonction en septembre.

Intégrité

Pour promouvoir un climat d'intégrité au sein du Groupe de la BID et dans ses activités, le Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII) est chargé de la détection, de l'investigation et de la prévention des actes prohibés dans les activités financées par le Groupe de la BID. Ce bureau aide également les équipes de projet dans les opérations NSG, afin de limiter le risque d'atteinte à l'intégrité et à la réputation de l'institution.

En 2010, l'OII est devenu un bureau indépendant au sein de la Banque. Au cours de l'année, il s'est employé à mettre en œuvre les recommandations pertinentes du Rapport sur le Cadre anti-corruption de la BID, sur la base de l'analyse d'un groupe extérieur dirigé par Richard Thornburgh, ancien Secrétaire américain à la justice, et par Jorge Santistevan de Noriega, ex-ombudsman du Pérou.

En 2010, l'OII a enquêté sur 219 affaires (139 nouvelles et 80 en instance des années précédentes). Après avoir terminé un premier examen, l'OII fait une recommandation au Comité de lutte contre la fraude et la corruption (OCFC). En 2010, ce comité a été saisi de 154 dossiers, sur lesquels 59 se sont terminés par un non-lieu car le comité a conclu que l'allégation n'était pas liée à une activité de la Banque ou à une éventuelle pratique prohibée, ou parce que les preuves avancées manquaient de crédibilité. Sur les 23 affaires où l'allégation a été trouvée justifiée, 69 % avaient trait à des enquêtes pour fraude, 18 % à des cas de corruption et 13 % à des affaires de collusion ou de coercition.

En 2010, l'OII a reçu des demandes de consultation de membres du personnel de la Banque, de clients et du public sur les mesures à prendre pour prévenir ou atténuer les risques de fraude ou de corruption, ainsi que des demandes d'aide pour l'interprétation des règles anti-corruption du Groupe de la BID.

L'OII a continué de collaborer avec les autres banques multilatérales de développement afin d'harmoniser les politiques d'intégrité et de déterminer les meilleures pratiques. Il a participé à des débats sur la lutte contre la corruption aux côtés d'institutions nationales chargées de faire appliquer les lois, d'institutions financières internationales et d'organisations régionales et mondiales.



Pour transformer les rôles dévolus traditionnellement à chaque sexe, les femmes de la population Ngobe Buglé du Nord-Panama ont créé une association qui vise à accroître le revenu de leur communauté.

Consultation publique et société civile

L'année 2010 a été marquée par un nombre record de consultations publiques sur les questions de stratégie et de politique opérationnelle depuis la création de la Banque. Elle a commencé par les consultations en cours sur l'Augmentation générale du capital, sur la proposition d'établir des Groupes de consultation de la société civile (ConSOC) à travers toute la Région et sur le projet de politique opérationnelle en matière d'égalité entre les sexes, ainsi que par la création du Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête (ICIM). Peu après, la Direction a été autorisée à consulter le texte du document d'Accès à la politique d'information et de Stratégie en matière d'environnement et de changement climatique. À la fin de l'année, la première phase des consultations a débuté pour les stratégies de BID-9 sur les thèmes *Institutions axées sur la croissance et le bien-être social*, *Politiques sociales d'équité et de productivité et Intégration compétitive régionale et mondiale* décrits précédemment dans la section Domaines prioritaires. Dans tous les cas, les consultations se sont articulées en deux phases : la première, fondée principalement sur le web, et généralement d'une durée de 30 jours, et la seconde comportant la distribution du premier projet de texte accompagné de la convocation de réunions face à face, généralement dans la Région et souvent avec la participation des ConSOC. En novembre, la Banque a accueilli la neuvième d'une série de consultations sur le Projet Camisea Gas au Pérou.

La dixième Réunion annuelle BID-société civile, présidée par Roberto Vellutini, Vice-Président pour les Pays et tenue en novembre à Quito, a attiré plus de 150 participants venus de 26 pays. Les points de l'ordre du jour étaient fondés sur les résultats d'une enquête participative et portaient, entre autres, sur l'éducation, la jeunesse, la problématique hommes-femmes, l'intégration et le changement climatique. Une enquête effectuée a posteriori a montré que 98 % des participants jugeaient les thèmes débattus pertinents pour les organisations de la société civile de la Région et que 89 % estimaient que cette rencontre avait amélioré leurs rapports avec la BID.

Comme on l'a indiqué précédemment, les ConSOC, conçus à l'origine en 2009, ont été lancés officiellement en 2010. En août, ils fonctionnaient déjà dans chacun des 26 bureaux extérieurs de la BID. Ils sont aujourd'hui le principal forum de concertation, consultation et échange d'informations entre la BID et les CSO locales. Plus de 350 organisations de la société civile participantes s'intéressent, entre autres, aux questions critiques de l'éducation, de la jeunesse, de la problématique

hommes-femmes, des populations autochtones, des populations d'ascendance africaine, de la participation des citoyens et de l'environnement.

Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête

En septembre 2010, le nouveau Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête (ICIM) est entré en fonction dans le cadre des réformes du Programme pour une meilleure Banque et à la suite d'un long processus de consultation avec la société civile. L'ICIM est une instance d'examen des réclamations de communautés ou de particuliers auxquels ont ou pourraient nuire les opérations financées par la Banque. Il veille également au respect des politiques environnementales et sociales de la BID.

L'ICIM applique un processus en deux phases : une première phase de consultation ou de recherche de la solution à un problème, et une seconde phase de vérification du respect des règles. Ce processus fait intervenir un arbitre de projet (Ombudsman) qui examine les plaintes et un groupe d'experts qui enquête sur le respect des politiques de la BID.

L'ICIM fonctionne de façon indépendante par rapport à la Direction de la BID, qui conçoit des projets et en supervise l'exécution. Il est rendu compte des activités de l'ICIM au public et au Conseil d'administration, qui supervise les opérations de la

Banque. Ainsi, l'ICIM prépare le terrain pour un dialogue plus ouvert avec la société civile, offrant à la fois à la BID et à la société civile un moyen d'examiner l'impact des opérations financées par l'institution dans ses pays membres, et s'érigeant en partenaire au processus de développement.

Ressources humaines

En 2010, la Banque a lancé le Modèle de gestion des carrières et ouvert le Centre de service aux ressources humaines au Costa Rica. En outre, elle a donné la priorité à la consultation au sein de la Direction et avec le Conseil sur l'établissement de la Stratégie à l'égard du capital humain à appliquer au cours des années 2011-2015 et sur des initiatives de promotion de la diversité et de l'inclusion.

Au cours de l'année, les efforts se sont portés sur la mise en œuvre d'un Modèle de gestion des carrières qui offre une approche plus souple et intégrée de gestion efficace du personnel de la Banque et établit un lien plus ferme entre les contributions des employés et les possibilités d'évolution des carrières. Ce modèle a apporté un certain nombre d'améliorations novatrices à la gestion des carrières du personnel de la Banque : (i) l'intégration des personnels local et international au sein du même modèle de carrière, avec des descriptions de poste et des exigences uniformes ; (ii) des politiques et directives uniformes pour les promotions et le perfectionnement professionnel ; (iii) l'élargissement de l'éventail des grades pour les fonctions techniques, afin de favoriser la souplesse et de répondre à l'évolution des besoins de l'institution. Le Modèle de gestion des carrières a introduit des mécanismes plus souples et plus homogènes pour attirer, retenir et affecter le personnel de manière à favoriser l'accomplissement de la mission de la Banque.

En juillet 2010 s'est ouvert le Centre de service aux ressources humaines de San José (Costa Rica), qui doit servir de seul point d'accès pour tous les services en matière de ressources humaines offerts aux employés de la Banque. Ce centre, qui est la première infrastructure institutionnelle de la BID dans la Région, a dispensé une formation à du personnel des bureaux extérieurs, renforçant la capacité institutionnelle et aidant la Banque à améliorer son service à ses pays membres. De nouveaux programmes seront offerts en 2011, y compris des stages pour le personnel du siège.

Pour harmoniser la gestion du capital humain avec le nouveau cadre établi par la stratégie institutionnelle de BID-9, le Département des ressources humaines établira une stratégie de la BID à l'égard de son capital humain.

Se concentrant sur des initiatives de promotion de la diversité et de l'inclusion, le Département des ressources humaines a favorisé le recrutement de femmes, de personnes d'ascendance africaine, de membres des populations autochtones et de personnes dont les nationalités sont sous-représentées à la Banque.

Savoir et apprentissage

La mise en œuvre du programme de développement du savoir et de l'apprentissage, animé par le département du savoir et de l'apprentissage (KNL), s'est concentrée sur le renforcement des capacités au sein du personnel de la Banque et de ses partenaires des pays emprunteurs et sur l'expansion des possibilités de partage des connaissances. Ces possibilités se présentent sous la forme de séances et de cours face à face ou en ligne, de travaux pratiques communautaires et de portails qui facilitent l'accès à une information vitale pour les activités de la Banque, telles que les nouveaux « InfoGuides » de la Bibliothèque Felipe Herrera, qui offrent un accès par un Guichet unique à un portefeuille complet d'informations sur un thème particulier sous un format convivial et sur mesure.

Pour rendre les savoirs de la Banque facilement accessibles et plus visibles, KNL a présidé à la conception de **brik**, le Dépôt des savoirs institutionnels de la Banque, qui sera lancé au début de 2011. Cet instrument permet de tirer parti des progrès technologiques et de meilleures métadonnées, consolidant l'accès à ces sources d'informations via une seule interface d'utilisation aisée sur l'Internet.

Dans un souci d'alignement plus prononcé des programmes d'apprentissage avec les objectifs stratégiques de BID-9 et les priorités institutionnelles, en 2010, les activités axées sur le savoir et l'apprentissage à l'intention du personnel de la Banque se sont concentrées sur des programmes qui (i) maximisent l'efficacité et l'impact des interventions de la Banque (par exemple, des semaines qui regroupent personnel et clients d'un secteur donné, évaluation des projets) ; (ii) améliorent le fonctionnement de la Banque (par exemple, cours de réforme fiduciaire) ; et (iii) investissent dans les compétences essentielles du personnel afin d'améliorer les résultats (par exemple, ateliers sur les négociations et la gestion des conflits).

Parmi les activités de développement des connaissances et d'apprentissage axées sur les parties prenantes de la Région, les faits marquants de l'année ont été notamment : (i) l'élaboration de programmes de formation fondés sur les documents essentiels de la Banque (par exemple, le rapport intitulé «Development in the Americas» sur la productivité) ; (ii) le renforcement et la diversification du contenu du programme d'e-apprentissage de la Banque afin de permettre une ample diffusion des connaissances acquises par la Banque auprès de nouveaux publics (par exemple, cours en ligne sur le développement et la politique budgétaire) ; (iii) alignement sur les priorités institutionnelles qui favorisent la diffusion des KCP dans les principaux domaines du développement (par exemple, programme de développement de la petite enfance).

TABLEAU I • DÉPENSES ADMINISTRATIVES CONSOLIDÉES

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	2008 Résultats	2009 Résultats	2010 Résultats
Assemblée des gouverneurs	\$ 2 952,9	\$ 4 046,0	\$ 3 313,2
Conseil d'administration	19 340,5	19 172,2	20 044,4
Bureau d'évaluation et de supervision	8 194,8	7 171,7	7 085,0
Personnel du siège et des bureaux extérieurs	437 217,7	482 762,3	524 234,3
Total des dépenses administratives brutes^{1,2,3,4,5}	467 705,9	513 152,2	554 676,9
Remboursement de Fonds administrés et de la SII	(4 018,1)	(4 038,1)	(4 146,1)
Remboursements du MIF et d'INTAL, revenus administratifs	(7 230,4)	(5 198,1)	(5 811,1)
Total des frais administratifs nets	456 457,4	503 916,0	544 719,7
Frais de capitaux	27 256,7	25 889,4	41 940,0
Total des frais administratifs nets et de capitaux	\$483 714,1	\$529 805,4	\$586 659,7

¹ Exclusion faite au titre de la dépréciation s'élevant à \$19,8 millions en 2008, \$20,7 millions en 2009 et \$22,6 millions en 2010.

² Exclut une diminution des coûts payés d'avance des prestations complémentaires de retraite de \$12,2 millions en 2008; comprend une augmentation des coûts payés d'avance des prestations de retraite de \$9,0 millions en 2009 et de \$2,6 millions en 2010 respectivement.

³ Exclusion faite de \$4,0 millions de dépenses effectuées en 2009 pertinentes aux années antérieures.

⁴ Le cas échéant, exclusion faite de la Fondation interaméricaine pour la culture et le développement, du 50^e anniversaire de la BID, des dépenses relatives à des projets en capital non capitalisées et des dépenses au titre du réaligement de \$5,6 millions en 2008, \$14,2 millions en 2009 et \$2,4 millions en 2010.

⁵ Y compris les dépenses payées d'avance de \$3,7 millions en 2008, \$5,5 millions en 2009 et \$2,2 millions en 2010.

TABLEAU II • GRILLE DES SALAIRES DU PERSONNEL DE LA BID (WASHINGTON, D.C.)

AU 31 DÉCEMBRE 2010

(En dollars des États-Unis)

Échelon	Titres représentatifs de la fonction	Minimum	Maximum	Pourcentage de personnel à ce niveau	Salaire/ échelon moyen	Moyenne des prestations ¹
12	Soutien Administratif	36 912	59 060	0,5	46 096	18 899
11	Assistant	41 109	65 775	3,6	49 819	20 426
10	Coordinateur administratif	47 188	75 501	5,7	64 859	26 592
9	Assistant senior/Analyste	58 522	87 783	3,6	73 030	29 943
8	Analyste senior/Coordinateur administratif senior	66 054	99 081	4,0	80 895	33 167
7	Associé	75 301	112 951	5,7	85 510	35 059
6	Associé senior	84 755	127 132	11,1	94 270	38 651
5	Spécialiste	94 914	142 371	16,0	106 552	43 686
4	Spécialiste senior	104 178	166 684	18,6	123 585	50 670
3	Spécialiste en chef	118 403	189 446	16,7	148 517	60 892
2	Chef d'unité/Spécialiste principal	141 875	212 812	6,4	179 926	73 770
1	Chef de division	162 106	235 054	3,6	201 149	82 471
R	Représentant dans un bureau extérieur	162 106	250 218	1,4	198 500	81 385
E5	Directeur de secteur	200 174	250 218	1,3	231 001	94 711
E4	Chef de bureau indépendant	225 353	281 691	0,2	265 286	108 767
E3	Directeur général	256 004	320 005	1,0	295 428	121 126
E2	Vice-président	274 358	329 229	0,3	308 028	126 291
E1	Vice-président exécutif	292 257	349 157	0,1	349 157	143 154
P	Président		416 303 ²	0,1	416 303	170 684

¹ Y compris les congés annuels; l'assurance médicale/vie/invalidité ; les prestations cumulées de fin de service ; et autres prestations non salariales.

² Non compris l'allocation de \$74 505.



Dans le cadre du Programme de renforcement de l'équité de l'éducation de base de la République dominicaine, la focalisation de la formation d'enseignants et l'amélioration des infrastructures et des matériels didactiques contribueront à rendre l'éducation de base plus équitable.

LES PRÊTS EN 2010

Prêts et garanties

Les prêts et garanties approuvés par la Banque en 2010 et les totaux cumulés au 31 décembre 2010, diminués des annulations, émanaient des sources suivantes :

- Capital ordinaire : 162 prêts d'un montant total de \$12,1 milliards et quatre garanties d'un montant total de \$61 millions, qui ont porté le total cumulé à 2 386 prêts et à \$174,4 milliards, et le total cumulé des garanties à 18 pour un total de \$1,8 milliard.
- Fonds des opérations spéciales (FOS) : 31 prêts d'un montant total de \$297 millions, qui ont porté le total cumulé des prêts à 1 290 et à \$19,1 milliards.
- Autres fonds : un prêt de \$30 millions a été approuvé en 2010. Le total cumulé de ces prêts a été de 218, pour un total de \$1,8 milliard.

Coût total des projets

Les \$12,5 milliards de prêts et de garanties de la Banque approuvés en 2010 serviront à financer des projets portant sur un volume d'investissements d'environ \$17,7 milliards. Les prêts de la Banque ne couvrent qu'une partie du coût total des projets exécutés par les pays emprunteurs, qui fournissent la majeure partie du solde.

Décaissements

Les décaissements de la Banque sur les prêts approuvés se sont élevés à \$10,8 milliards en 2010, contre \$11,9 milliards en 2009. Au 31 décembre 2010, le volume cumulé des décaissements, y compris les ajustements de change, s'élevait au total de \$171,9 milliards, soit à 88 % du montant des prêts approuvés par la Banque. Les décaissements et les totaux cumulés au 31 décembre 2010 par source comprenaient :

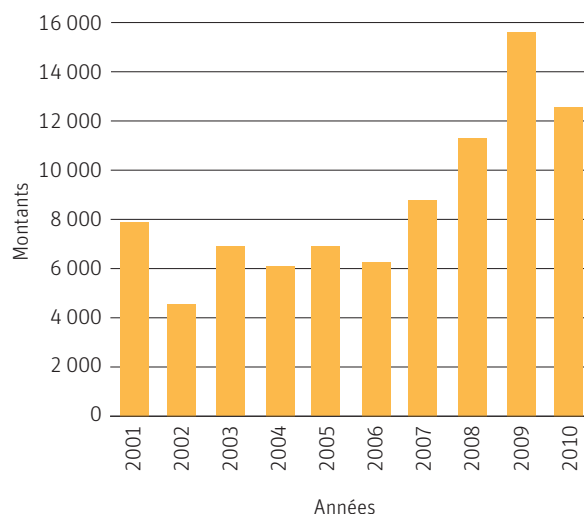
- Capital ordinaire : \$10,3 milliards, portant le total cumulé à \$152,1 milliards.
- Fonds des opérations spéciales : \$398 millions, portant le total cumulé à \$18 milliards.
- Autres fonds : \$34 millions, portant le total cumulé des fonds administrés par la Banque à \$1,8 milliard.

Remboursements

Les remboursements de prêts se sont élevés à \$5,8 milliards en 2010. Au 31 décembre 2010, le montant cumulé des remboursements était de \$99,3 milliards. Les remboursements reçus par la Banque durant l'année et cumulés au 31 décembre 2010 étaient les suivants :

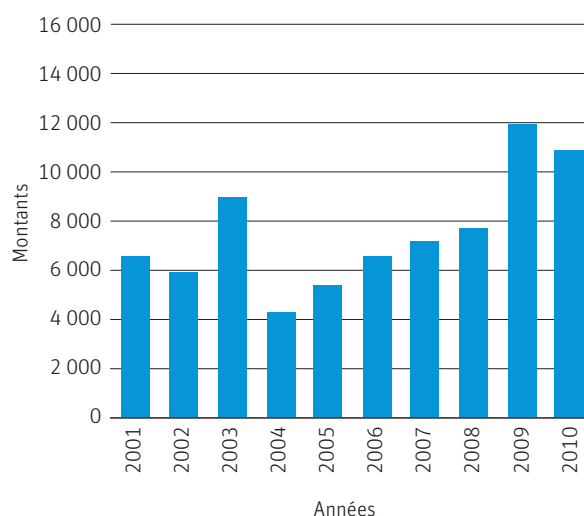
Graphique 2. Prêts, 2001–2010

(In millions de dollars des É.U.)



Graphique 3. Décaissements, 2001–2010

(En millions de dollars des É.U.)



- Capital ordinaire : \$5,6 milliards, portant le total cumulé, avant remboursements aux participants, à \$88,9 milliards.
- Fonds des opérations spéciales : \$214 millions, portant le total cumulé à \$8,7 milliards.
- Autres fonds : \$5 millions, portant le total cumulé à \$1,7 milliard.

Des renseignements sur les projets de la BID peuvent être obtenus à www.iadb.org/projets.

TABLEAU III • RÉPARTITION DES OPÉRATIONS PAR SECTEUR^{1,2,3}*(En millions de dollars des États-Unis)*

Secteur	Montant	%	Nombre de projets
Infrastructure et environnement	\$ 5 360,1	42,2	73
Agriculture et développement rural	406,9	3,2	6
Énergie	1 127,9	8,9	14
Protection de l'environnement et catastrophes naturelles	952,5	7,5	11
Tourisme	412,6	3,2	8
Transport	1 603,0	12,6	17
Eau et assainissement	857,2	6,7	17
Capacité institutionnelle et finances	4 494,9	35,4	64
Marchés de capitaux	1 033,1	8,1	15
Industrie	10,0	0,1	1
Crédit multisectoriel et préinvestissement	13,0	0,1	2
Développement du secteur privé	250,0	2,0	6
Réforme/Modernisation de l'État	2 737,6	21,5	28
Aménagement urbain et logement	451,2	3,6	12
Intégration et commerce	45,0	0,4	4
Commerce	45,0	0,4	4
Secteur social	2 805,2	22,1	29
Éducation	916,7	7,2	12
Santé	237,5	1,9	5
Science et technologie	225,0	1,8	2
Investissement social	1 426,0	11,2	10
TOTAL	\$12 705,1		170

¹ Y compris les prêts, garanties et opérations financés par le Mécanisme de dons de la BID.² Exclusion faite du Mécanisme de préparation et d'exécution de projets et du Fonds pour les technologies propres.³ Les nombres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments.

TABLEAU IV • FINANCEMENT ANNUEL (2010) ET CUMULÉ (1961–2010) ET DÉCAISSEMENTS^{1,2,3}
(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	COÛT TOTAL DES PROJETS			PRÊTS ET GARANTIES APPROUVÉS ⁴						DÉCAISSEMENTS					
				Montant total			Capital ordinaire			Fonds des opérations spéciales			Capital ordinaire		
	2010	1961–2010	2010	1961–2010	2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010	1961–2010
Argentine	\$ 1 401,8	\$ 55 446,6	\$ 1 165,4	\$ 30 052,9	\$ 29 358,8	\$ 644,9	\$ 49,2	\$ 1 463,3	\$ 25 928,0	\$ 25 233,9	\$ 644,9	\$ 49,2	\$ 25 233,9	\$ 644,9	\$ 49,2
Bahamas	—	789,5	—	494,6	492,6	—	2,0	32,8	418,4	416,4	—	2,0	416,4	—	2,0
Barbade	97,0	927,9	85,0	624,7	563,9	41,8	19,0	49,9	457,2	396,4	41,8	19,0	396,4	41,8	19,0
Belize	15,2	243,1	10,0	174,1	174,1	—	—	5,7	129,2	129,2	—	—	129,2	—	—
Bolivie	204,0	6 771,7	200,8	4 380,8	1 754,4	2 554,2	72,2	158,6	3 781,7	1 452,0	2 257,5	72,2	1 452,0	2 257,5	72,2
Brésil	4 684,3	113 220,7	2 260,2	39 899,4	38 208,8	1 556,0	134,6	2 008,2	34 560,5	32 869,9	1 556,0	134,6	32 869,9	1 556,0	134,6
Chili	101,9	15 229,6	68,9	6 555,0	6 303,8	206,2	45,0	27,0	6 081,4	5 830,2	206,2	45,0	5 830,2	206,2	45,0
Colombie	1 606,0	31 170,2	685,0	17 359,0	16 523,5	768,6	66,9	653,1	16 126,9	15 291,4	768,6	66,9	15 291,4	768,6	66,9
Costa Rica	349,8	6 104,5	92,1	3 490,1	2 981,5	371,1	137,5	55,7	2 726,3	2 217,7	371,1	137,5	2 217,7	371,1	137,5
El Salvador	458,7	6 226,3	435,0	4 294,0	3 339,6	807,2	147,2	115,5	3 928,0	2 973,6	807,2	147,2	2 973,6	807,2	147,2
Équateur	620,5	10 444,7	510,2	6 251,1	5 156,9	999,3	94,9	185,9	5 234,7	4 148,4	991,4	94,9	4 148,4	991,4	94,9
Guatemala	355,0	6 017,1	305,0	4 470,9	3 670,7	730,2	70,0	384,2	3 626,6	2 855,1	701,5	70,0	2 855,1	701,5	70,0
Guyana	39,0	1 415,2	36,6	1 217,8	199,7	1 011,2	6,9	60,2	1 046,7	152,2	887,6	6,9	152,2	887,6	6,9
Haïti	—	1 774,4	—	1 163,6	—	1 157,3	6,3	42,4	1 163,6	—	1 157,3	6,3	—	1 157,3	6,3
Honduras	452,2	5 374,9	353,3	3 554,1	1 065,6	2 422,9	65,6	162,9	2 873,1	688,6	2 118,7	65,6	688,6	2 118,7	65,6
Jamaïque	630,0	3 881,4	630,0	2 926,2	2 552,7	174,6	198,9	626,4	2 724,2	2 350,7	174,6	198,9	2 350,7	174,6	198,9
Mexique	3 106,8	60 256,5	3 040,1	28 847,2	28 200,0	559,0	88,2	2 316,9	25 740,3	25 093,1	559,0	88,2	25 093,1	559,0	88,2
Nicaragua	393,1	4 507,9	210,2	3 064,4	596,1	2 399,8	68,5	154,8	2 634,1	397,1	2 169,3	67,7	397,1	2 169,3	67,7
Panama	382,4	12 517,0	340,0	3 824,7	3 486,2	296,8	41,7	307,2	2 856,5	2 518,0	296,8	41,7	2 518,0	296,8	41,7
Paraguay	174,5	3 761,0	170,4	2 842,9	2 150,4	680,2	12,3	240,2	2 329,0	1 680,8	635,9	12,3	1 680,8	635,9	12,3
Pérou	345,7	21 256,6	341,0	9 815,6	9 154,0	440,5	221,1	478,3	9 312,6	8 651,0	440,5	221,1	8 651,0	440,5	221,1
République dominicaine	353,3	5 765,2	335,0	4 201,9	3 356,9	755,7	89,3	457,4	3 712,3	2 867,3	755,7	89,3	2 867,3	755,7	89,3
Surinam	12,5	331,3	12,0	216,5	210,1	6,4	—	27,7	137,9	135,7	2,2	—	135,7	2,2	—
Trinité-et-Tobago	150,0	1 924,2	140,0	1 362,3	1 306,5	30,6	25,2	143,0	1 219,9	1 164,1	30,6	25,2	1 164,1	30,6	25,2
Uruguay	159,0	6 671,5	88,0	5 211,9	5 065,8	104,3	41,8	54,3	4 726,2	4 580,1	104,3	41,8	4 580,1	104,3	41,8
Venezuela	1 584,8	18 986,0	890,0	7 092,7	6 918,4	101,4	72,9	549,2	5 456,8	5 282,5	101,4	72,9	5 282,5	101,4	72,9
Région	60,0	19 394,3	60,0	3 637,0	3 388,9	233,9	14,2	12,2	2 933,1	2 685,0	234,0	14,1	2 685,0	234,0	14,1
TOTAL	\$17 737,6	\$420 409,4	\$12 464,2	\$197 025,4	\$176 179,9	\$19 054,1	\$1 791,4	\$10 773,0	\$171 865,2	\$152 060,4	\$18 014,1	\$1 790,7	\$152 060,4	\$18 014,1	\$1 790,7

¹ Les montants cumulés sont après annulations et ajustements de change. Les nombres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments.

² Y compris les prêts sans garantie souveraine, nets de participations et les garanties, le cas échéant.

³ N'inclut pas le Mécanisme de dons de la BID.

⁴ Non comprises les lignes de crédit autorisées et les garanties émises au titre du Programme de facilitation du financement du commerce (TFFP).

TABLEAU V • LISTE DES OPÉRATIONS APPROUVÉES (DE \$5 MILLIONS OU PLUS)¹, 2010
(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Fonds	Montant
Argentine	Programme d'appui à la politique d'amélioration de l'équité dans l'éducation – PROMEDU II	CO	492,5
	Programme d'innovation technologique II	CO	200,0
	Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les Centres urbains et suburbains (PAyS)	CO	200,0
	Renforcement du système d'innovation dans l'agriculture	CO	170,0
	Programme de développement des zones métropolitaines hors de la capitale	CO	40,0
	Mécanisme de financement durable du Banco de Galicia y Buenos Aires S.A.	CO	30,0
	Programme d'infrastructure de production et de tourisme pour la Province du Río Negro	CO	30,0
Barbade	Appui à un cadre pour une énergie durable à la Barbade (SEFB) I	CO	45,0
	Programme d'évaluation et de gestion du risque côtier	CO	30,0
	Programme d'investissement dans une énergie durable	CO	10,0
Belize	Action communautaire pour la sécurité publique	CO	5,0
	Programme intégré d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour la Péninsule de Placencia	CO	5,0
Bolivie	Programme d'électrification rurale	CO	42,0
	Drainage dans les villes de La Paz et El Alto	CO	21,0
	Programme d'appui à l'efficacité de l'administration publique II	CO	21,0
	Programme d'électrification rurale	FOS	18,0
	Programme d'appui à la politique budgétaire et à la décentralisation	CO	14,0
	Programme national de tourisme communautaire	CO	14,0
	Programme d'aide à l'emploi	CO	14,0
	Programme de préinvestissement dans des projets de transport stratégiques	CO	11,1
	Drainage dans les villes de La Paz et El Alto	FOS	9,0
	Programme d'appui à l'efficacité de l'administration publique II	FOS	9,0
	Programme d'appui à la politique budgétaire et à la décentralisation	FOS	6,0
	Programme national de tourisme communautaire	FOS	6,0
	Programme d'aide à l'emploi	FOS	6,0
Brésil	Projet d'extension de la Ligne métropolitaine 5 (Ligne violette) de São Paulo	CO	481,0
	Programme d'amélioration des routes de l'État de Espírito Santo III	CO	175,0
	Programme de redressement socioécologique de Serra do Mar et du Système de mosaïque forestière de l'Atlantique	CO	162,5
	PRODETUR-Ceará : Programme national de développement du tourisme	CO	150,0
	Programme d'urbanisme pour les quartiers urbains à faible revenu de Rio de Janeiro – Phase III	CO	150,0
	Programme de partenariat pour le développement de Minas Gerais III	CO	137,0
	PROFISCO-São Paulo : Programme d'appui à la gestion et à l'intégration budgétaire et financière	CO	120,0
	Programme de Tietê Várzea	CO	115,7
	Programme national de développement du tourisme PRODETUR Nacional-Rio de Janeiro	CO	112,0
	Projet Embraport	CO	100,0
	Programme de développement pour la Région du Sud-Ouest de l'État de Tocantins	CO	99,0
	Programme de structuration urbaine de São José dos Campos	CO	85,7
	Programme national de développement du tourisme PRODETUR Nacional-Pernambuco	CO	75,0
	PROFISCO : Projet de renforcement de la gestion budgétaire dans l'État de Rio Grande do Sul	CO	60,0
	Delba Vessel – Phase II ²	CO	35,0
	Mécanisme de prêt Banco Sofisa ²	CO	25,0
	Mécanisme de dépôt des titres hypothécaires brésiliens	CO	25,0
	PROFISCO : Programme de modernisation de la gestion budgétaire dans l'État de Rio de Janeiro	CO	19,8
	PROFISCO Projet de développement et d'amélioration de la gestion budgétaire dans l'État de Piauí	CO	17,0
	PROFISCO-Mato Grosso : Programme de développement de l'administration financière	CO	15,0
	PROCIDADES-ITAJAÍ : Programme de développement et de mobilité pour Viva Cidade	CO	13,2
	PROFISCO : Projet d'appui au renforcement de la gestion budgétaire dans l'État de Maranhão	CO	13,2
	PROFISCO : Programme de modernisation de la gestion budgétaire dans l'État du Mato Grosso do Sul	CO	12,0

(suite)

TABEAU V • LISTE DES OPÉRATIONS APPROUVÉES (DE \$5 MILLIONS OU PLUS)¹, 2010
(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Fonds	Montant
	Projet d'expansion de la capacité de transport ATE III	CO	11,2
	Programme de développement écologique de Bahia	CO	10,0
	Mécanisme de financement direct Banco Indusval – TFFP ²	CO	10,0
	Mundo Vox Tenda	CO	10,0
	PROCIDADES : Programme de développement intégré pour la Municipalité de Passo Fundo (PRODIN)	CO	9,8
	PROFISCO-Rondônia : Projet de modernisation de l'administration fiscale, financière et patrimoniale	CO	6,2
	BicBanco Prêt TFFP – Deuxième décaissement ²	CO	5,0
Chili	Programme de développement du tourisme	CO	31,6
	Programme de renforcement de la capacité de gestion de la CONAF	CO	10,0
	Programme d'appui à la réforme des transports publics	CO	10,0
	Programme sectoriel de renforcement de l'éducation préprimaire	CO	10,0
	Programme d'appui à la réforme du secteur judiciaire	CO	5,1
Colombie	Expansion du Programme de transfert conditionnel d'espèces "Familias en Acción" – Phase II	CO	220,0
	Programme de renforcement de la responsabilité financière sous-nationale	CO	200,0
	Aéroport international El Dorado	CO	165,0
	FINDETER – Programme de prêts aux prestataires de services publics II	CO	75,0
	Renforcement du Système national de science, de technologie et d'innovation – Phase I	CO	25,0
Costa Rica	Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement	CO	73,0
	Mécanisme de financement Banco Promérica	CO	15,0
El Salvador	Programme de renforcement budgétaire	CO	200,0
	Programme de logement et d'amélioration d'ensemble des quartiers urbains informels – Phase II	CO	70,0
	Programme intégré de santé	CO	60,0
	Appui aux communautés de solidarité urbaine	CO	35,0
	Programme de développement des routes rurales	CO	35,0
	Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les populations rurales	CO	20,0
	Financement de la modernisation des marchés municipaux	CO	10,0
	Modernisation de l'appareil législatif II	CO	5,0
Équateur	Appui à l'extension de la Protection sociale et du Régime général d'assurance maladie	CO	100,0
	Système national d'information et de gestion cadastrales rurales et Infrastructure technologique	CO	90,0
	Modernisation du Système national d'état civil, d'identification et de documentation	CO	78,0
	Programme national d'infrastructure pour une éducation universelle, équitable et de qualité	CO	75,0
	Appui au Programme de transmission	CO	64,7
	Modernisation des stations de pompage sur l'oléoduc Esmeraldas-Quito	CO	58,0
	Programme d'infrastructure rurale d'approvisionnement en eau et d'assainissement	CO	30,0
	La Internacional S.A.	CO	10,0
Guatemala	Programme d'appui au Programme de lutte contre le changement climatique	CO	213,2
	Programme d'appui au Programme de lutte contre le changement climatique	CO	29,4
	Amélioration de l'accès aux services de santé et de nutrition et de la qualité de ces services – Phase I	CO	28,0
	G&T Continental – Mécanisme de financement direct du TFFP ²	CO	20,0
	Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique	FOS	7,4
	Amélioration de l'accès aux services de santé et de nutrition et de la qualité de ces services – Phase I	FOS	7,0
Guyana	Extension à quatre voies de l'East Bank Demerara	FOS	10,0
	Extension à quatre voies de l'East Bank Demerara	CO	10,0
Haïti	Durabilité budgétaire II	GRF	50,0
	Appui à la reconfiguration du secteur de l'éducation	GRF	50,0
	Appui au Plan de réponse au secteur "abris"	GRF	30,0
	Programme d'appui au développement du secteur des transports	GRF	29,0
	Remise en état de l'infrastructure routière pour l'intégration du territoire ³	GRF	25,0
	Programme d'établissement d'un Fonds de garantie partielle de crédit pour le développement des entreprises	GRF	20,0

(suite)

TABLEAU V • LISTE DES OPÉRATIONS APPROUVÉES (DE \$5 MILLIONS OU PLUS)¹, 2010
(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Fonds	Montant
	Réponse d'urgence pour la maîtrise du choléra	GRF	15,0
	Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Port-au-Prince	GRF	15,0
	Remise en état du Système de distribution de l'électricité de Port-au-Prince	GRF	14,0
Honduras	Programme d'expansion et de modernisation de Puerto Cortés	CO	94,5
	Programme d'expansion et de modernisation de Puerto Cortés	FOS	40,5
	Programme d'appui au Régime général de protection sociale - Deuxième opération	CO	38,5
	Programme d'appui à la réforme budgétaire	CO	32,1
	Programme de renforcement du réseau de sécurité financière et d'amélioration de l'accès au financement	CO	28,0
	Projet de transport public dans le District central (Tegucigalpa-Comayagüela)	CO	21,0
	Renforcement de la gestion décentralisée et de l'offre de services de santé	CO	19,3
	Programme d'appui au Régime général de protection sociale - Deuxième opération	FOS	16,5
	Programme d'appui à la réforme budgétaire	FOS	13,7
	Programme de renforcement du réseau de sécurité financière et d'amélioration de l'accès au financement	FOS	12,0
	Mécanisme durable Banco Ficohsa	CO	10,0
	Projet de transport public dans le District central (Tegucigalpa-Comayagüela)	FOS	9,0
	Renforcement de la gestion décentralisée et de l'offre de services de santé	FOS	8,3
	Modernisation des douanes de Puerto Cortés	CO	7,0
Jamaïque	Programme de renforcement budgétaire	CO	200,0
	Programme de renforcement budgétaire II	CO	200,0
	Programme de renforcement de la compétitivité II	CO	60,0
	Programme de gestion des résultats et des finances du secteur public II	CO	60,0
	Programme de protection du capital humain	CO	50,0
	Appui à la réforme du secteur de l'éducation II	CO	30,0
	Programme d'amélioration de la compétitivité du secteur agricole	CO	15,0
	Appui à la réforme du secteur de l'éducation II	CO	15,0
Mexique	Programme d'appui au renforcement de la viabilité budgétaire	CO	1 000,0
	Renforcement du Programme de développement humain Oportunidades III	CO	800,0
	Troisième Programme de crédit pour le développement du marché hypothécaire	CO	500,0
	Programme d'appui au Programme de lutte contre le changement climatique III	CO	400,0
	Fonds d'infrastructure mexicain Macquarie	CO	150,0
	Programme d'éducation communautaire – Phase II : Agents de renforcement de l'équité sociale	CO	100,0
	Crédito Real, S.A. de C.V., SFOM, ENR	CO	43,6
	Projet Eurus Wind	CTF	30,0
	Leasing Operations de México, S. de R.L. de C.V.	CO	9,5
	Prise de participation dans l'Alta Ventures Mexico Fund	MIF	5,0
Nicaragua	Projet d'électricité géothermique de San Jacinto-Tizate	CO	40,0
	Programme d'appui à l'Amélioration de la gestion budgétaire et à la Réforme des dépenses sociales III	FOS	21,3
	Programme d'appui à l'Amélioration de la gestion budgétaire et à la Réforme des dépenses sociales III	CO	21,3
	Programme national d'électrification durable et de développement des sources d'énergie renouvelables (PNESER)	FOS	15,3
	Programme national d'électrification durable et de développement des sources d'énergie renouvelables (PNESER)	CO	15,3
	Programme d'approvisionnement en eau de Managua	FOS	15,0
	Programme d'approvisionnement en eau de Managua	CO	15,0
	Programme d'appui au secteur des transports I	FOS	10,1
	Programme d'appui au secteur des transports I	CO	10,1
	Programme complet de soins aux enfants (PAININ) – Phase IV	FOS	6,3
	Programme complet de soins aux enfants (PAININ) – Phase IV	CO	6,3
	Programme environnemental de gestion des risques de catastrophes et des changements climatiques	FOS	5,0
	Programme environnemental de gestion des risques de catastrophes et des changements climatiques	CO	5,0

(suite)

TABLEAU V • LISTE DES OPÉRATIONS APPROUVÉES (DE \$5 MILLIONS OU PLUS)¹, 2010 (fin)
(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Fonds	Montant
	Programme national de développement du tourisme	FOS	5,0
	Programme national de développement du tourisme	CO	5,0
	Projet de modernisation du système de gestion des finances du secteur public	FOS	5,0
	Projet de modernisation du système de gestion des finances du secteur public	CO	5,0
Panama	Programme de renforcement de la politique budgétaire et de l'équité fiscale	CO	200,0
	Programme Multiphase d'amélioration de l'infrastructure routière afin d'accroître la compétitivité II	CO	70,0
	Programme d'investissement dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement IDAAN – Phase I	CO	40,0
	Établissements d'enseignement et qualité de l'éducation	CO	30,0
Paraguay	Réaménagement du Centre-ville et Modernisation des transports publics métropolitains et des Bureaux de l'administration	CO	62,4
	Réaménagement du Centre-ville et Modernisation des transports publics métropolitains et des Bureaux de l'administration	CO	47,0
	Mécanisme de prêt Banco Continental ²	CO	25,0
	Réaménagement du Centre-ville et Modernisation des transports publics métropolitains et des Bureaux de l'administration	FOS	15,6
	Programme national de développement du tourisme	CO	10,0
Pérou	Programme de réforme du secteur social II	CO	100,0
	Programme d'amélioration de la productivité et de la compétitivité I	CO	50,0
	Programme de Deuxième génération de réforme du secteur de l'assainissement I	CO	50,0
	Établissement d'un Nouveau programme de matrice d'énergie durable II	CO	25,0
	Programme de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes I	CO	25,0
	Programme d'appui au Programme de lutte contre le changement climatique	CO	25,0
	Programme de réforme de la gestion des ressources en eau III	CO	25,0
	Modernisation du Système d'administration des finances publiques	CO	20,0
	Programme d'appui aux réformes du secteur social	CO	6,0
	CMAC Sullana	CO	5,0
	Programme d'amélioration de la productivité et de la compétitivité	CO	5,0
République dominicaine	Programme d'appui à la politique de compétitivité II	CO	110,0
	Appui au Programme de protection sociale – Phase II	CO	100,0
	Appui au Plan décennal d'éducation	CO	50,0
	Programme INAPA d'investissement dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement	CO	35,0
	Programme d'appui aux subventions pour l'innovation dans la technologie agricole	CO	30,0
	Programme d'appui à la politique de compétitivité II	CO	10,0
Surinam	Remise en état de l'infrastructure d'approvisionnement en eau	CO	12,0
Trinité-et-Tobago	Programme de gestion des dépenses publiques I	CO	100,0
	Programme d'amélioration de certains quartiers	CO	40,0
Uruguay	Programme d'aide à l'enseignement secondaire et technique et à la formation d'enseignants	CO	48,0
	Programme d'appui à la stratégie nationale concernant les enfants et les adolescents (ENIA)	CO	40,0
Venezuela	Remise en état des Unités 1–6 de la centrale I du Complexe hydroélectrique Simón Bolívar	CO	700,0
	Programme de renforcement de la capacité nationale de gestion intégrée des déchets solides	CO	140,0
	Programme d'amélioration de l'efficacité de la consommation d'eau (PRAC)	CO	50,0
Région	Mécanisme de financement CIFI	CO	60,0
	Fonds de placement en Amérique centrale CoreCo	MIF	5,5
	Fonds de développement MicroCarbon	MIF	5,0

Légende : CO, Capital ordinaire ; FOS, Fonds des opérations spéciales ; MIF, Fonds multilatéral d'investissement; GRF, Mécanisme de dons de la BID ; CTF, Fonds pour les technologies propres

¹ Ne comprend pas les lignes de crédit autorisées au titre du Programme de facilitation du financement du commerce (TFFP).

² Complété par un syndicat de prêt "B".

³ Augmentation d'une opération approuvée en 2007.

Financement sous forme de dons

En 2010, la Banque, consciente de leur importance croissante pour son œuvre de développement, a poursuivi ses efforts de diffusion des connaissances et de renforcement des capacités.

Elle a continué d'améliorer son efficacité en regroupant trois types de dons en un seul instrument de financement : les dons affectés à des projets spécifiques [Project-Specific Grants (PSG)]. Les PSG ont permis de rationaliser et de simplifier les procédures de gestion opérationnelle et financière et d'établir des accords types pour les négociations d'accords.

La diversité des instruments de don (coopération technique, transmission de savoirs et de capacités, dons pour développement et dons pour investissement), des sources de financement (public, privé, dons pour des projets spécifiques, donateurs uniques ou multiples et fonds liés et non-liés) et des types de structure de gouvernance (partenariats entre secteurs public et privé et fonds fiduciaires tels que le Fonds espagnol pour l'eau et l'assainissement) a augmenté tout au long de l'année. Les nouveaux instruments témoignent d'une plus grande coopération et d'un plus grand appui des donateurs.

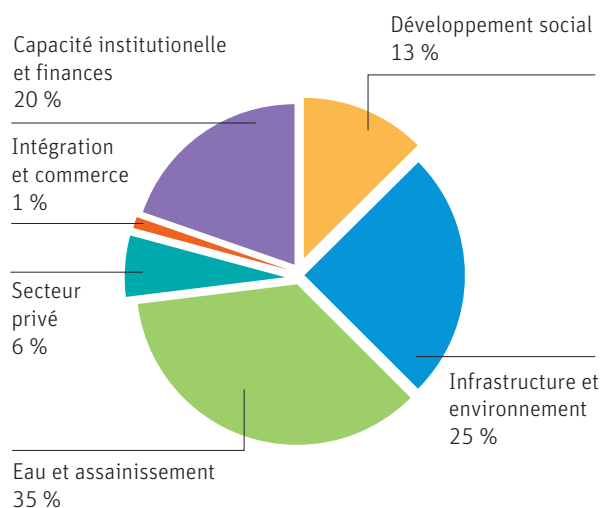
Les approbations de financement sous forme de dons, y compris les dons pour investissement, ont représenté un total de \$570,8 millions. Si l'on y ajoute le financement du Programme d'entrepreneuriat social, et le Mécanisme de dons de la BID, ce total s'élève à 830,1 millions. La tendance à l'accroissement du montant moyen s'est poursuivie ; en 2010, le montant moyen a été en hausse de 27 % par rapport à l'année précédente. En 2010, le volume des décaissements de dons a progressé de près de 20 % par rapport à 2009.

Fonds fiduciaires

En 2010, la BID a approuvé un fonds fiduciaire et obtenu accès à trois nouveaux fonds de la Banque mondiale. Deux de ces fonds s'adressaient à Haïti : le fonds UNASUR, qui devrait mobiliser jusqu'à \$100 millions de dollars de dons (un total de \$6,56 millions a été reçu du Pérou et de l'Équateur), et le Fonds pour la reconstruction d'Haïti, géré par la Banque mondiale, auquel la BID a accès en tant qu'agent d'exécution. Deux autres mécanismes approuvés sont gérés par la Banque mondiale : (i) le Fonds fiduciaire du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), mécanisme multilatéral disposant d'environ \$879 millions pour accroître l'appui aux efforts des pays pauvres en vue de réduire la pauvreté, d'améliorer les conditions de vie des populations rurales et d'améliorer la sécurité alimentaire ; et (ii) le Fonds pour les technologies propres, l'un des deux fonds relevant des Fonds d'investissement climatiques, disposant d'environ \$2,1 milliards reçus du Fidécicommissaire, pour accélérer et développer l'investissement dans les technologies propres,

Graphique 4. Financement sous forme de dons par secteur, 2010

(Pourcentage du montant total)



Note : Comprend le financement du Programme d'entrepreneuriat social, les CT, les programmes spéciaux, les dons à des projets spécifiques et autres dons. Ne comprend pas les opérations du MIF.

conformément aux objectifs nationaux des pays et aux objectifs de développement durable.

Parmi les autres fonds négociés en 2010 mais non encore approuvés figurent le Fonds à donateurs multiples pour la lutte contre les maladies tropicales infectieuses négligées, initiative lancée en partenariat avec le Sabin Vaccine Institute/Réseau mondial pour les maladies tropicales négligées et l'Organisation panaméricaine de la santé ; le Fonds concessionnel remboursable de l'Espagne contre le changement climatique et pour le développement rural, doté de quelque €100 millions, et l'Accord-cadre avec la Commission européenne (CE) qui comprend des dons pour le cofinancement de programmes et de projets, des contributions à des fonds fiduciaires et d'autres contributions. Cet accord-cadre ne constitue pas un engagement à fournir des ressources ; toutefois, il établit un ensemble pré-négocié de conditions et de modalités pour des contributions futures de la CE.

Au cours de l'année, la Banque a approuvé six opérations financées au moyen des ressources du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dans les domaines de la biodiversité marine et côtière, de la gestion des bassins hydrographiques, de la dégradation des sols, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Les projets BID-FEM s'inscrivent dans le cadre du programme de protection de l'environnement de plus de 16 pays.

Le projet *Mundo Vox Tenda* est une opération particulièrement novatrice financée sur les ressources du Fonds coréen de réduction

de la pauvreté, par un don de CT qui vise à promouvoir la croissance et la viabilité économique des activités des chefs de micro-entreprises à faible revenu du secteur de services alimentaires de l'État de São Paulo (Brésil), en organisant et en mettant en œuvre un programme de formation spécialement adapté à leurs besoins. Ce projet permettra de former un minimum de 7 000 chefs d'entreprise à faible revenu en leur inculquant des notions de gestion financière, de bonnes pratiques commerciales et d'autres compétences du même ordre.

Cofinancement

En 2010, la Banque a intensifié ses efforts de mobilisation de ressources par le biais d'initiatives de cofinancement, encourageant l'expansion de la capacité de prêt sur le Capital ordinaire de la Banque et appuyant la reconstitution que représente BID-9. La Banque a signé 26 Mémoires d'accord avec de nouvelles ou d'actuelles contreparties à des cofinancements issues des secteur public et privé de trois continents, parmi lesquelles l'EXIM Banque de Chine, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), le Fonds OPEP pour le développement international (OFID) et la Facilité d'investissement pour l'Amérique latine de la Commission européenne (LAIF), qui fournit assistance technique et dons pour investissements à des programmes et projets cofinancés par des institutions financières européennes et latino-américaines. La Banque s'est en outre efforcée d'étendre ses partenariats de cofinancement avec certaines institutions telles que la Banque du Japon pour la coopération internationale (JBIC), l'Export-Import Bank of Korea (LEXIM) et la *Kreditanstalt für Wiederaufbau und Deutsche Gesellschaft (KfW)* et d'autres banques multilatérales et bilatérales de développement.

Outre le cofinancement traditionnel avec les institutions bilatérales et multilatérales de développement, la Banque s'est employée à étendre ses programmes de partenariat afin d'établir des liens avec un large éventail de partenaires privés non-traditionnels, notamment PepsiCo, la Coca-Cola Company et Microsoft Corporation, afin de proposer un développement

TABLEAU VI • FINANCEMENT SOUS FORME DE DONs, PAR PAYS¹
(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays	2010	1961-2010
Argentine	\$ 5 344	\$ 89 071
Bahamas	1 912	26 066
Barbade	2 588	25 206
Belize	2 794	14 713
Bolivie	12 560	194 542
Brésil	24 686	253 536
Chili	7 458	33 396
Colombie	14 385	111 210
Costa Rica	26 866	91 100
El Salvador	25 636	99 643
Équateur	31 488	128 849
Guatemala	4 908	149 527
Guyana	2 872	71 062
Haïti	351 958	750 310
Honduras	10 099	118 421
Jamaïque	4 528	52 799
Mexique	8 636	66 369
Nicaragua	8 393	110 837
Panama	1 718	87 929
Paraguay	47 617	164 652
Pérou	82 551	139 710
République dominicaine	37 604	105 313
Surinam	2 028	40 134
Trinité-et-Tobago	866	23 518
Uruguay	10 553	55 159
Venezuela	765	14 021
Région	99 307	1 110 610
TOTAL	\$830 120	\$4 127 703

¹ Comprend le financement du Programme d'entrepreneuriat social, les opérations de coopération technique, les programmes spéciaux, les dons destinés à des projets spécifiques et autres dons. Ne comprend pas les opérations du MIF. Les montants des dons destinés à des projets spécifiques et le financement par le Programme d'entrepreneuriat social ont été ajoutés pour les années précédentes.

novateur, bien structuré et bien défini. La collaboration entre Coca-Cola et la BID s'est axée sur la diversification économique et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales en Haïti à travers le développement de la chaîne de valeur pour les mangues. La Coca-Cola Company donne tous les bénéfices de son opération Odwalla « Mango-Tango : Haiti Hope », qui bénéficie d'un financement de contrepartie du MIF, pour aider les producteurs de mangues haïtiens.

TABLEAU VII • CONCOURS FINANCIERS EN 2010¹

(En millions de dollars des États-Unis)

Cofinancier	Montant
ACCIÓN International	\$ 0,03
Administración de Relaciones Institucionales y Comunidad	0,03
Agence canadienne de développement international (ACDI)	27,82
Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)	0,10
Agence japonaise de coopération internationale (JICA)	50,00
BAC du Costa Rica	3,00
Banco do Brasil	0,01
BancoEstado du Chili	6,40
Banco General	20,00
Banco Internacional del Perú S.A.A. (Interbank)	25,00
Banco Nacional de Comercio Exterior, S.N.C. (Bancomext)	22,50
Banco de la República Oriental del Uruguay (BROU)	0,15
Banco Vivienda	18,00
Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd.	0,03
Banque centraméricaine d'intégration économique (CABEI)	82,60
Banque de développement KfW	0,03
Banque européenne d'investissement (BEI)	70,00
Blue Orchard	4,53
CIFI	15,90
Citibank	0,04
Coca-Cola Company	4,61
Deutsche Bank	0,01
Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG)	125,90
Export-Import Bank des États-Unis (Ex-Im Bank)	162,00
FACESSO	0,01
Facilité d'investissement pour l'Amérique latine (CE)	9,70
Fonds nordique de développement (FND)	8,75
Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)	19,00
Fundación Femsa AC	0,14
Fundación Social	0,20
Habitat for Humanity International	2,21
ICO	35,00
Incofin CVSO	0,01
Institut coréen des finances publiques	0,57
Microsoft Corporation	1,25
Ministère britannique du développement international (DFID)	17,18
Ministère de l'économie et des finances de l'Uruguay	0,15
Ministère des finances du Costa Rica	0,04
Ministère de la stratégie et des finances de la Corée	0,20
Nacional Financiera (Nafin)	22,50
Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden (FMO)	55,50
Oesterreichische Entwicklungsbank (OeEB)	15,10
PepsiCo	0,12
Personas-Alered S.A.	0,16
Proparco	62,90
République de Corée – KERIS	0,01
responsAbility	0,02
S.A. BIO NV	0,01
Service brésilien d'appui aux micro et petites entreprises (SEBRAE)	0,07
Société andine de développement (SAD)	125,03
Société financière internationale (SFI)	161,30
Société interaméricaine d'investissement (SII)	6,81
Société d'investissements privés à l'étranger (OPIC)	6,80
Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC)	0,04
Un Techo para mi País	3,50
Western Union	0,01
MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS EN 2010	\$1 192,97

¹ Cette liste représente des fonds promis par les donateurs en 2010 et des fonds reçus pour des forums parrainés par la Banque. Y compris des opérations de cofinancement parallèles et conjointes.

TABLEAU VIII • FONDS ADMINISTRÉS ACTIFS EN 2010

Pays/Institution	Nom	Contributions cumulées¹ (en millions de \$É.U.)
Autriche	AquaFund multidonateurs	1,0
	Opportunités pour la majorité	1,2
Autriche, Canada et Norvège	Fonds multidonateurs pour l'égalité entre les sexes et la diversité	5,2
Autriche, Finlande, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et Espagne	Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'Initiative sur l'énergie durable et le changement climatique	27,9
Banque mondiale (fidéicommissaire)	Fonds pour la reconstruction d'Haïti (HRF)	12,5
	Fonds pour les technologies propres (CTF)	54,2
	Fonds fiduciaire BID/Fonds pour l'environnement mondial	69,2
Canada	Fonds BID-Canada pour le commerce	4,7
Canada, Japon, République de Corée et Espagne	Fonds fiduciaire multidonateurs pour la prévention des catastrophes	9,1
Canada, Royaume-Uni et Suisse	Aide pour le commerce	10,6
Chili	Fonds fiduciaire chilien pour l'appui à l'innovation technologique en Amérique centrale	0,8
Chine	Fonds thématique pour le renforcement des capacités institutionnelles	75,0
Corée, République de	Fonds de partage des connaissances pour la technologie et l'innovation	50,0
	Fonds coréen de réduction de la pauvreté	47,5
Danemark	Fonds fiduciaire danois pour services de consultants	2,8
Espagne	Fonds de coopération espagnol pour l'eau et l'assainissement	553,4
	Fonds fiduciaire espagnol pour le Programme d'entrepreneuriat social	7,5
	Fonds espagnol de coopération générale	57,9
Finlande	Fonds d'économie pour la connaissance	3,9
	Programme finlandais d'assistance technique	4,8
Fondation Gates et Institut Carlos Slim	Mécanisme de santé mésoaméricain	31,9
France	Fonds de coopération technique française pour services de consultants et activités de formation	19,4
Italie	Fonds fiduciaire italien pour cabinets de consultants et institutions spécialisées	13,9
	Fonds fiduciaire italien pour la préparation de projets du MIF	3,3
	Fonds fiduciaire italien pour le développement de la microentreprise	8,8
	Fonds fiduciaire italien pour les technologies de l'information et de la communication au service du développement	7,0
	Fonds fiduciaire italien pour la compétitivité régionale	6,0
Japon	Fonds spécial japonais	243,5
	Fonds fiduciaire japonais pour services de consultants	43,8
Norvège	Fonds d'activités anticorruption	4,9
	Fonds fiduciaire norvégien pour services de consultants	1,0
Pays-Bas	Programme de partenariat BID-Pays-Bas pour l'eau (INWAP)	10,0
Portugal	Fonds portugais de coopération technique	4,0
Suède	Fonds fiduciaire suédois pour services de consultants	3,1
Suisse	Fonds suisse de coopération technique pour services de consultants et activités de formation	5,1
Région	Fonds pour les peuples autochtones	20,9
	Fonds régional pour la technologie agricole (FONTAGRO)	65,6
	Ressources des donateurs pour Haïti (DHR)	6,6

¹ Les montants sont donnés sur la base de contributions cumulées et non sur la disponibilité actuelle du fonds. Utilise des taux de change historiques et considère des transferts entre les fonds.



Une ligne de crédit visant un vaste ensemble d'améliorations des transports en Équateur permet de financer des améliorations de la sécurité routière, l'entretien de routes et la construction d'un pont supplémentaire sur le fleuve Babahoyo.

APERÇU FINANCIER

Capital ordinaire

En 2010, la Banque a approuvé 162 prêts représentant un total de \$12,1 milliards financés sur les ressources du Capital ordinaire, contre 147 prêts pour un total de \$15,3 milliards en 2009. Bien que le volume des opérations de prêt de la Banque ait diminué par rapport à ses niveaux record de 2009, il est resté supérieur à son niveau d'avant la crise, en 2007, conformément à l'engagement de la Banque d'accroître le volume de ses prêts à la région. En outre, les décaissements se sont élevés à \$10,3 milliards, contre 11,4 milliards en 2009. Le total des prêts non décaissés a atteint \$22,4 milliards à la fin de 2010 contre \$21,6 milliards à la fin de 2009.

En 2010, le portefeuille de prêts de la Banque sans garantie souveraine a légèrement progressé, atteignant \$3,2 milliards à la fin de l'année, contre \$3,1 milliards au 31 décembre 2009. À la fin de 2010, 6,1 % de l'encours étaient constitués de prêts à garantie non-souveraine, contre 6,6 % à la fin de l'année précédente.

Le montant des garanties non-souveraines a diminué de \$163 millions, tombant à \$671 millions contre \$834 millions l'année précédente. En 2010, la Banque a approuvé quatre garanties non liées à des transactions sans contre-garantie souveraine pour un total de \$61 millions, contre une pour \$10 millions en 2009. En outre, dans le cadre du Programme de facilitation du financement du commerce, la Banque a émis 131 garanties pour un total de \$239 millions, contre 105 garanties pour un total de \$187 millions en 2009.

Depuis sa création, la Banque n'a pas eu de passations par pertes et profits sur son portefeuille de prêts à garantie souveraine qui, au 31 décembre 2010, représentait 95 % des \$63 milliards de l'encours de ses prêts. À cette date, tous les prêts de son portefeuille étaient productifs. Des prêts sans garantie souveraine, dont l'encours s'élevait à \$140 millions, étaient classés comme improductifs au 31 décembre 2010. Les provisions pour pertes sur prêts et garanties s'élevaient à \$172 millions, contre \$148 millions en 2009.

En 2010, la Banque a émis des obligations pour un montant total en valeur nominale équivalant à \$13,7 milliards (2009 – \$17,9 milliards) et un produit équivalant à \$11,8 milliards (2009 – \$16,2 milliards) avec une échéance moyenne de 5,3 ans (2009 – 4,6 ans). Cette diminution des emprunts est due principalement à la diminution des décaissements nets de prêts (décaissements nets des recouvrements) de \$2,1 milliards, ainsi qu'à un impact positif sur les niveaux de liquidité de la conversion de \$3,0 milliards d'avoirs en devises des pays membres non emprunteurs assujettis au maintien de leur valeur en dollars des États-Unis.

Les emprunts lancés au cours d'une année donnée sont utilisés pour financer les opérations, y compris les décaissements des prêts et le refinancement de la dette arrivant à échéance. Au cours de l'année, la Banque a lancé quatre obligations planétaires stratégiques de référence libellées en dollars des États-Unis assorties d'échéances à trois, cinq, sept et dix ans d'un montant combiné de \$6,5 milliards ; ces émissions d'obligations ont été fructueuses, tirant profit de conditions de marché favorables et de la forte demande en Asie, en Europe et aux Amériques. La Banque a lancé d'autres obligations libellées en dollars australiens, en roupies indiennes, en roupies indonésiennes, en dollars néo-zélandais, en rand sud-africains, en livres turques, en dollars des États-Unis et dans les monnaies de certains pays membres emprunteurs, comme il est indiqué ci-après.

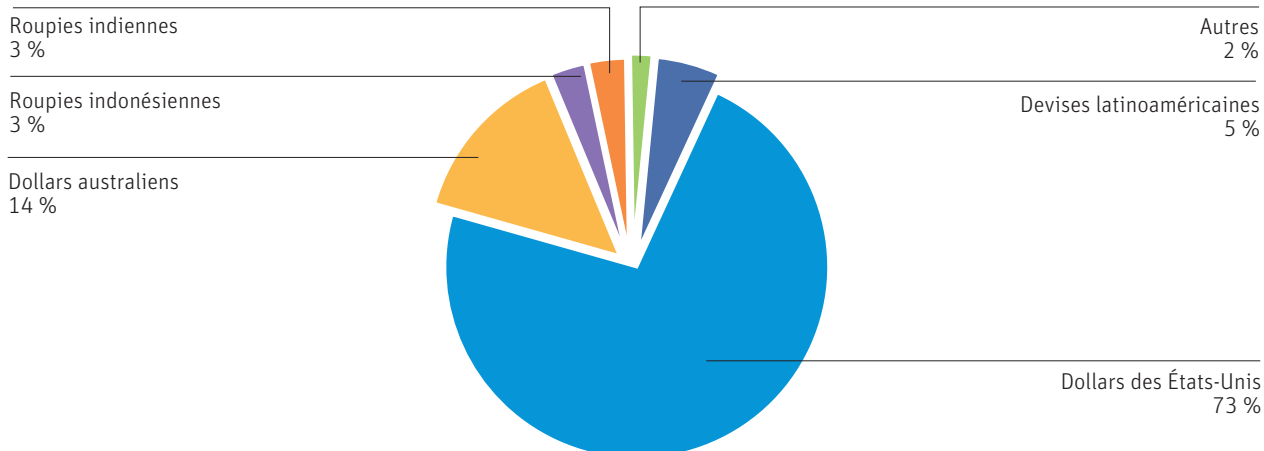
Les obligations libellées dans les monnaies de pays emprunteurs ont représenté un total de \$733 millions (2009 – 303 millions), dont \$707 millions en réais brésiliens, \$16 millions en pesos mexicains et \$10 millions en pesos colombiens (2009 – \$246 millions en réais brésiliens, \$15 millions en colones costariens et \$42 millions en pesos mexicains). Les obligations libellées en monnaies de pays membres emprunteurs sont émises sur la base de leur rapport coût-efficacité pour la Banque, et leurs émissions contribuent, en partie, au développement des marchés financiers locaux et accroît la demande effective de ces monnaies à l'étranger.

Le graphique 5 indique les émissions d'obligations de la Banque en 2010 par monnaie. Tous les nouveaux emprunts à taux fixe ont fait initialement l'objet de swaps en dollars des États-Unis à taux variable. Les tableaux IX et X donnent plus de détails sur ces emprunts par monnaie, avant swaps et ajustement par rapport au marché au 31 décembre 2010.

La Banque a conservé en 2010 la notation AAA/Aaa qu'elle avait depuis qu'elle a été notée pour la première fois par les principales agences de notation.

En 2010, son revenu d'exploitation a été de \$1 252 millions, contre \$1 294 millions en 2009. Le ratio du total des fonds propres aux prêts est passé à 33,4 % contre 34,2 % en 2009, par suite d'un accroissement de l'encours des prêts et d'engagements nets de garanties de \$4,8 milliards, compensé en partie par un accroissement du total des fonds propres de \$1,2 milliard. L'expression « total des fonds propres » est définie comme désignant l'ensemble des actions libérées du capital, des bénéfices non distribués et des provisions pour pertes sur prêts et garanties, moins les soldes liquides en monnaie nationale des pays emprunteurs, les montants nets à recevoir des membres (mais pas les montants nets à payer aux membres) et l'effet cumulé des ajustements nets apportés à la valeur vénale des portefeuilles non échangeables.

Graphique 5. Emprunts émis en 2010, avant swaps



En 2010, le Conseil d'administration a maintenu le même niveau d'intérêts et de commissions sur les prêts, avec une marge de prêt de 0,95 %, une commission de crédit de 0,25 % et aucune commission de supervision ou d'inspection.

Fonds des opérations spéciales

En 2010, la Banque a approuvé 31 prêts parallèles pour un total de \$901 millions, composé respectivement de \$297 millions du Fonds des opérations spéciales (FOS) et de \$604 millions du Capital ordinaire (2009 – 24 prêts pour un total de \$716 millions, composé respectivement de \$228 millions du FOS et de \$488 millions du Capital ordinaire). Au 31 décembre 2010, l'encours des prêts s'élevait à \$4,0 milliards (2009 – \$4,3 milliards) et était pleinement productif. Les opérations du FOS ont dégagé un revenu avant coopération technique, allègement de la dette et transferts approuvés par l'Assemblée des gouverneurs de \$80 millions, contre \$128 millions en 2009.

En 2010, l'Assemblée des gouverneurs a approuvé un volume de transferts de ressources de la Réserve générale du FOS au Mécanisme de dons de la BID afin d'accorder \$364 millions de dons à Haïti (2009 – \$122 millions). Pour plus de renseignements, voir Neuvième augmentation générale des ressources de la Banque (BID-9) sous la rubrique Événements importants survenus en 2010 ci-dessous.

Le Mécanisme de dons de la BID

Le Mécanisme de dons de la BID (GRF) a été créé en 2007 pour accorder des dons afin de répondre à des circonstances parti-

culières apparaissant dans certains pays (comme c'est le cas actuellement en Haïti) ou pour financer certains projets particuliers. Au 31 décembre 2009, les GRF était entièrement financé au moyen de transferts de la réserve générale du FOS. Dans le cadre de la Neuvième augmentation générale des ressources de la Banque, l'Assemblée des gouverneurs pourrait approuver annuellement des transferts à partir du revenu du Capital ordinaire au GRF à compter de 2010 et jusqu'en 2020. En 2010, la Banque a approuvé des transferts du revenu du Capital ordinaire à hauteur de \$72 millions et des transferts de la réserve générale du FOS de \$364 millions. La Banque a également approuvé des dons à Haïti à partir du GRF, y compris des soldes convertis de prêts non décaissés du FOS de \$144 millions, pour un total de \$395 millions (2009 – \$122 millions).

Événements importants survenus en 2010

Neuvième augmentation générale des ressources de la Banque (BID-9)

Le 21 juillet 2010, l'Assemblée des gouverneurs a accepté de se prononcer par vote sur un Projet de résolution qui permettrait une Neuvième augmentation générale des ressources du Capital ordinaire de la Banque d'un montant de \$70 milliards à souscrire par les membres de la Banque sur une période de cinq ans à compter de 2011. Sur ce montant, \$1,7 milliard serait sous la forme d'actions libérées du Capital ordinaire et le solde sous la forme de capital exigible. Par ailleurs, l'Assemblée des gouverneurs est convenue de se prononcer sur un Projet de résolution

TABLEAU IX • EMPRUNTS¹, EXERCICE 2010
(Montants en millions)

Monnaie	Émissions	Montant	Montant (équivalent en \$É.U.)
Dollar australien	Taux d'intérêt variable, échéance 2013 ²	112	\$ 99
	Taux d'intérêt de 5,50 %, échéance 2013	500	452
	Taux d'intérêt de 5,38 %, échéance 2014	750	688
	Taux d'intérêt de 6,00 %, échéance 2016	300	251
	Taux d'intérêt de 6,50 %, échéance 2019	525	479
Dollar des États-Unis	Taux d'intérêt de 0,34 %, échéance 2011	100	100
	Taux d'intérêt de 0,36 %, échéance 2011	200	200
	Taux d'intérêt de 1,13 %, échéance 2012	500	500
	Taux d'intérêt de 1,75 %, échéance 2012	125	125
	Taux d'intérêt variable, échéance 2013 ⁴	100	100
	Taux d'intérêt de 1,63 %, échéance 2013	1 000	1 000
	Taux d'intérêt variable, échéance 2014 ⁵	100	100
	Taux d'intérêt de 2,25 %, échéance 2015	2 250	2 250
	Taux d'intérêt de 2,38 %, échéance 2017	1 750	1 750
	Taux d'intérêt de 3,88 %, échéance 2020	1 500	1 500
	Taux d'intérêt de 0,00 %, échéance 2040 ⁶	2 320	2 320
Dollar de Nouvelle-Zélande	Taux d'intérêt de 6,00 %, échéance 2017	50	36
Nouvelle livre turque	Taux d'intérêt de 0,50 %, échéance 2015	235	148
Peso colombien	Taux d'intérêt de 3,35 %, échéance 2015 ³	19 300	10
Peso mexicain	Taux d'intérêt de 8,00 %, échéance 2016	200	16
Rand sud-africain	Taux d'intérêt de 7,00 %, échéance 2013	146	19
	Taux d'intérêt de 7,02 %, échéance 2013	321	43
Real brésilien	Taux d'intérêt de 7,03 %, échéance 2012	15	8
	Taux d'intérêt de 9,00 %, échéance 2012	185	101
	Taux d'intérêt de 9,10 %, échéance 2012	8	4
	Taux d'intérêt de 8,20 %, échéance 2013	14	8
	Taux d'intérêt de 9,50 %, échéance 2013	150	82
	Taux d'intérêt de 7,20 %, échéance 2014	377	220
	Taux d'intérêt de 8,00 %, échéance 2014	22	12
	Taux d'intérêt de 8,12 %, échéance 2014	279	154
	Taux d'intérêt de 8,30 %, échéance 2014	14	8

(suite)

TABLEAU IX • EMPRUNTS¹, EXERCICE 2010 (fin)*(Montants en millions)*

Monnaie	Émissions	Montant	Montant (équival. en \$É.U.)
	Taux d'intérêt de 9,50 %, échéance 2014	175	96
	Taux d'intérêt de 8,10 %, échéance 2015	19	11
	Taux d'intérêt de 7,85 %, échéance 2016	4	2
Roupie indienne	Taux d'intérêt de 2,50 %, échéance 2013	10 860	238
	Taux d'intérêt de 2,63 %, échéance 2013	470	10
	Taux d'intérêt de 3,00 %, échéance 2014	2 000	43
	Taux d'intérêt de 4,75 %, échéance 2014 ³	6 000	133
Roupie indonésienne	Taux d'intérêt de 6,00 %, échéance 2013	150 000	17
	Taux d'intérêt de 6,00 %, échéance 2013	250 000	28
	Taux d'intérêt de 6,50 %, échéance 2014	408 000	45
	Taux d'intérêt de 0,00 %, échéance 2015	2 800 000	312
TOTAL DES EMPRUNTS			\$ 13 719

¹ Emprunts à moyen terme et à long terme à valeur nominale, avant swaps.² AUD-BBR-BBSW à trois mois, plus 0,045 %.³ Obligation négociée en décembre 2010 mais instaurée en janvier 2011.⁴ LIBOR à trois mois en \$É.U., moins 0,06 %.⁵ LIBOR à trois mois en \$É.U., plus 0,45 %.⁶ Emprunts à coupon zéro avec options d'achat par l'émetteur, conformément à un calendrier.

qui permettrait une augmentation des ressources du FOS, d'un montant de \$479 millions (en valeur actuelle nette) de nouvelles quotes-parts de contribution à payer par les membres de la Banque en une tranche (leur quote-part des \$479 millions) ou en cinq tranches annuelles de leur quote-part du montant non actualisé des \$479 millions, établi à \$517,3 millions, à compter de 2011. Les souscriptions au Capital ordinaire de la Banque et les contributions au FOS seraient libellées en dollars des États-Unis. Les votes sur ces projets de résolution doivent être reçus le 31 octobre 2011 au plus tard, ou à toute date ultérieure que déterminera le Conseil d'administration. Dans le cadre de BID-9, le 21 juillet 2010, l'Assemblée des gouverneurs a également approuvé un certain nombre de mesures pour aider Haïti, notamment (i) des transferts de revenu du Capital ordinaire ; (ii) des transferts additionnels de la réserve générale du FOS ; et (iii) à compter de la réception de contributions anticipées au FOS par les membres de la Banque, dans le cadre de l'augmentation proposée des ressources du FOS, l'annulation complète de la dette d'Haïti envers

le FOS et le transfert de tous les soldes de prêts non décaissés du FOS au GRF et leur conversion en dons.

Dans le cadre de BID-9, l'Assemblée des gouverneurs a approuvé le remplacement du plafond des opérations sans garantie souveraine par une mesure risque-fonds propres, telle que les conditions de capital-risque pour ces opérations ne peuvent dépasser 20 % du total des fonds propres calculé conformément à la politique d'adéquation du capital de la Banque.

Performance et risque lié au portefeuille de placements liquides

En 2010, nombre d'indices de marché et d'indicateurs économiques ont continué d'afficher des signes d'amélioration modérée, quoique de plus en plus mitigés à mesure que l'année progressait. La Banque a affiché \$396 millions de gains par rapport au marché sur son portefeuille de placements (2009 – \$528 millions). Ces gains sur placements sont sensiblement liés

à la fraction de \$3,0 milliards de titres adossés à des actifs et de titres adossés à des hypothèques de son portefeuille. Cependant, la liquidité de cette fraction du portefeuille reste limitée, et ses évaluations restent fortement actualisées. Malgré une certaine tendance au recul de ses notations, au 31 décembre 2010, 38,4 % de son portefeuille restaient notés AAA (2009 – 56,1 %), 77,9 % étaient notés classe investissement (2009 – 85,4 %) et à l'exception de \$0,5 million en 2009 et de \$2,1 millions en 2010 de pertes de principal, le portefeuille reste productif. En 2010, le volume de ces titres détenus par la Banque a été réduit par des remboursements au pair de \$1 012 millions (2009 – \$753 millions). La Banque a réalisé des pertes de \$18 millions en 2010 par rapport aux prix d'achat, contre \$32 millions en 2009.

Les engagements de l'ensemble du portefeuille de placements s'élevaient à \$16,4 milliards au 31 décembre 2010, contre \$20,0 milliards au 31 décembre 2009. La qualité de l'ensemble du portefeuille reste élevée, avec 79,0 % du crédit noté AAA et AA (2009 – 75,3 %) ; 11,6 % sont assortis de la plus haute notation à court terme (A1+) (2009 – 13,3 %) ; 4,0 % sont notés A (2009 – 7,2 %) et 5,4 % ont une note inférieure à A/A1+ (2009 – 4,2 %).

Les portefeuilles de placements du FOS, du Compte du Mécanisme de financement intermédiaire et des autres fonds administrés par la Banque, d'un total d'environ \$2,9 milliards au 31 décembre 2010, qui comprenait \$270 millions de titres adossés à des actifs ou à des hypothèques, ont dégagé des gains par rapport au marché de \$19 millions en 2010 (contre \$90 millions en 2009).

Autres faits marquants

L'année 2010 a été marquée par d'autres événements importants.

Conversion des prêts en devise unique (SCF) et des prêts du Système de pool de devises (CPS) en prêts à taux basé sur le LIBOR : Avec effet au 1^{er} août 2010, la Banque a exécuté la seconde phase de la conversion de ses SCF et de ses CPS à taux variable en prêts en US\$ à taux basé sur le LIBOR (l'Offre de conversion), approuvée par le Conseil d'administration en 2009. Avec cette seconde phase, la Banque a achevé son Offre de conversion, qui s'est traduite par un total de conversions de prêts de \$32,0 milliards, à savoir : \$3,0 milliards de CPS en prêts en US\$ à taux basé sur le LIBOR ; \$6,7 milliards de CPS en prêts en US\$ à taux fixe ; \$1,9 milliard de SCF en prêts en US\$ à taux basé sur le LIBOR ; et \$20,4 milliards de SCF en prêts en US\$ à taux fixe.

Nouveau cadre d'adéquation du capital : En 2010, la Banque a adopté un nouveau cadre d'adéquation du capital qui comprend une révision de la politique concernant l'adéquation du capital et de nouveaux systèmes qui favorisent la détermination des besoins en capital pour le risque de crédit et le risque de marché à la fois pour ses opérations de prêt et de trésorerie. En outre,

cette politique comprend des conditions concernant le capital pour le risque opérationnel.

Nouvelle politique de gestion de l'actif et du passif : Le 28 juillet 2010, le Conseil d'administration a approuvé une nouvelle politique pour la gestion de l'actif et du passif. Cette nouvelle politique prévoit, entre autres, des règles pour la gestion active de la durée des fonds propres et pour limiter le regroupement des rachats de dettes au cours d'une période donnée de 12 mois. En décembre 2010, des swaps de gestion d'actif/de passif d'un montant théorique de \$5,5 milliards ont été effectués pour maintenir la durée des fonds propres dans certaines limites.

Conformément à la nouvelle politique de gestion de l'actif/de passif, le Conseil d'administration a approuvé la conversion de fonds propres en dollars des États-Unis. Ensuite, le 1^{er} décembre 2010, il a approuvé la conversion en dollars des États-Unis de sensiblement tous les avoirs assujettis à l'obligation de maintien de la valeur détenus par le Capital ordinaire dans les monnaies des pays membres non-emprunteurs, qui ont été investis dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à leur échéance (HTM).

**TABLEAU X • ENCOURS DES EMPRUNTS¹
PAR MONNAIES AU 31 DÉCEMBRE 2010**
(En millions de dollars des États-Unis)

Monnaie	Montant
Colon costaricien	\$ 52
Dollar australien	8 754
Dollar canadien	4 245
Dollar des États-Unis	37 431
Dollar de Hong Kong	96
Dollar de Nouvelle-Zélande	1 907
Euro	1 397
Franc suisse	696
Livre sterling britannique	945
Nouveau sole péruvien	116
Nouvelle livre turque	349
Peso chilien	50
Peso colombien	58
Peso mexicain	1 134
Rand sud-africain	336
Real brésilien	1 147
Rouble russe	37
Roupie indienne	306
Roupie indonésienne	797
Yen japonais	1 271
TOTAL	\$61 124

¹ Emprunts à moyen et long terme, nets de décotes non amorties (avant swaps et ajustements relatifs au prix du marché).

TABLEAU XI • ÉTAT DE L'ENCOURS DES PRÊTS AU 31 DÉCEMBRE 2010

(En millions de dollars des États-Unis)

Membre dans le territoire duquel des prêts ont été consentis	Capital ordinaire			Fonds des opérations spéciales ¹	Total
	Avec garantie souveraine	Sans garantie souveraine	Sous-total		
Argentine	\$10 149	\$ 105	\$10 254	\$ 71	\$10 325
Bahamas	130	—	130	—	130
Barbade	184	—	184	6	190
Belize	104	—	104	—	104
Bolivie	150	57	207	476	683
Brésil	14 480	1 255	15 735	167	15 902
Chili	612	21	633	—	633
Colombie	6 438	111	6 549	68	6 617
Costa Rica	278	177	455	29	484
El Salvador	1 628	50	1 678	362	2 040
Équateur	1 671	104	1 775	407	2 182
Guatemala	1 772	69	1 841	290	2 131
Guyana	21	—	21	296	317
Honduras	91	9	91	494	585
Jamaïque	1 269	—	1 278	23	1 301
Mexique	8 918	131	9 049	4	9 053
Nicaragua	134	6	140	678	818
Panama	1 256	80	1 336	13	1 349
Paraguay	848	25	873	261	1 134
Pérou	3 294	654	3 948	21	3 969
République dominicaine	1 757	31	1 788	274	2 062
Surinam	89	4	93	1	94
Trinité-et-Tobago	473	—	473	6	479
Uruguay	1 962	—	1 962	7	1 969
Venezuela	1 870	—	1 870	—	1 870
Région	205	235	440	50	490
Société interaméricaine d'investissement	—	100	100	—	100
TOTAL	\$59 783	\$3 224	\$63 007	\$4 004	\$67 011

¹ Exclusion faite des participations de prêt qui ont été vendues au Fonds de gestion pour le progrès social pour un montant total de \$27 millions, dont \$3 millions au Costa Rica, \$8 millions à El Salvador, \$5 millions à l'Équateur, \$3 millions au Guatemala, \$2 millions au Panama, \$1 million au Paraguay et \$5 millions à la République dominicaine.

L'application de cette décision a nécessité la vente ou le transfert de titres du portefeuille de HTM, provoquant l'arrêt de la comptabilisation de ce portefeuille au coût amorti et la prise en compte immédiate des gains sur placements de \$54 millions.

Modèle de gestion du revenu : Dans le cadre de BID-9, l'Assemblée des gouverneurs a approuvé un Modèle de gestion du revenu (IMM) pour le Capital ordinaire, qui a été mis en œuvre à travers le Plan financier à long terme et est utilisé dans les décisions annuelles concernant les utilisations du revenu du

Capital ordinaire. Avec l'approbation de l'IMM, l'Assemblée des gouverneurs a également établi un niveau minimum de charges sur les prêts à garantie souveraine, de telle sorte que le revenu dégagé par ces charges (ajustement de 90 % du revenu dégagé par les opérations sans garantie souveraine de la Banque) couvre 90 % des dépenses administratives liées au Capital ordinaire.

Les états financiers de base du Capital ordinaire, du FOS, du Compte du Mécanisme de financement intermédiaire et du GRF figurent aux pages 44-51.

TABLEAU XII • SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL SOCIAL, QUOTES-PARTS DES CONTRIBUTIONS ET NOMBRE DE VOIX AU 31 DÉCEMBRE 2010¹

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays membres	Capital ordinaire Actions souscrites			Pourcentage du nombre total de voix ²	Quotes-parts des contributions au FOS
	Versé	Exigible	Total		
Membres régionaux en développement					
Argentine	\$ 465,1	\$ 10 393,8	\$ 10 858,9	10,751	\$ 505,4
Bahamas	11,6	198,3	209,9	0,209	10,6
Barbade	5,6	124,3	129,9	0,130	1,8
Belize	7,2	103,5	110,7	0,111	7,6
Bolivie	37,3	834,4	871,7	0,865	51,1
Brésil	465,1	10 393,8	10 858,9	10,751	544,4
Chili	127,7	2 853,9	2 981,6	2,953	157,7
Colombie	127,7	2 853,9	2 981,6	2,953	153,7
Costa Rica	18,7	417,1	435,7	0,433	23,4
El Salvador	18,7	417,1	435,7	0,433	21,4
Équateur	24,9	556,8	581,7	0,577	30,3
Guatemala	24,9	556,8	581,7	0,577	32,8
Guyana	7,8	153,8	161,6	0,162	8,7
Haïti	18,7	417,1	435,7	0,433	22,9
Honduras	18,7	417,1	435,7	0,433	27,8
Jamaïque	24,9	556,8	581,7	0,577	28,8
Mexique	299,0	6 681,3	6 980,3	6,912	329,0
Nicaragua	18,7	417,1	435,7	0,433	25,4
Panama	18,7	417,1	435,7	0,433	25,4
Paraguay	18,7	417,1	435,7	0,433	27,9
Pérou	62,3	1 390,7	1 453,0	1,440	79,8
République dominicaine	24,9	556,8	581,7	0,577	33,9
Surinam	5,7	82,9	88,6	0,089	6,3
Trinité-et-Tobago	18,7	417,1	435,7	0,433	20,9
Uruguay	49,9	1 114,3	1 164,2	1,154	55,9
Venezuela	249,3	5 568,5	5 817,8	5,761	315,3
Total membres régionaux en développement	2 170,5	48 311,4	50 481,1	50,015	2 548,2
Canada ³	173,7	7 906,1	8 079,8	4,001	326,3
États-Unis	1 303,0	29 006,7	30 309,7	30,006	5 043,0
Membres extra-régionaux					
Allemagne	82,3	1 831,4	1 913,7	1,896	230,0
Autriche	6,9	153,7	160,6	0,161	20,0
Belgique	14,2	316,8	331,0	0,329	42,5
Chine	0,1	2,1	2,2	0,004	125,0
Croatie	2,1	46,4	48,5	0,050	5,9
Danemark	7,3	163,4	170,8	0,171	20,0
Espagne	82,3	1 831,4	1 913,7	1,896	226,4
Finlande	6,9	153,7	160,6	0,161	19,0
France	82,3	1 831,4	1 913,7	1,896	221,1
Israël	6,8	151,5	158,3	0,158	18,0
Italie	82,3	1 831,4	1 913,7	1,896	215,7
Japon	217,1	4 833,2	5 050,3	5,001	591,9
Norvège	7,3	163,4	170,8	0,171	20,0
Pays-Bas	14,6	325,6	340,3	0,338	36,9
Portugal	2,3	51,7	54,0	0,055	7,8
République de Corée	0,1	2,1	2,2	0,004	—
Royaume-Uni	41,8	929,9	971,7	0,964	175,3
Slovénie	1,3	28,1	29,4	0,031	3,4
Suède	14,1	314,8	328,9	0,327	40,1
Suisse	20,4	454,2	474,7	0,471	63,4
Total membres extra-régionaux	692,5	15 416,5	16 109,0	15,979	2 082,4
TOTAL GÉNÉRAL	\$ 4 339	\$ 100 641	\$ 104 980	100,000	\$ 10 000

¹ Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement à la somme de leurs éléments.

² Le nombre de voix de chaque pays membre est le même pour la prise de décisions concernant les opérations du Capital ordinaire et du FOS. Sauf disposition contraire précisée expressément dans l'Accord constitutif de la Banque, toutes les décisions sont prises à la majorité du nombre total de voix des pays membres.

³ Y compris 334 887 actions émises temporairement de la fraction exigible du capital ne donnant pas droit de vote, d'une valeur au pair de \$4 039,9 millions. Ces actions sont exclues du calcul des droits de vote.

ÉTATS FINANCIERS DE BASE

CAPITAL ORDINAIRE

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Au 31 décembre			
	2010		2009	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces — Notes C et W	\$ 242		\$ 242	
Titres de placement — Notes D, K, L et W				
Transactions — Annexe I-1	16 356		16 304	
Détenus jusqu'à l'échéance	—	\$16 598	3 810	\$20 356
Encours des prêts — Notes E, T et W, Annexes I-2 et I-3	63 007		58 049	
Provision pour pertes sur prêts	(145)	62 862	(116)	57 933
Intérêts courus et autres commissions				
Sur titres de placement	38		64	
Sur prêts	480		496	
Sur swaps, net.	347	865	335	895
À recevoir des membres — Note G				
Obligations non négociables et ne portant pas intérêt :				
Billets à vue.	90		95	
Billets à terme.	236		252	
Montants requis pour maintenir la valeur des avoirs en monnaie.	52	378	54	401
Swaps de monnaies et de taux d'intérêt — Notes K, L et W				
Titres de placement — transactions — Annexe I-1	7		—	
Prêts.	38		248	
Emprunts — Annexe I-4.	5 887	5 932	3 647	3 895
Actifs divers				
Actifs liés aux prestations complémentaires de retraite — Note S.	163		173	
Montants à recevoir pour les ventes de titres de placement	48		—	
Biens, net — Note H	324		306	
Autres	47	582	47	526
Total des actifs.		\$87 217		\$84 006
PASSIF ET FONDS PROPRES				
Passif				
Emprunts — Notes I, J, L et W, Annexe I-4				
Court terme	\$ 30		\$ 1 908	
Moyen et long terme :				
Évalués à la valeur vénale	52 846		45 493	
Évalués au coût amorti	10 077	\$62 953	12 906	\$60 307
Swaps de monnaies et de taux d'intérêt — Notes K, L et W				
Titres de placement — transactions — Annexe I-1	55		11	
Prêts.	693		171	
Emprunts — Annexe I-4.	808		1 037	
Autres	72	1 628	—	1 219
Montants à payer pour les achats de titres de placement et pour les garanties en espèces reçues		13		141
Passifs liés aux prestations complémentaires de retraite — Note S.		74		68
Montant dû au Mécanisme de dons de la BID		72		—
Montants à payer pour maintenir la valeur des avoirs en monnaie — Note G		535		556
Intérêts courus sur emprunts		555		622
Compte fournisseurs et charges à payer		427		419
Total du passif		66 257		63 332
Fonds propres				
Capital social — Note O, Annexes I-5 et I-6				
Capital souscrit : 8 702 335 actions	104 980		104 980	
Moins fraction non appelée des souscriptions	(100 641)		(100 641)	
Fraction libérée du capital	4 339		4 339	
Bénéfices non distribués — Note P	15 771		15 441	
Montant cumulé et autres éléments du résultat global — Note Q	850	20 960	894	20 674
Total du passif et des fonds propres		\$87 217		\$84 006

COMPTE DE RÉSULTAT ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Revenus (perte)			
Prêts			
Intérêts, après swaps — Notes E et K	\$ 1 764	\$ 1 934	\$ 2 301
Autres revenus des prêts	66	68	54
	<u>1 830</u>	<u>2 002</u>	<u>2 355</u>
Placements — Note K			
Intérêts	178	303	632
Gains nets (pertes nettes)	446	528	(1 605)
Autres revenus d'intérêts — Note K	7	—	—
Autres	21	15	11
Total des revenus	<u>2 482</u>	<u>2 848</u>	<u>1 393</u>
Charges			
Frais liés aux emprunts			
Intérêts, après swaps — Notes I, J, K et L	523	929	1 740
Coûts d'émission des emprunts	27	24	28
Coûts liés au rachat de la dette (revenus)	—	(2)	(4)
	<u>550</u>	<u>951</u>	<u>1 764</u>
Provision (crédit) pour pertes sur prêts et garanties — Note F	24	(21)	93
Frais administratifs — Note B	573	530	439
Programmes spéciaux	83	94	69
Total des charges	<u>1 230</u>	<u>1 554</u>	<u>2 365</u>
Revenu (perte) avant ajustements nets de valeur vénale sur des portefeuilles de titres non échangeables et des transferts approuvés par l'Assemblée des gouverneurs	1 252	1 294	(972)
Ajustements nets de valeur vénale sur des portefeuilles de titres non échangeables — Notes I, J, K et R	(850)	(500)	950
Transferts approuvés par l'Assemblée des gouverneurs — Note N	(72)	—	—
Revenus nets (perte nette)	330	794	(22)
Bénéfices non distribués en début d'exercice	15 441	14 647	14 576
Effet cumulé de l'option de la valeur vénale	—	—	93
Bénéfices non distribués en fin d'exercice	\$15 771	\$15 441	\$14 647

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Revenus nets (perte nette)	\$330	\$ 794	\$ (22)
Autres éléments du résultat global (perte) — Note Q			
Ajustements de conversion	(25)	(72)	396
Comptabilisation des variations des actifs/passifs liés aux prestations complémentaires de retraite — Note S	(19)	506	(1 371)
Reclassement des activités de couverture dans les revenus	—	2	(4)
Total des autres éléments du résultat global (perte)	<u>(44)</u>	<u>436</u>	<u>(979)</u>
Revenus globaux (perte globale)	\$286	\$1 230	\$(1 001)

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement			
Prêts :			
Décaissements de prêts (nets des participations)	\$(10 341)	\$(11 424)	\$ (7 149)
Recouvrements de prêts (nets des participations)	5 598	4 542	4 740
Trésorerie nette utilisée pour les opérations de prêt	(4 743)	(6 882)	(2 409)
Achats bruts de titres de placement détenus jusqu'à l'échéance.	(4 409)	(4 232)	(3 287)
Produit brut des échéances ou de la vente de titres de placement détenus jusqu'à l'échéance	7 373	4 253	3 299
Achat de biens	(33)	(21)	(22)
Actifs et passifs divers	(30)	(8)	(4)
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt et de placement	(1 842)	(6 890)	(2 423)
Trésorerie issue des activités de financement			
Emprunts à moyen et à long terme :			
Produit de l'émission	11 726	16 181	10 793
Remboursements	(9 998)	(6 086)	(8 321)
Emprunts à court terme :			
Produit de l'émission	469	2 571	11 588
Remboursements	(2 349)	(3 752)	(10 707)
Garanties en espèces reçues	12	1	—
Recouvrement de montants à recevoir des membres	30	3	5
Trésorerie nette fournie par (utilisée pour) les activités de financement. . .	(110)	8 918	3 358
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement	(31 865)	(33 542)	(14 210)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de placements de portefeuille. . .	32 691	30 475	12 259
Recouvrements du revenu des prêts, après swaps	1 864	2 152	2 412
Intérêts et autres charges liés aux emprunts, après swaps.	(373)	(1 009)	(1 415)
Revenus des placements	251	305	568
Autres revenus	21	15	11
Frais administratifs	(574)	(446)	(431)
Programmes spéciaux	(55)	(38)	(20)
Trésorerie nette fournie par (utilisée pour) les activités d'exploitation . .	1 960	(2 088)	(826)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(8)	1	(8)
Accroissement net (diminution nette) de la trésorerie	—	(59)	101
Encaisse en début d'exercice	242	301	200
Encaisse en fin d'exercice	\$ 242	\$ 242	\$ 301

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Au 31 décembre			
	2010		2009	
ACTIF				
Espèces et titres de placement				
Espèces — Note C	\$ 400		\$ 369	
Titres de placement — Notes D et E et Annexe II-1	<u>1 013</u>	<u>\$1 413</u>	<u>1 041</u>	<u>\$1 410</u>
Encours des prêts — Note F et Annexe II-2		4 004		4 317
Intérêts courus et autres commissions sur prêts		18		20
À recevoir des membres — Note H				
Obligations non négociables et ne portant pas intérêt :				
Billets à vue	454		458	
Billets à terme	133		146	
Montants requis pour maintenir la valeur des avoirs en monnaie ..	<u>89</u>	<u>676</u>	<u>98</u>	<u>702</u>
Actifs divers		<u>1</u>		<u>—</u>
Total des actifs		<u>\$6 112</u>		<u>\$6 449</u>
PASSIF ET SOLDE DU FONDS				
Passif				
Compte fournisseurs et charges à payer	\$ 4		\$ 4	
Projets de coopération technique et autres financements				
non décaissés — Note I	86		89	
Montant dû au Mécanisme de dons de la BID — Note J	384		154	
Montants à payer pour maintenir la valeur des avoirs				
en monnaie — Note H	<u>292</u>	<u>\$ 766</u>	<u>295</u>	<u>\$542</u>
Solde du fonds				
Quotes-parts de contribution autorisées et souscrites —				
Note K et Annexe II-3	10 000		9 762	
Réserve générale (déficit) — Note L	(4 758)		(3 966)	
Montant cumulé des ajustements de conversion — Note M	<u>104</u>	<u>5 346</u>	<u>111</u>	<u>5 907</u>
Total du passif et du solde du fonds		<u>\$6 112</u>		<u>\$6 449</u>

ÉTAT DES REVENUS ET DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE (DÉFICIT)

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Revenus (perte)			
Prêts			
Intérêts	\$ 69	\$ 75	\$ 80
Autres revenus des prêts	5	8	11
	74	83	91
Placements — Note D	17	57	(18)
Total des revenus	91	140	73
Dépenses			
Dépenses administratives — Note B	11	12	62
Total des dépenses	11	12	62
Revenus avant coopération technique, allègement de la dette et transferts approuvés par l'Assemblée des gouverneurs	80	128	11
Dépenses de coopération technique	24	23	33
Dépenses d'allègement de la dette — Note G	484	(3)	—
Transferts approuvés par l'Assemblée des gouverneurs au Mécanisme de dons de la BID — Note L	364	122	50
Perte nette	(792)	(14)	(72)
Réserve générale (déficit) en début d'exercice	(3 966)	(3 952)	(3 880)
Réserve générale (déficit) en fin d'exercice	\$(4 758)	\$(3 966)	\$(3 952)

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Perte nette	\$(792)	\$(14)	\$(72)
Ajustements de conversion — Note M	(7)	9	(16)
Perte globale	\$(799)	\$(5)	\$(88)

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Trésorerie issue des activités de prêt			
Décaissements de prêts	\$ (398)	\$(414)	\$(415)
Recouvrements de prêts	214	220	229
Participations à des prêts, nettes	(4)	(2)	(5)
Trésorerie nette utilisée dans les activités de prêt	(188)	(196)	(191)
Trésorerie issue des activités de financement			
Recouvrement de montants à recevoir des pays membres	30	49	22
Quotes-parts de contribution des pays membres	236	125	—
Remboursement des quotes-parts de contribution aux pays membres ..	—	—	(1)
Trésorerie nette issue des activités de financement	266	174	21
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement	(1 847)	(886)	(586)
Produit brut issu de la vente ou de l'échéance de placements de portefeuille	1 867	872	730
Recouvrement du revenu des prêts	74	80	91
Revenus des placements	19	31	23
Frais administratifs	(10)	(13)	(63)
Coopération technique et autres financements	(26)	(25)	(27)
Transferts en liquidités au Mécanisme de dons de la BID	(134)	(41)	(15)
Trésorerie nette fournie par (utilisée pour) les activités d'exploitation ..	(57)	18	153
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	10	8	8
Accroissement net (diminution nette) de la trésorerie	31	4	(9)
Trésorerie en début d'exercice	369	365	374
Trésorerie en fin d'exercice	\$ 400	\$ 369	\$ 365

COMPTE DU MÉCANISME DE FINANCEMENT INTERMÉDIAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Au 31 décembre	
	2010	2009
ACTIFS		
Espèces	\$ —	\$ 1
Titres de placement — Notes C et D et Annexe III-1	200	227
Total des actifs	<u>\$200</u>	<u>\$228</u>
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passif :		
Montant dû au Capital ordinaire	\$ 7	\$ 7
Solde du fonds	193	221
Total du passif et du solde du fonds	<u>\$200</u>	<u>\$228</u>

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Additions			
Revenus des placements — Note C	\$ 5	\$ 12	\$ —
Total des additions	5	12	—
Déductions			
Pertes sur titres de placement — Note C.	—	—	7
Intérêts payés pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire. . .	33	39	50
Total des déductions	33	39	57
Variation du solde du fonds	(28)	(27)	(57)
Solde en début d'exercice	221	248	305
Solde en fin d'exercice	<u>\$193</u>	<u>\$221</u>	<u>\$248</u>

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Revenus des placements	\$ 4	\$ 1	\$ 3
Intérêts payés pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire. . .	(33)	(35)	(47)
Diminution nette sur les titres de placement	28	34	43
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'exploitation et diminution nette de la trésorerie	(1)	—	(1)
Trésorerie en début d'exercice	1	1	2
Trésorerie en fin d'exercice	<u>\$ —</u>	<u>\$ 1</u>	<u>\$ 1</u>

MÉCANISME DE DONS DE LA BID
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Au 31 décembre	
	2010	2009
ACTIFS		
À recevoir du Fonds des opérations spéciales	\$384	\$154
À recevoir du Capital ordinaire	72	—
Total des actifs	\$456	\$154
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passif :		
Dons non décaissés — Note D	\$415	\$154
Solde du fonds	41	—
Total du passif et du solde du fonds	\$456	\$154

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Additions			
Transferts du Fonds des opérations spéciales	\$364	\$122	\$ 50
Transferts du Capital ordinaire	72	—	—
Total des additions	436	122	50
Déductions			
Dons	395	122	50
Variation du solde du fonds	41	—	—
Solde en début d'exercice	—	—	—
Solde en fin d'exercice	\$ 41	\$ —	\$ —

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2010	2009	2008
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Transferts en liquidités du Fonds des opérations spéciales. . .	\$134	\$ 41	\$ 15
Décaissements de dons	(134)	(41)	(15)
Trésorerie nette issue des activités d'exploitation	—	—	—
Trésorerie en début d'exercice	—	—	—
Trésorerie en fin d'exercice	\$ —	\$ —	\$ —

GOUVERNEURS ET SUPPLÉANTS

Pays	Gouverneurs	Suppléants
ALLEMAGNE	Gudrun Kopp	Rolf Wenzel
ARGENTINE	Amado Boudou	Mercedes Marcó del Pont
AUTRICHE	Josef Pröll	Edith Frauwallner
BAHAMAS	Zhivargo S. Laing	Ehurd Cunningham
BARBADE	Christopher Peter Sinckler	Grantley W. Smith
BELGIQUE	Didier Reynders	Franciscus Godts
BELIZE	Dean Barrow	Joseph Waight
BOLIVIE	Elba Viviana Caro Hinojosa	Luis Alberto Arce Catacora
BRÉSIL	Paulo Bernardo Silva	Carlos Augusto Vidotto
CANADA	Lawrence Cannon	James Haley
CHILI	Felipe Larraín	
CHINE	Zhou Xiaochuan	Yi Gang
COLOMBIE	Juan Carlos Echeverry Garzón	Hernando José Gómez Restrepo
COSTA RICA	Fernando Herrero Acosta	Rodrigo Bolaños Zamora
CROATIE	Ivan Suker	Zdravko Maric
DANEMARK	Susan Ulbæk	Lars Bredal
EL SALVADOR	Alexander Ernesto Segovia Cáceres	Carlos Enrique Cáceres Chávez
ÉQUATEUR	Patricio Rivera Yáñez	Katiuska King Mantilla
ESPAGNE	Elena Salgado	José Manuel Campa Fernández
ÉTATS-UNIS	Timothy F. Geithner	Robert D. Hormats
FINLANDE	Ritva Koukku-Ronde	Jorma Julin
FRANCE	Christine Lagarde	Ramón Fernández
GUATEMALA	Alfredo Del Cid Pinillos	Edgar Baltazar Barquín Durán
GUYANA	Bharrat Jagdeo	Ashni Singh
HAÏTI	Ronald Baudin	Jean-Max Bellerive
HONDURAS	William Chong Wong	María Elena Mondragón Ordóñez
ISRAËL	Stanley Fischer	Oded Brook
ITALIE	Giulio Tremonti	Mario Draghi
JAMAÏQUE	Audley Shaw	Wesley Hughes
JAPON	Yoshihiko Noda	Masaaki Shirakawa
MEXIQUE	Ernesto Cordero-Arroyo	José Antonio Meade Kuribreña
NICARAGUA	Alberto José Guevara Obregón	Antenor Rosales Bolaños
NORVÈGE	Ingrid Fiskaa	Henrik Harboe
PANAMA	Alberto Vallarino Clément	Frank De Lima Gercich
PARAGUAY	Dionisio Borda	Manuel Vidal Caballero Giménez
PAYS-BAS	Ben Knapen	Yoka Brandt
PÉROU	Ismael Alberto Benavides Ferreyros	Luis Miguel Castilla Rubio
PORTUGAL	Fernando Teixeira dos Santos	Carlos Costa Pina
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Jeung-Hyun Yoon	Choongsoo Kim
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Vicente Ignacio Bengoa Albizu	Juan Temístocles Montás
ROYAUME-UNI	Andrew Mitchell	Alan Duncan
SLOVÉNIE	Franc Krizanic	Mitja Mavko
SUÈDE	Jan Knutsson	Anders Bengtén
SUISSE	Beatrice Maser Mallor	Roger Denzer
SURINAM	Gillmore Hoefdraad	Wonnies Boedhoe
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Winston Dookeran	Mary King
URUGUAY	Fernando Lorenzo	Pedro Buonomo
VENEZUELA	Jorge A. Giordani C.	Alí Rodríguez Araque

Au 31 décembre 2010

ADMINISTRATEURS ET SUPPLÉANTS

		Nombre de voix	Pourcentage
Mattia Adani, ITALIE Ulrike Metzger (Suppléant), ALLEMAGNE	élu par : Allemagne Belgique Chine Israël Italie Pays-Bas Suisse	426 523	5,092
Gustavo Arnavat, ÉTATS-UNIS Poste à combler (Suppléant), ÉTATS-UNIS	nommé par : États-Unis	2 512 664	30,006
Adina Bastidas, VENEZUELA Antonio De Roux (Suppléant), PANAMA	élue par : Panama Venezuela	518 658	6,194
Richard Bernal, JAMAÏQUE Poste à combler (Suppléant)	élu par : Bahamas Barbade Guyana Jamaïque Trinité-et-Tobago	126 574	1,511
Hugo Rafael Cáceres, PARAGUAY Marcelo Bisogno (Suppléant), URUGUAY	élu par : Bolivie Paraguay Uruguay	205 291	2,452
Manuel Coronel Novoa, NICARAGUA Carmen María Madrí (Suppléante) COSTA RICA	élu par : Belize Costa Rica El Salvador Guatemala Honduras Nicaragua	202 692	2,420
Eugenio Díaz-Bonilla, ARGENTINE Martín Bès (Suppléant), ARGENTINE	élu par : Argentine Haïti	936 545	11,184
Alejandro Foxley Tapia, CHILI Xavier Eduardo Santillán (Suppléant) ÉQUATEUR	élu par : Chili Équateur	295 653	3,530
José Carlos Miranda, BRÉSIL Sérgio Portugal (Suppléant), BRÉSIL	élu par : Brésil Surinam	907 766	10,840
Cecilia Ramos Ávila, MEXIQUE Muriel Alfonseca (Suppléante) RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	élue par : Mexique République dominicaine	627 122	7,489
Marc-Olivier Strauss-Kahn, FRANCE Orla Bakdal (Suppléante), DANEMARK	élu par : Autriche Danemark Espagne Finlande France Norvège Suède	400 427	4,783
Yasusuke Tsukagoshi, JAPON Gerry Duffy (Suppléant), ROYAUME-UNI	élu par : Croatie Japon Portugal République de Corée Royaume-Uni Slovénie	511 113	6,105
Juan Valdivia Romero, PÉROU Roberto Prieto Uribe (Suppléant) COLOMBIE	élu par : Colombie Pérou	367 878	4,393
Vinita Watson, CANADA Peter Cameron (Suppléant), CANADA	élue par : Canada	335 022	4,001
TOTAL		8 373 928	100,00*

Bureau d'évaluation et de supervision

Stephen A. Quick, Directeur
Sixto Felipe Aquino, Directeur adjoint

Au 31 décembre 2010

* Le total de 100 % peut ne pas correspondre à la somme des pourcentages individuels.

INTERMÉDIAIRES ET DÉPOSITAIRES

Pays membre	Intermédiaire	Dépositaire
ALLEMAGNE	Federal Ministry for Economic Cooperation and Development	Deutsche Bundesbank
ARGENTINE	Ministerio de Economía	Banco Central de la República Argentina
AUTRICHE	Federal Ministry of Finance	Österreichische Nationalbank
BAHAMAS	Ministry of Finance	Central Bank of The Bahamas
BARBADE	Ministry of Economic Development	Central Bank of Barbados
BELGIQUE	Ministère des Finances	Banque nationale de Belgique
BELIZE	Ministry of Finance	Central Bank of Belize
BOLIVIE	Ministerio de Planificación del Desarrollo	Banco Central de Bolivia
BRÉSIL	Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão	Banco Central do Brasil
CANADA	Institutions financières internationales, Direction générale des programmes multilatéraux, Agence canadienne de développement international	Banque du Canada
CHILI	Ministerio de Hacienda	Banco Central de Chile
CHINE	People's Bank of China	People's Bank of China
COLOMBIE	Ministerio de Hacienda y Crédito Público	Banco de la República
COSTA RICA	Ministerio de Hacienda	Banco Central de Costa Rica
CROATIE	Ministry of Finance	National Bank of Croatia
DANEMARK	Danish International Development Agency (DANIDA)	Danmarks Nationalbank
EL SALVADOR	Secretaría Técnica de la Presidencia	Banco Central de Reserva de El Salvador
ÉQUATEUR	Ministerio de Economía y Finanzas	Banco Central del Ecuador
ESPAGNE	Subdirección General de Instituciones Financieras Multilaterales, Ministerio de Economía	Banco de España
ÉTATS-UNIS	Treasury Department	Federal Reserve Bank of New York
FINLANDE	Ministry for Foreign Affairs	Bank of Finland
FRANCE	Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie	Banque de France
GUATEMALA	Banco de Guatemala	Banco de Guatemala
GUYANA	Ministry of Finance	Bank of Guyana
HAÏTI	Banque de la République d'Haïti	Banque de la République d'Haïti
HONDURAS	Banco Central de Honduras	Banco Central de Honduras
ISRAËL	Bank of Israel	Bank of Israel
ITALIE	Ministry of the Economy and Finance	Banca d'Italia
JAMAÏQUE	Ministry of Finance and Planning	Bank of Jamaica
JAPON	Ministry of Finance	Bank of Japan
MEXIQUE	Secretaría de Hacienda y Crédito Público	Banco de México
NICARAGUA	Ministerio de Hacienda y Crédito Público	Banco Central de Nicaragua
NORVÈGE	Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs	Bank of Norway
PANAMA	Ministerio de Economía y Finanzas	Banco Nacional de Panamá
PARAGUAY	Banco Central del Paraguay	Banco Central del Paraguay
PAYS-BAS	Ministry of Finance	De Nederlandsche Bank N.V.
PÉROU	Banco Central de Reserva del Perú	Banco Central de Reserva del Perú
PORTUGAL	Ministério das Finanças e da Administração Pública	Banco de Portugal
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Ministry of Strategy and Finance	Bank of Korea
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Banco Central de la República Dominicana	Banco Central de la República Dominicana
ROYAUME-UNI	Department for International Development	Bank of England
SLOVÉNIE	Ministry of Finance	Bank of Slovenia
SUÈDE	Ministry for Foreign Affairs, Department for International Development Co-operation	Sveriges Riksbank
SUISSE	Office fédéral des affaires économiques extérieures	Banque nationale suisse
SURINAM	Central Bank van Suriname	Central Bank van Suriname
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Central Bank of Trinidad and Tobago	Central Bank of Trinidad and Tobago
URUGUAY	Ministerio de Economía y Finanzas	Banco Central del Uruguay
VENEZUELA	Ministerio de Planificación y Desarrollo	Banco Central de Venezuela

Au 31 décembre 2010

DIRECTION DE LA BANQUE

Président	Luis Alberto Moreno
Vice-présidente exécutive	Julie T. Katzman
Vice-président pour les pays	Roberto Vellutini
Vice-président pour les secteurs et le savoir	Santiago Levy Algazi
Vice-président des finances et de l'administration	Jaime Alberto Sujoy
Vice-président pour le secteur privé et les opérations sans garantie souveraine	Steven J. Puig
Directeur général et Économiste en chef, par intérim, Département de la recherche et de l'Économiste en chef	Eduardo Lora
Directeur général, Département géographique/Cône sud	Carlos Hurtado López
Directrice générale, Département géographique/Groupe andin	Alicia S. Ritchie
Directrice générale, Département géographique/Amérique centrale, Mexique, Panama et République dominicaine	Gina Montiel
Directeur général, Département géographique/Caraïbes	Gerard S. Johnson
Directeur général, Département géographique/Haïti	José Agustín Aguerre
Secrétaire	Germán Quintana
Conseiller juridique	James Spinner
Chef de cabinet de la Présidence	Luis Alberto Giorgio
Conseiller principal auprès de la Vice-présidente exécutive	
Directeur général et Directeur financier, Département des finances	Edward Bartholomew
Directeur général et Principal responsable de l'efficacité du développement, Bureau de la planification stratégique et de l'efficacité du développement	Luis Estanislao Echebarría
Directeur général, Département du budget et des services administratifs	John R. Hauge
Directeur général, Département du financement structuré et corporatif	Hans Schulz
Directeur général, Département des ressources humaines	Guillermo Miranda
Directeur général et Chef des services d'information, Département de la technologie de l'information	Simon Gauthier
Directrice générale, par intérim, Bureau du Fonds multilatéral d'investissement	Julie T. Katzman
Commissaire aux comptes principal	Alan N. Siegfried
Conseiller, Bureau des relations extérieures	George de Lama
Directeur, Secteur de l'infrastructure et de l'environnement	Alexandre Meira da Rosa
Directrice, Secteur social	Kei Kawabata
Directeur, Secteur de la capacité institutionnelle et des finances	Mario Marcel Culler
Directeur, Secteur de l'intégration et du commerce	Antoni Esteveadeordal
Directrice, Secteur du savoir et de l'apprentissage	Graciela Schamis
Directeur, Secteur des opportunités pour la majorité	Luiz Ros
Conseiller, Bureau des partenariats stratégiques	Bernardo Guillamón
Conseiller, Bureau de la gestion des risques	Fernando Yñigo-Peralta
Chef, Bureau de l'intégrité institutionnelle	Brigida Benítez

Au 31 décembre 2010

BUREAUX EXTÉRIEURS ET REPRÉSENTANTS

ARGENTINE, José Luis Lupo

Calle Esmeralda 130, pisos 19 y 20
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tél : 4320-1800

BAHAMAS, Oscar E. Spencer

IDB House, East Bay Street
(P.O. Box N-3743)
Nassau Tél : 396-7800

BARBADE, Anneke Jessen

Maple Manor, Hastings
(P.O. Box 402)
Christ Church Tél : 227-8500

BELIZE, Caroline L. Clarke

1024 Newtown Barracks
101 1st Floor
Marina Towers Building
(P.O. Box 1853)
Belize City Tél : 221-5300

BOLIVIE, Baudouin Duquesne

Edificio "BISA", piso 5
Avda. 16 de Julio, 1628
(Casilla 5872)
La Paz Tél : 217-7700

BRÉSIL, Fernando Carrillo-Flórez

Setor de Embaixadas Norte
Quadra 802 Conjunto F
Lote 39 - Asa Norte
70.800-400 Brasília, D.F. Tél : 3317-4200

CHILI, Eddy Linares a.i.

Avda. Pedro de Valdivia 0193, piso 11
(Casilla 16611)
Correo 9 (Providencia)
Santiago Tél : 431-3700

COLOMBIE, Javier León

Carrera 7, 71-21
Torre B, piso 19
Edificio Bancafe
Bogotá Tél : 325-7000

COSTA RICA, Fernando Quevedo

Edificio Centro Colón, piso 12
Paseo Colón, entre calles 38 y 40
San José Tél : 2523-3300

EL SALVADOR

María Carmenza McLean

Edificio World Trade Center, piso 4
89 Avda. Norte y Calle El Mirador
San Salvador Tél : 2233-8900

ÉQUATEUR, Carlos N. Melo

Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero
Ed. World Trade Center - Torre II, piso 9
(Apartado postal 17-07-9041)
Quito Tél : 299-6900

GUATEMALA, Juan José Taccone

3era Avenida 13-78, Zona 10
Torre Citigroup - Nivel 10
(Apartado postal 935)
Guatemala Tél : 2327-4300

GUYANA, Marco Carlo Nicolá

47 High Street, Kingston
(P.O. Box 10867)
Georgetown Tél : 225-7951

HAÏTI, Eduardo Marques Almeida

Banque interaméricaine de
développement
Bourdon 389
(Boîte postale 1321)
Port-au-Prince Tél : 812-5000

HONDURAS, Miguel Manzi

Colonia Lomas del Guijarro Sur
Primera Calle
(Apartado postal 3180)
Tegucigalpa Tél : 290-3500

JAMAÏQUE, Julian A. Belgrave a.i.

40-46 Knutsford Blvd., 6th floor
(P.O. Box 429)
Kingston 10 Tél : 764-0815

MEXIQUE, Ellis J. Juan

Avda. Paseo de la Reforma 222, piso 11
Colonia Juárez
Delegación Cuauhtémoc
06600 México, D.F. Tél : 9138-6200

NICARAGUA

Mirna Liévano de Marques

Edificio BID
Km. 4-1/2 Carretera a Masaya
(Apartado postal 2512)
Managua Tél : 264-9080

PANAMA, Marcelo G. Antinori

Avda. Samuel Lewis, Obarrio
Torre HSBC, piso 14
(Apartado postal 0816-02900)
Panamá 5 Tél : 206-0900

PARAGUAY, Hugo Flórez Timorán

Calle Quesada esq. Legión Civil
Extranjera
(Casilla 1209)
Asunción Tél : 616-2000

PÉROU, Fidel Jaramillo

Paseo de la República 3245, piso 14
San Isidro, Lima Tél : 215-7800

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Manuel Labrado

Calle Luis F. Thomen esq. Winston
Churchill
Torre BHD, piso 10
(Apartado postal 1386)
Santo Domingo Tél : 562-6400

SURINAM, Ancile E. Brewster

Peter Bruneslaan 2-4
Paramaribo Tél : 52-1201

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Iwan P. Sewberath Misser

17 Alexandra Street, St. Clair
(P.O. Box 68)
Port of Spain Tél : 822-6400

URUGUAY, Tracy A. Betts

Rincón 640 esq. Bartolomé Mitre
(Casilla de correo 5029)
11000 Montevideo Tél : 915-4330

VENEZUELA, Joel Branski

Edificio Central Federal, piso 3
Avda. Venezuela, El Rosal
Caracas 1060 Tél : 955-2900

INSTITUT POUR L'INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Ricardo R. Carciofi

Calle Esmeralda 130, pisos 16 y 17
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tél : 4323-2350

BUREAU EN ASIE

Tashihisa Ueda

Fukoku Seimei Building 16-F
2-2-2 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011
Japan Tél : 3591-0461

BUREAU EN EUROPE

Carlos M. Jarque

66, Avenue d'Iéna
75116 Paris, France Tél : 40-69-31-00

Au 31 décembre 2010

TABLEAU XIII • DIX ANNÉES D'ACTIVITÉ DE LA BID, 2001–2010*(En millions de dollars des États Unis)*

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
CAPITAL										
Souscriptions (fin d'année)										
Capital ordinaire	100 959	100 951	100 951	100 951	100 953	100 953	100 953	100 938	104 980	104 980
Fonds des opérations spéciales	9 636	9 636	9 636	9 637	9 639	9 639	9 640	9 636	9 762	10 000
Autres fonds ¹	2 728	2 769	2 938	3 026	3 078	2 772	3 274	3 422	4 162	4 459
Total	113 323	113 356	113 525	113 614	113 670	113 364	113 867	113 996	118 904	119 439
EMPRUNTS²										
Encours (fin d'année)	42 161	46 859	48 112	46 190	43 999	43 959	44 854	44 624	57 641	61 124
Emprunts annuels bruts	7 097	9 340	9 109	4 710	4 937	5 419	6 089	11 069	17 886	13 719
OPÉRATIONS										
Prêts et garanties approuvés (cumulés)³										
Capital ordinaire ⁴	93 518	100 834	110 436	116 799	117 804	124 580	135 006	148 991	162 533	176 180
Fonds des opérations spéciales	15 328	15 774	16 652	17 391	17 486	18 257	18 525	18 519	18 870	19 054
Autres fonds	1 719	1 736	1 769	1 747	1 743	1 751	1 772	1 755	1 768	1 791
Total	110 565	118 344	128 857	135 937	137 033	144 588	155 303	169 265	183 171	197 025
Prêts et garanties approuvés (annuels)⁵										
Capital ordinaire ^{4,5}	7 411	4 143	6 232	5 468	6 448	5 632	8 577	11 085	15 278	12 136
Fonds des opérations spéciales	443	406	578	552	410	605	152	138	228	297
Autres fonds	—	—	—	—	—	2	6	3	1	31
Total	7 854	4 549	6 810	6 020	6 858	6 239	8 735	11 226	15 507	12 464
Décaissements des prêts (annuels)⁶										
Capital ordinaire ⁴	6 037	5 522	8 416	3 768	4 899	6 088	6 725	7 149	11 424	10 341
Fonds des opérations spéciales	422	313	486	463	424	398	393	415	414	398
Autres fonds	—	2	—	1	5	3	6	44	13	34
Total	6 459	5 837	8 902	4 232	5 328	6 489	7 124	7 608	11 851	10 773
Remboursements des prêts (annuels)⁶										
Capital ordinaire	1 926	4 106	7 279	5 199	5 224	8 615	5 265	4 740	4 542	5 598
Fonds des opérations spéciales	268	256	296	294	301	290	275	229	220	214
Autres fonds	14	13	12	9	5	3	4	4	5	5
Total	2 208	4 375	7 587	5 502	5 530	8 908	5 544	4 973	4 767	5 817
Encours des prêts										
Capital ordinaire	44 951	47 958	50 655	49 842	48 135	45 932	47 954	51 173	58 049	63 007
Fonds des opérations spéciales	6 047	6 198	6 670	6 971	6 878	3 733	3 966	4 101	4 317	4 004
Autres fonds	133	118	104	98	94	94	96	126	135	156
Total	51 131	54 274	57 429	56 911	55 107	49 759	52 016	55 400	62 501	67 167
Approbations d'opérations financées par des dons (annuelles)⁷										
Capital ordinaire	—	—	—	—	12	34	37	68	94	86
Fonds des opérations spéciales	39	36	30	36	36	28	34	43	33	36
Mécanisme de dons de la BID ⁸	—	—	—	—	—	—	50	50	122	251
Autres fonds	46	45	47	39	57	53	92	109	283	457
Total	85	81	77	75	105	115	213	270	532	830
Opérations approuvées du Fonds multilatéral d'investissement (annuelles)⁹	90	99	69	116	114	125	135	178	119	122
DIRECTION										
Dépenses administratives										
Total – tous les fonds de la Banque	355	376	386	404	473	507	564	501	542	584

¹ Y compris le Fonds multilatéral d'investissement. Exclusion faite des fonds résiliés.² Emprunts à moyen et long terme, nets de décotes non amorties (avant swaps et ajustements relatifs au prix du marché).³ Annulations non comprises. Y compris les ajustements de change.⁴ Net des participations de prêts sans garantie souveraine. Y compris le Mécanisme de préparation et d'exécution de projets.⁵ En 2009, comprend \$800 millions d'approbations de prêts annulés.⁶ En fonction des montants initiaux en l'équivalent de dollars des États-Unis.⁷ Y compris le financement du Programme d'entrepreneuriat social, coopération technique, les programmes spéciaux, les dons destinés à des projets spécifiques et autres dons. Exclusion faite des opérations du Fonds multilatéral d'investissement, qui sont présentées séparément.⁸ En 2010, exclusion faite de \$144 millions de soldes de prêts non décaissés qui ont été transférés du Fonds des opérations spéciales et convertis en dons.⁹ Y compris des opérations de coopération technique, des prêts et des investissements de capitaux, ainsi que des augmentations aux opérations approuvées les années précédentes.

Le Rapport annuel est produit par le Bureau des relations extérieures de la BID.

Rédacteur en chef : John Ferriter
Directeur de la production : Gerardo Giannoni
Composition : Dolores Subiza
Traduction française : Albert Garih
Rédactrices adjointes : Cathy Conkling-Shaker et Norma Rivera

Photographies : couverture, Santiago Galdós Gago, PROTRANSPORTE ; page iii, de gauche à droite : David Mangurian, David Mangurian, Ricardo Mata, Willie Heinz, David Mangurian ; page iv, Peter Bate ; page 1, Ángela Fúnez ; page 3, Arlette Pedraglio ; page 4, reproduction autorisée par PROSAP ; page 6, Arlette Pedraglio ; page 8, reproduction autorisée par Empresas Públicas de Medellín (EPM) ; page 9, Anderson Schneider ; page 10, reproduction autorisée par Fondo Nacional de Desarrollo Regional (FNDR) en Bolivie ; page 11, Jaakko Helleranta, 2010 (disponible sous la licence Creative Commons Attribution-ShareAlike) ; page 12, Her-

bert Morello ; page 13, Marcos Camacho López ; page 14, Christopher Jennings ; page 15, reproduction autorisée par le Ministère de l'agriculture au Pérou ; page 16, en haut à gauche : Robinson Robles, en haut à droite et en dessous à gauche : Herbert Morello ; page 17, photo de la SII (Bufette Creativo) ; page 18, reproduction autorisée par PROSAMER ; page 19, reproduction autorisée par le Programme de rénovation des quartiers – Phase II (PROMEBA II) ; page 21, José Vega ; page 24, Rafael Álvarez ; page 36, reproduction autorisée par le Ministère des transports et des travaux publics en Équateur.

Le rapport peut être consulté en ligne à www.iadb.org.



Imprimé sur papier recyclé



ISSN: 0253-603X